



BIBLIOTECA NAZ.

141

D

20

NAPOLI

BIBL. NAZ.

VITT. E. RANIELE III

141

D

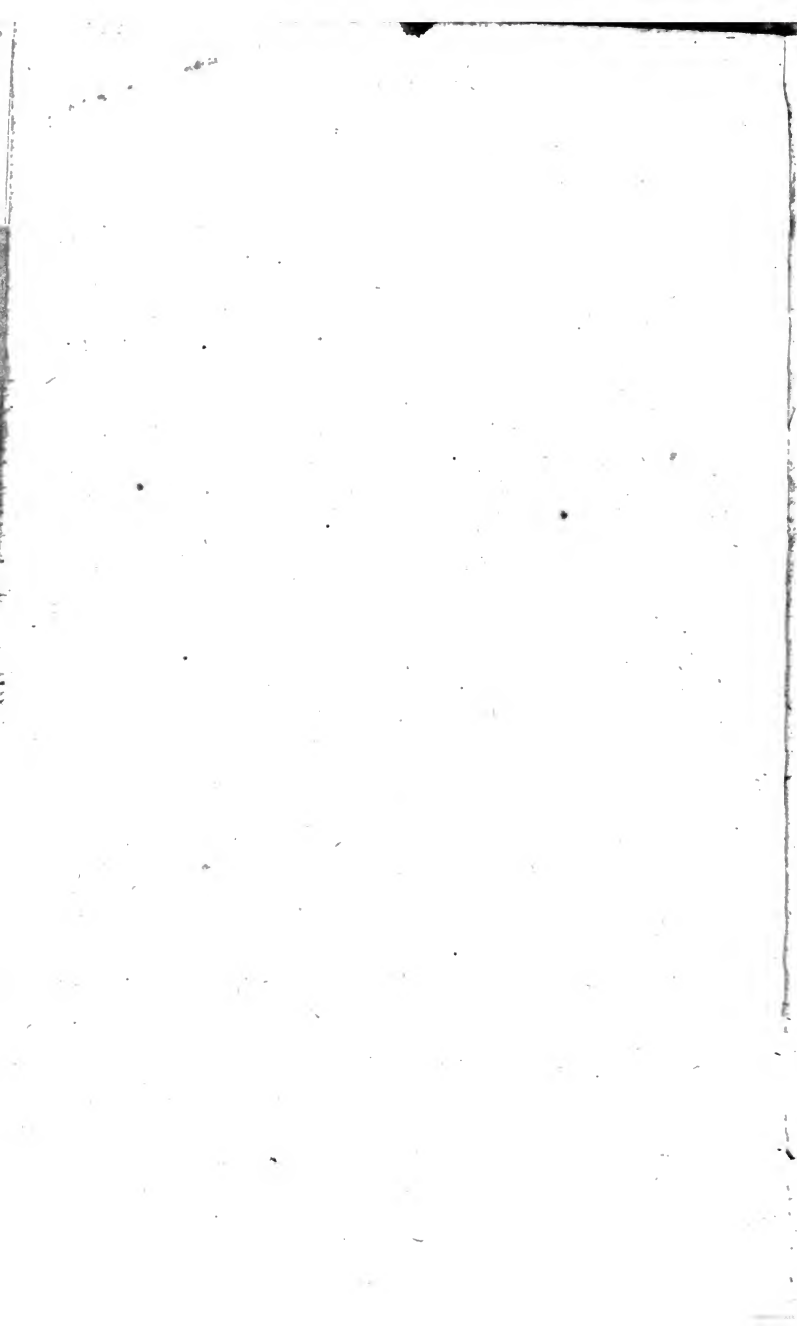
20

NAPOLI

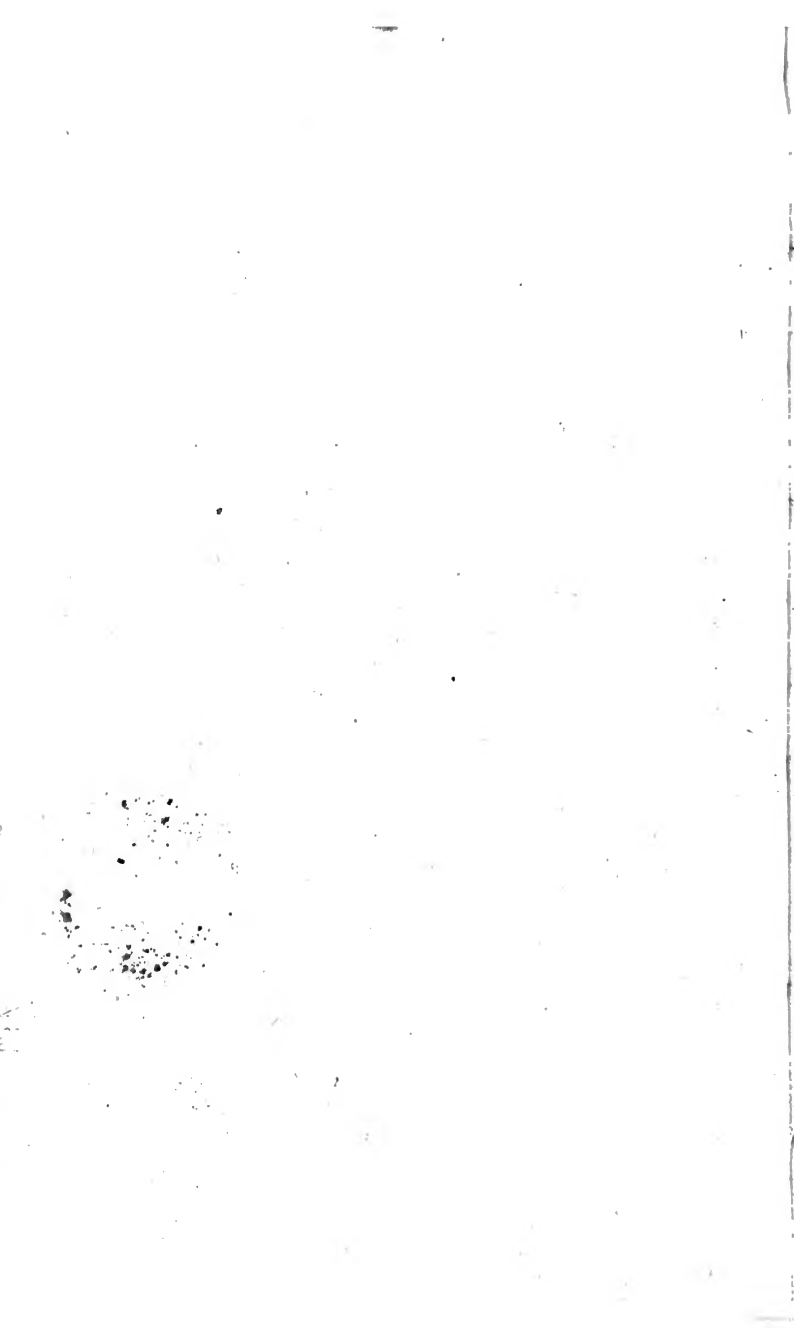


OS. 16 (N. 1)

4103781210



MÉMOIRES
HISTORIQUES,
CRITIQUES ET POLITIQUES
DE LA
RÉVOLUTION DE FRANCE.
TOME SECOND.



M É M O I R E S
HISTORIQUES,
CRITIQUES ET POLITIQUES
D E L A
R É V O L U T I O N D E F R A N C E ,
A V E C T O U T E S L E S O P É R A T I O N S
D E L ' A S S E M B L É E N A T I O N A L E .
Par N. J. HUGOU, ci-devant DE BASSVILLE
Membre de plusieurs Académies.

Si fractus illabatur orbis
Impavidum ferient ruinæ.
H O R A T I U S

T O M E S E C O N D .

Prix 7 l. 10 s. les 2 v. in-8°. brochés



A P A R I S ,

Chez { L'AUTEUR, rue neuve Saint-Marc, N°. 9.
BLEUET, Libraire, rue Dauphine.

1790.







M É M O I R E S
HISTORIQUES,
CRITIQUES ET POLITIQUES
DE LA
RÉVOLUTION DE FRANCE.

INVITATION DES COMMUNES
A U X

CHAMBRES DE LA NOBLESSE ET DU CLERGÉ,

Pour les engager à se réunir.

M E S S I E U R S ,

Nous sommes chargés , par les députés des communes de France, de vous prévenir qu'ils ne peuvent pas différer davantage de satisfaire à l'obligation imposée à tous les représentans de la nation; il est

temps assurément que ceux qui annoncent cette qualité, se reconnoissent par une vérification en commun de leurs pouvoirs, & commencent enfin à s'occuper de l'intérêt national, qui seul, & à l'exclusion des intérêts particuliers, se présente comme le grand but auquel tous les députés doivent tendre d'un commun effort. En conséquence, & dans la nécessité où sont les représentans de la nation de se mettre en activité, sans autre délai, les députés des communes vous prient de nouveau, Messieurs, & le devoir leur prescrit de vous faire une dernière invitation, tant individuelle que générale, de venir dans la salle des états, pour assister, concourir, & vous soumettre, comme eux, à la vérification commune des pouvoirs. Nous sommes en même temps chargés de vous avertir que l'appel général de tous les bailliages convoqués, se fera dans une heure d'ici, & que, faute de vous y présenter, il y sera procédé, tant à l'absence qu'en présence des classes privilégiées.

Que pouvoit-on proposer de plus sage & de plus ferme en même temps ?

Après plusieurs discussions, pendant lesquelles MM. de Mirabeau, Target & Treillard parlèrent successivement, la motion de l'abbé Sieyes fut accueillie à la pluralité des voix, & passa avec l'amendement suivant : *qu'il falloit exposer au roi les motifs de l'arrêté des communes*. Mais comment envoyer cette adresse au monarque ? *hoc opus hic labor est* ; on en remit deux copies , une au garde des sceaux, l'autre au duc de Duras, premier gentilhomme de la chambre ; le roi ne la reçut que le 13, & promit d'y répondre le lendemain.

Dans cet intervalle, la noblesse annonça qu'elle répondroit aux communes ; le clergé, de son côté, fit dire que tout son ordre, bien pénétré de l'indispensable obligation imposée individuellement à tous les députés, de s'occuper de l'intérêt national, réfléchiroit sur l'objet qu'on lui proposoit.

Toutes ces promesses avoient déjà été faites mille fois sans succès. Le 13, on continua l'appel des députés, en suivant l'ordre de leur bailliage, pour qu'ils eussent à remettre leurs pouvoirs sur le bureau; aucun des membres du clergé ni de la noblesse ne parut; ce ne fut qu'à l'appel d'un des bailliages du Poitou, qu'une portion du clergé s'y présenta, ayant à sa tête M. le curé Jallot, qui porta la parole en ces termes :

Discours de M. Jallot.

Une partie des députés aux états-généraux, dans l'ordre du clergé de la province du Poitou, se rend aujourd'hui dans la salle de l'assemblée générale..... Nous venons prendre communication des pouvoirs des autres ordres, & produire nos mandats; afin que les uns & les autres étant vérifiés & légitimés, la nation ait de vrais représentans. Nous venons, Messieurs, précédés du flambeau de la raison, conduits par l'amour du bien public, nous

placer à côté de nos concitoyens & de nos frères. Nous accourons à la voix de la patrie, qui nous presse d'établir entre les ordres, la concorde & l'harmonie, d'où dépend le succès des états-généraux, & le salut de l'état. Puisse cette démarche être accueillie de la chambre des communes, avec le même sentiment qui nous l'a commandé ! puisse-t-elle être généralement imitée ! puisse-t-elle enfin nous mériter l'estime de tous les François !

Il est impossible d'exprimer les sentimens avec lesquels ce discours fut reçu : la salle retentissoit d'applaudissemens ; chacun se pressoit auprès des curés ; on répandoit des larmes de joie, on les embrassoit..... Faisons en sorte, s'est-on écrié, qu'ils ne soient pas abandonnés au despotisme des évêques ; mettons ces braves citoyens à l'abri de la vengeance & de l'animosité des potentats de leur ordre ; que leurs noms soient immortels, qu'ils soient consacrés dans nos annales..... Ils se sont élevés au-dessus de la superstition ; ils ont vaincu les

préjugés; ils ont enfin triomphé de toutes les passions : ces respectables pasteurs sont MM. Ballard, le Celve, & Jallot, qui a porté la parole.

L'enthousiasme qu'ils inspirèrent étoit si grand, que sur-le-champ on en plaça un au bureau; quelques instans après, M. le garde des sceaux ayant fait avertir M. Bailli, que le roi le recevrait avec deux députés, à une heure, on voulut encore qu'un de ces respectables curés fût choisi pour accompagner M. le doyen chez le roi. Sans doute il eût joui de cet honneur, si M. le doyen, en s'empressant d'applaudir au zèle, à la piété de ces braves & courageux ecclésiastiques, n'eût observé que l'adresse étant remise au roi seulement pour les communes, un membre du clergé ne pouvoit en aller demander la réponse.

Ces ecclésiastiques, après avoir déposé leurs pouvoirs sur le bureau, se retirèrent dans leur salle, en recevant encore les plus sincères applaudissemens.

L'examen des pouvoirs ayant été ter-

miné dans les différens bureaux , le 14 au soir, l'assemblée étoit devenue générale, & s'occupoit de la formation d'une commission pour la vérification nouvelle des pouvoirs de ceux sur la validité desquels il s'étoit élevé quelques nuages, lorsque cinq curés, parmi lesquels étoient MM. Dillon & Grégoire, vinrent manifester la pureté de leurs intentions, par un discours fort pathétique, dont voici à-peu-près la substance :

M E S S I E U R S ,

Nous venons prendre la place que le souverain nous a marquée, en nous appelant pour coopérer au grand œuvre de la régénération. Animés du même zèle que les communes, nous venons, avec empressement, vous communiquer nos pouvoirs, & prendre communication des vôtres. Ces sentimens ont toujours été, & sont plus que jamais profondément gravés dans nos cœurs ; malgré tout, nous eussions encore attendu quelques jours à faire cette démar-

che, si nous avions eu une lueur d'espérance de pouvoir ramener les esprits au parti de la raison; mais les orages fréquens qui s'élèvent dans la chambre du clergé, nous ont ôté ce doux espoir; nous voyons une scission prochaine prête à éclater parmi ces membres. Que peut-on espérer d'un ordre lorsqu'il est divisé? quelle lumière peut-on attendre du conflit orageux de tant d'opinions? Il veut ou croit avoir d'autres intérêts à débattre, d'autres motifs de conduite à suivre que le général de la nation..... Nous venons concourir, autant qu'il est en nous, à la concorde & à l'harmonie, base fondamentale des états-généraux, en cédant aux vœux des communes, à l'empire de la justice, enfin aux cris de notre conscience & de la patrie.

Pendant que ces généreux citoyens, sourds à la voix des préjugés, obéissoient aux cris de leur conscience, & venoient augmenter le nombre des vrais François, le reste de leur chambre perdoit un temps bien précieux à délibérer aveuglément pour
savoir

savoir s'il communiqueroit ses pouvoirs, ou non. La majorité n'étoit pas pour la réunion; le clergé de la capitale, qu'on devoit croire plus éclairé que celui des provinces, donnoit le scandale d'une scission bien redoutable, & protestoit d'avance contre le vœu des gens bien intentionnés de son ordre.

La noblesse, de l'autre côté, revenue sur elle-même, alloit aux voix pour accepter *purement & simplement* le projet de conciliation, présenté par M. Necker..... Pendant ce temps-là, tout languissoit;.... nos législateurs, arrêtés dans leur marche, ne pouvoient s'occuper que très-foiblement de la chose publique.

Quelques curés se présentèrent encore le 15; la vérification de leurs pouvoirs fut renvoyée au premier bureau, parce que la vérification étant terminée de la veille, on vouloit sur-le-champ travailler à la constitution.... C'étoit le grand œuvre, le seul qui pût régénérer toute la nation, lui rendre ses anciens droits, & la tirer du

Mém. hist. & polit. ; tome II. B

chaos dans lequel elle paroïssoit prête à s'abymer. Nous allons donner toutes les motions , dans l'ordre où elles furent prononcées, & nous prévenons nos lecteurs qu'elles sont fidèlement copiées.

Motion de M. Syeyes.

Il est constant , par la vérification des pouvoirs, que cette assemblée est déjà composée de représentans envoyés directement par les 96 centièmes au moins de la nation.

Une telle masse de députation ne sauroit rester inactive , par l'absence des députés de quelques bailliages , ou de quelques classes de citoyens ; car les absens, qui ont été appelés , ne peuvent point empêcher les présens d'exercer la plénitude de leurs droits , sur-tout lorsque l'exercice de ces droits est un devoir impérieux & pressant.

De plus, puisqu'il n'appartient qu'aux représentans vérifiés de concourir à former le vœu national , & que tout les représentans vérifiés sont dans cette assemblée,

il est encore indispensable de conclure qu'il lui appartient, & qu'il n'appartient qu'à elle d'interpréter & de représenter la volonté générale de la nation ; nulle autre chambre de députés , simplement *présumés*, ne peut rien ôter à la force de ses délibérations ; enfin, il ne peut exister, entre le trône & cette assemblée, aucun *veto*, aucun pouvoir négatif.

L'assemblée juge donc que l'œuvre commune de la restauration nationale ne peut & ne doit être commencée sans retard, par les députés présens, & qu'ils doivent la suivre sans interruption comme sans obstacle.

La dénomination d'assemblée *des représentans connus & vérifiés de la nation françoise*, est la seule dénomination qui convienne à l'assemblée, dans l'état actuel des choses, la seule qu'elle puisse adopter, tant qu'elle ne perdra pas l'espoir de réunir dans son sein tous les députés aujourd'hui absens ; elle ne cessera de les appeler, tant individuellement que col-

lectivement , à remplir l'obligation qui leur est imposée , de concourir à la tenue des états-généraux. A quelques momens que les députés absens se présentent dans le cours de la session qui va s'ouvrir , elle déclare d'avance qu'elle les recevra avec joie , & qu'elle s'empressera , après la vérification de leurs pouvoirs , de partager avec eux les grands travaux qui doivent procurer la régénération de la France ».

Ce projet d'arrêté fit beaucoup de sensation ; tous ceux qui avoient demandé la parole , jusqu'à M. de Mirabeau , adoptèrent la motion de M. l'abbé Syeyes , & l'adoptèrent avec son arrêté.

M. de Mirabeau présenta un autre tableau , d'un ton plus vigoureux , peut-être , & mieux prononcé ; il s'attacha à combattre fortement la division des ordres , à prouver qu'elle corrompt les mœurs , qu'elle altère le gouvernement , qu'elle produit l'anarchie , & que ce n'est qu'à elle que les générations passées ont dû

leurs calamités & les orages qu'elles ont effuyées ; que c'est la division des ordres qui *place l'égoïsme* dans le clergé , *l'arrogance & l'orgueil* dans la noblesse , *la bassesse* dans le tiers-état , & *l'avarice , la corruption* dans tous ; que , pour éviter les maux inouis de la distinction des ordres , il falloit se constituer *l'assemblée du peuple*. Il s'attacha ensuite à prouver que le projet présenté par M. l'abbé Syeyes étoit plus fin , plus adroit , mais qu'il ne remplissoit pas l'objet de l'assemblée : il parla pendant près d'une heure ; le patriotisme qui l'animoit ne lui permit pas de penser à la fièvre qui le travailloit dans ce moment ; semblable à ce stoïcien sévère , honoré de la visite d'un consul romain , il triompha de sa douleur , pour ne s'occuper que des maux de la patrie. Jamais il ne parla avec tant de feu , tant d'éloquence ; jamais il ne dit de vérités aussi dures , aussi énergiques à la noblesse & au clergé.

« Chacun de vous sent , Messieurs ,

» combien il seroit facile aujourd'hui d'es-
» fayer , par un discours véhément , de
» vous porter à des résolutions extrêmes.
» Vos droits sont si évidens , vos récla-
» mations si simples , & les procédés des
» deux ordres si manifestement irrégu-
» liers , leurs principes tellement insou-
» tenables , que le parallèle en seroit au-
» dessus de l'attente publique.

» Que dans les circonstances où le roi
» lui-même a senti qu'il falloit donner à
» la France *une manière fixe d'être gou-*
» *vernée* , c'est-à-dire , une constitution ,
» on oppose à ses volontés , & aux vœux
» de son peuple , les vieux préjugés , les
» gothiques oppressions des siècles bar-
» bares ; qu'à la fin du dix-huitième siè-
» cle , une foule de citoyens dévoile &
» suive le projet de nous y replonger ,
» réclame le droit d'arrêter tout , quand
» tout doit marcher : c'est-à-dire , de gou-
» verner tout à sa guise , & qualifie cette
» prétention , vraiment délirante , de *pro-*
» *priétés* ; que quelques *personnes* , quel-

» *ques gens* des trois états , parce que
 » dans l'idiome moderne on les a appelés
 » des *ordres* , opposent sans pudeur la ma-
 » gie de ce mot vuide de sens à l'intérêt
 » général , sans daigner dissimuler que
 » leurs intérêts privés sont en contra-
 » diction ouverte avec cet intérêt géné-
 » ral ; qu'ils veulent ramener le peuple
 » de France à ces formes qui classoient
 » la nation en deux espèces d'hommes ,
 » des oppresseurs & des opprimés ; qu'ils
 » s'efforcent de perpétuer une prétendue
 » constitution , où un seul mot prononcé
 » par cent cinquante-un individus , pour-
 » roit arrêter le roi & vingt-quatre mil-
 » lions d'hommes ; une constitution où
 » deux ordres qui , ne sont ni le peuple ,
 » ni le prince , se serviront du second
 » pour pressurer le premier ; du premier ,
 » pour effrayer le second ; & des circonf-
 » tances , pour séduire tout ce qui n'est
 » pas eux à la nullité ; qu'enfin , tandis
 » que vous n'attestez que les principes &
 » l'intérêt de tous , plutôt que de ne pas

» river sur nous les fers de l'aristocratie,
» ils invoquent hautement le despotisme
» ministériel, sûrs qu'ils se croient de le
» faire toujours dégénérer, par leurs ca-
» bales, en une anarchie ministérielle ;
» c'est le comble sans doute de la dérai-
» son orgueilleuse, & je n'ai pas besoin
» de colorer cette foible esquisse, pour
» démontrer que la division des ordres ,
» que le *veto* des ordres, que l'opinion
» & la délibération par ordre seroient une
» invention vraiment sublime pour fixer
» constitutionnellement l'égoïsme dans le
» sacerdoce, l'orgueil dans le patriciat ,
» la bassesse dans le peuple, la division
» entre tous les intérêts, la corruption
» dans toutes les classes dont se compose
» la grande famille, la cupidité dans toutes
» les ames, l'insignifiance de la nation ,
» la tutelle du prince, le despotisme des
» ministres.....

Le titre de députés connus & vérifiés
de la nation françoise, ne convient ni
à votre dignité, ni à la suite de vos opé-

rations , puisque la réunion que vous voulez espérer & faciliter dans tous les temps , vous forceroit à le changer.

Ne prenez pas un titre qui effraye. --- Cherchez-en un qu'on ne puisse vous contester , qui , plus doux , & non moins imposant dans sa plénitude , convienne à tous les temps , soit susceptible de tous les développemens que vous permettront les événemens , & puisse , au besoin , servir de lance comme d'aide aux droits & aux principes nationaux.

Telle est , à mon sens , la formule suivante : *représentans du peuple françois*.

Qui peut vous disputer ce titre ? Que ne deviendra-t-il pas , quand vos principes seront connus ; quand vous aurez proposé de bonnes loix ; quand vous aurez conquis la confiance publique ? -- Que feront les deux autres ordres alors ? -- Adhéreront-ils ? Il le faudra bien ; & s'ils en reconnoissent la nécessité , que leur en coûtera-t-il de plus pour adhérer dans une forme régulière ? -- Refuseront-ils d'adhé-

rer ? --- Nous prononcerons contr'eux , quand tout le monde pourra juger entre nous.

Mais ce n'est point assez de constituer notre assemblée, de lui donner un titre, le seul qui lui convienne, tant que les deux autres ordres ne se réuniront pas à nous en *états-généraux* ; il faut établir nos principes, ces principes sages & lumineux qui, jusqu'à présent, nous ont dirigés. Il faut montrer que ce n'est pas à nous, mais aux deux ordres, qu'on doit attribuer cette non-réunion des trois états que sa majesté a convoqués en une seule assemblée. — Il faut montrer pourquoi & comment nous allons entrer en activité ; pourquoi & comment nous soutenons que les deux ordres ne peuvent s'y mettre eux-mêmes en se séparant de nous. Il faut montrer qu'ils n'ont aucun *veto*, aucun droit de prendre des résolutions séparées des nôtres. Il faut annoncer nos intentions & nos vues ; il faut assurer, par une démarche également sage, légale

& graduée, la solidité de nos mesures , maintenir les ressources du gouvernement , tant qu'on les fera servir au bien national , & présenter aux créanciers de l'état , l'espoir de cette sécurité qu'ils désirent , que l'honneur national exige que nous leur offrions ; mais toujours en la faisant dépendre du succès de cette régénération nationale qui est le grand & le premier objet de notre convocation & de nos vœux.

C'est dans ce but qu'a été dressée la résolution que je vais avoir l'honneur de vous lire.

Les députés des communes ayant , en conséquence de leurs délibérations du 10 Juin , fait signifier aux députés du clergé & de la noblesse , une dernière invitation à se rendre le même jour , tant individuellement que collectivement , en l'assemblée nationale , pour faire vérifier leurs pouvoirs , conjointement avec ceux des députés des communes , sur l'appel qui y seroit fait de tous les bailliages convo-

qués par sa majesté en ladite assemblée ; & le susdit appel n'ayant été suivi que de la comparution d'un petit nombre de députés du clergé , le plus grand nombre des députés de cette classe , ainsi que ceux de la noblesse , paroissant persister dans le funeste esprit de séparation & d'éloignement qu'ils ont manifesté en différentes occasions depuis l'ouverture des états-généraux , les députés des communes se sont vus obligés , en conformité de leurs susdites délibérations , de procéder à la vérification de leurs pouvoirs en l'absence du plus grand nombre des députés du clergé & en celle de la totalité des députés de la noblesse. Lecture faite du procès-verbal de vérification des susdits pouvoirs , en date des 13 & 14 Juin , les députés dont les pouvoirs ont été vérifiés ledit jour , pénétrés des malheureux effets que pourroit avoir une plus longue durée de l'inaction à laquelle ils ont été jusqu'à présent , forcés , par la persévérance des députés des classes pri-

vilégiées dans leur refus de se réunir , & voulant , autant qu'il est en eux , se mettre en état de concourir aux vues bienfaisantes de sa majesté , & au vœu général de la nation , pour la régénération du royaume , ont pris & arrêté les résolutions suivantes.

1^o. Résolu que le roi n'ayant pas estimé pouvoir remplir ses vues de sagesse , de justice & de bonté envers ses peuples , autrement que par la convocation d'une assemblée nationale , composée des députés des trois ordres , nommés respectivement dans les divers bailliages , sénéchaussées , villes & provinces du royaume , les susdits députés , de quelque ordre qu'ils soient , ont un droit individuel & commun à siéger ensemble dans cette assemblée nationale , & à y faire vérifier les pouvoirs de leurs commettans ; tout comme aussi , ils ont le droit d'exiger que les pouvoirs de leurs co-députés , de quelques ordres qu'ils puissent être , soient produits & vérifiés dans la même assem-

blée , laquelle seule est qualifiée pour prononcer définitivement sur toutes les difficultés ou contestations qui pourroient s'élever ou être élevées au sujet des pouvoirs de quelques-uns des susdits députés.

2°. Résolu que , d'après le refus qu'ont fait les autres députés d'acquiescer à la réunion requise , & à la vérification en commun , à laquelle ils ont été si souvent invités , il est maintenant indispensable de déclarer que les députés dont les pouvoirs ont été vérifiés lesdits jours 13 & 14 Juin , ne peuvent considérer la vérification de pouvoirs que les autres députés ont pu faire , ou pourront faire à l'avenir , hors de l'assemblée nationale , que comme un acte insuffisant & incomplet , qui ne peut recevoir sa force légale & son complément que par la confirmation de l'assemblée nationale , ou , ce qui revient au même , d'une assemblée à laquelle les députés des trois ordres aient été dûment invités & libres d'assister.

3°. Résolu que la vérification faite les

13 & 14 Juin , des pouvoirs des députés , après due convocation des députés des classes privilégiées , à l'effet qu'ils puissent y concourir pour ce qui les concerne , est suffisante pour autoriser les susdits députés à se former & à se constituer , ainsi qu'ils le font par la présente délibération , dans la forme & sous le nom d'assemblée des représentans du peuple de France , à se mettre incessamment en activité comme tels , & à procéder en conséquence à la nomination d'un président & autres officiers nécessaires au maintien de la police de ladite assemblée.

40. Résolu qu'en se constituant en la forme & qualité d'assemblée des représentans du peuple de France , l'assemblée n'entend point mettre d'obstacles à la réunion si désirée des autres députés avec les représentans du peuple dans l'assemblée nationale ; qu'elle sera toujours prête à les recevoir aussi-tôt qu'ils témoigneront le désir de se joindre à eux dans l'unique qualité que leur assigne la raison &

l'intérêt national, & de se faire légalement reconnoître en l'assemblée nationale, par la vérification de leurs pouvoirs.

5°. Résolu que l'assemblée des représentans du peuple de France s'occupera sans relâche & avec toute l'activité dont elle est capable, des moyens de secourir les grands & nobles desseins du roi, & de remplir l'attente de ses peuples pour le bonheur du royaume; en communiquant directement à sa majesté les différentes mesures qu'elle estimera les plus propres à remplir ce but; mais qu'elle ne reconnoitra jamais dans les députés des classes privilégiées, en quelque nombre qu'ils soient, aucun *veto*; c'est-à-dire, aucun droit de s'opposer, par des délibérations séparées, prises hors de l'assemblée nationale, à ce qui sera jugé nécessaire pour le bien général de la France, attendu qu'il ne tient qu'à eux, par leur présence individuelle & leurs suffrages en ladite assemblée, de contribuer au bien général, en la seule manière qui soit compatible

compatible avec la justice , avec la raison , & avec le vœu unanime du peuple de France.

6°. Résolu que , dans la présente circonstance , ce que l'assemblée doit à la sécurité de ses constituans , son attachement pour le roi , pour les vrais principes de la constitution , & la nécessité de pourvoir , durant la tenue des états-généraux , aux besoins publics d'une manière légale , qui porte les caractères du vœu national , & qui prévienne les effets trop actifs d'un zèle égaré par les malheurs publics , exigent , de sa part , la déclaration suivante :

Attendu qu'aucun impôt , c'est-à-dire , aucune levée de deniers pour les besoins publics , sous quelque forme ou dénomination qu'il soit établi , ne peut légalement exister sans le consentement exprès du peuple , par ses représentans aux états-généraux , & seulement pour le temps qu'ils auront jugé à propos de fixer ; attendu encore que ce principe sacré de

Mém. hist. & polit. , tome I. C

toute constitution où le peuple est compté pour quelque chose , a été reconnu par sa majesté elle-même , par les cours souveraines & par le vœu unanime des peuples , comme l'une des bases essentielles de la monarchie ; attendu enfin qu'il n'est aucun des impôts actuels qui ne soit illégal , ou dans son origine , ou dans l'extension qu'il peut avoir reçu , l'assemblée des représentans du peuple les déclare tous nuls & supprimés de droit , par l'effet nécessaire du défaut de consentement du peuple auxdits impôts ; & cependant , vu le temps nécessaire pour créer un ordre nouveau dans cette partie des affaires nationales , & aussi afin d'éviter les inconvéniens qui résulteroient , pour le crédit public & pour l'impôt futur , d'une cessation absolue de tous rapports entre les contribuables & le fisc , l'assemblée consent provisoirement , au nom de ses constituans , statue , sous le bon plaisir de sa majesté , que tous les impôts perçus jusqu'à ce jour soient mo-

mentanément autorisés & continuent à être payés en la même manière que ci-devant , & aux termes des arrêts qui les ont établis ou prolongés , mais seulement durant le cours des états-généraux de la présente session des états - généraux , & non au-delà , à moins d'une nouvelle prolongation d'iceux , librement consentie & expressement votée par les représentans du peuple auxdits états-généraux.

7°. Résolu qu'aussi-tôt que les principes après lesquels la régénération du royaume doit être opérée , auront été légalement convenus & fixés, les droits des peuples assurés , les bases d'une sage & heureuse constitution posées & mises à l'abri de toute atteinte , sous la sauvegarde de la puissance législative du roi & de l'assemblée nationale , les représentans du peuple de France prendront toutes les mesures nécessaires pour la sécurité des créanciers de l'état , & pour que la dette du roi , qui deviendra alors celle de la nation , ait désormais pour gage

d'honneur & la fidélité de cette nation même & la surveillance de ses représentans , organe & dépositaire du trésor sacré de la foi publique.

8°. Résolu que les délibérations ci-dessus seront incessamment présentées à sa majesté avec une humble adresse , dans laquelle seront exposés les motifs de la conduite de l'assemblée des représentans du peuple , depuis leur précédente adresse , la disposition invariable où ils sont de répondre , par leur respect , leur amour pour la personne sacrée du roi , & par leur application constante à tous les devoirs qui résultent pour eux de la mission dont ils sont honorés , aux intentions vraiment magnanimes de sa majesté pour le commun avantage de ses peuples , & que ces résolutions & cette adresse seront incontinent imprimées & publiées.

« Vous venez d'entendre , Messieurs , la série des résolutions dont je pense qu'il faut appuyer le titre sous lequel je vous propose de constituer notre

» assemblée ; si elles vous paroissent mé-
 » riter une discussion particulière , j'aurai
 » l'honneur de vous exposer les motifs qui
 » les rendent nécessaires. Dans ce moment,
 » je me borne à insister sur la convenance
 » de la dénomination que j'ai adoptée de
 » *représentans du peuple François*. Je dis
 » la convenance , car je reconnois que la
 » motion de l'abbé Syeyes est conforme
 » à la rigueur des principes , & telle qu'on
 » doit l'attendre d'un citoyen philosophe ;
 » mais, Messieurs , il n'est pas toujours
 » expédient , il n'est pas toujours con-
 » venable de consulter uniquement le
 » droit , sans rien accorder aux circons-
 » tances.

» Il est cette différence essentielle entre
 » le métaphysicien qui , dans la médita-
 » tion du cabinet , saisit la vérité dans
 » son énergique pureté , & l'homme d'état
 » qui est obligé de tenir compte des anté-
 » cédens , des difficultés , des obstacles ;
 » il est , dis-je , cette différence entre l'ins-
 » tructeur du peuple & l'administrateur

» politique , que l'un ne songe qu'à *ce qui*
» *est*, & l'autre s'occupe de *ce qui peut être*.

» Le métaphysicien , voyageant sur
» une mappemonde , franchit tout sans
» peine , ne s'embarrasse ni des monta-
» gnes , ni des déserts , ni des fleuves ,
» ni des abymes ; mais quand on veut
» réaliser le voyage , quand on veut
» arriver au but , il faut se rappeler sans
» cesse qu'on marche sur la terre , &
» qu'on n'est plus dans le monde idéal.

» Voilà , Messieurs , un des grands mo-
» tifs de préférence pour la dénominataion
» que j'ai mûrement réfléchié. Si nous en
» prenons une autre , nous aurons à créer
» une nouveauté ; elle va fournir abon-
» damment aux déclamations de ceux qui
» nous calomnient : nous aurons contre
» nous tous les antécédens , tous les usages ,
» tout ce qui est , tout ce qui est confa-
» cré par les habitudes , tout ce qui est
» sous la garde puissante des préjugés &
» de l'aristocratie. Si nous prenons le titre
» de représentans du peuple , qui peut

» nous l'ôter ? qui peut nous le disputer ?
 » qui peut crier à l'innovation , à ces pré-
 » tentions exorbitantes , à la dangereuse
 » ambition de notre assemblée ? Qui peut
 » nous empêcher d'être ce que nous som-
 » mes ? Eh ! cependant cette dénomin-
 » tion , si peu alarmante , si peu préten-
 » tieuse , si indispensable , cette dénomin-
 » tion contient tout , renferme tout ,
 » répond à tout : elle abordera facilement
 » le trône , elle ôtera tout prétexte à nos
 » ennemis , elle ne nous exposera point
 » à des combats , à des chocs dangereux
 » dans tous les temps , qui pourroient
 » nous être funestes dans l'état où nous
 » sommes , & jusqu'à ce que nous ayons
 » jeté des racines profondes. Cette déno-
 » mination simple , paisible , incontes-
 » table , deviendra tout avec le temps ;
 » elle est propre à notre naissance , elle
 » le fera encore à notre maturité , elle
 » prendra les mêmes degrés de force que
 » nous-mêmes , & si elle est aujourd'hui
 » peu fastueuse , parce que les classes pri-

» vilégiées ont avili le corps de la nation ,
» qu'elle fera grande , imposante , majes-
» tueuse ! Elle fera tout , lorsque le peuple ,
» relevé par nos efforts , aura pris le rang que
» l'éternelle nature des choses lui destine ».

M. Mounier offrit un troisième plan de constitution dans le projet d'arrêté qu'il lut à l'assemblée , & dont voici les termes :

« Sur les rapports faits par les différens bureaux , l'assemblée a reconnu légitimes les pouvoirs des membres qui la composent , sous la réserve du jugement de quelques contestations ; dont l'examen a été renvoyé à des commissaires , & en conséquence , elle est déclarée valablement constituée ».

Ensuite il a été arrêté , « que l'assemblée , formée par les représentans de la plus grande partie de la nation , délibérera , en l'absence de ceux de la moindre partie , sur le moyen d'établir la félicité publique ; que les suffrages seront comptés par tête , non par ordre ; qu'elle ne connoîtra jamais , aux députés du clergé & de la noblesse ,

le prétendu droit de délibérer séparément , ni de s'opposer à ses délibérations.

Ne pouvant renoncer néanmoins à l'espoir de la réunion de tous les députés , qu'elle ne cessera de désirer , il a été de plus arrêté que l'exposé des motifs & des principes qui dirigent cette assemblée sera mis sous les yeux de la nation & du roi ». Cette motion trouva encore beaucoup de partisans. Vint ensuite celle de M. de Saint-Etienne.

Motion de M. Rabaud.

La vérification des pouvoirs des députés des François qui se sont présentés dans la salle nationale ayant été faite , l'assemblée considérant ,

Qu'elle doit être une , comme la nation est une , & que par conséquent toutes les opérations préliminaires , & les autres , ainsi que les résultats , doivent être également un ;

Que tous les députés ont intérêt & droit de se connoître les uns & les autres ;

Que nul ne peut être réputé député d'un bailliage, d'une sénéchaussée, d'une ville, ni d'aucune autre classe de François, qu'autant qu'il a soumis l'examen de ses pouvoirs à l'assemblée commune de députés, avec lesquels il doit traiter ;

Qu'il n'y a de députés, que ceux qui ont été vérifiés être connus, & qu'il n'y a d'assemblée de députés, que là où ils se sont vérifiés & reconnus en commun :

Déclare,

1°. Qu'elle se constitue l'assemblée des *représentans du peuple François, vérifiés par leurs co-députés, autorisés par leurs commettans à s'occuper de leurs intérêts ; & aptes à exécuter les mandats dont ils ont été chargés.*

2°. Que l'absence ou la séparation de ceux des députés de bailliages ou sénéchaussées, villes, ou autres classes de François, qui auroient vérifiés leurs pouvoirs séparément & en particulier, ne sauroit arrêter les opérations des députés vérifiés & reconnus ; que toute vérification parti-

culière est nulle , & que nulle classe de citoyens ne peut avoir la faculté de prononcer le *veto* qui n'appartient qu'au roi.

3°. Qu'en conséquence, à mesure que les absens ou ceux qui se feroient vérifiés eux-mêmes ou qui l'auroient été en particulier, se présenteront à l'assemblée commune pour y prendre place, jouiront de ce droit aussi-tôt qu'ils y auront fait vérifier leurs pouvoirs.

4°. Que l'assemblée étant cependant constituée, & tous les députés étant vérifiés ou duement appelés pour l'être, elle va procéder à toutes les opérations qui intéressent le bonheur du roi ; en conséquence, elle arrête, *sous le bon plaisir de sa majesté*,

1°. Qu'elle déclare tous les impôts actuels supprimés, comme ayant été établis sans le consentement de la nation.

2°. Qu'elle les crée de nouveau pour exister seulement pendant la tenue des états-généraux actuels, déclarant que si lesdits états-généraux venoient à être dis-

sous sans qu'ils eussent librement consenti les impôts, les impôts demeureront supprimés.

3°. Qu'elle annonce qu'après que les états - généraux , composés des députés vérifiés en commun, auront fait la constitution , ils s'occuperont à vérifier la dette & la consolider.

4°. Qu'elle a voté un emprunt de millions pour subvenir aux besoins pressans de l'Etat , & l'a hypothéqué sur les premiers deniers de la caisse générale.

5°. Que la présente délibération sera portée au roi , que les motifs qui l'ont occasionnée lui seront présentés, & sa majesté sera suppliée d'y donner sa sanction.

6°. Qu'on députera au ministre des finances, pour lui annoncer que l'assemblée désire connoître à fond l'état des finances, puisqu'elle a voté un emprunt.

Cette motion fut un coup de foudre pour les membres des deux autres chambres ; la suppression des impôts, qui furent re-

créés sur le champ ; un emprunt voté contre les dispositions de la majeure partie des cahiers , annonçoient une vigueur & un courage héroïque , dont les prêtres & les nobles se croyoient *exclusivement* en possession ; aussi furent-ils un peu déconcertés , dès que la nouvelle en parvint à leur chambre ; ils partagèrent les craintes & les sollicitudes des courtisans & des ministres , qui étoient bien loin de soupçonner tant d'énergie à une classe d'hommes qu'ils affectoient de regarder avec dédain.

Au fond , la motion de M. Rabaud ressemble un peu à celle de M. de Mirabeau : le premier emploie l'expression *du peuple François* ; le second se sert uniquement du mot *peuple* : mais il ne peut y avoir d'équivoque sur la signification du mot *peuple* , qu'ajoute M. le comte de Mirabeau. Par *peuple* , il entend le peuple François ; aussi sa motion paroît-elle la même que celle de M. Chappelier , dans laquelle il proposoit de se déclarer l'assemblée légitime de la nation.

Quant aux accessoires de cette motion, & sur-tout pour ce qui concerne l'emprunt, chacun disoit : nos cahiers élèvent une carrière insurmontable contre une marche aussi rapide. Il ne s'agit pas d'augmenter les vices de l'administration, de multiplier les emprunts ; il est question de recouvrer sa liberté, de ressaisir les propriétés, & non de les abandonner à jamais.

Quand nous aurons une constitution, nous nous occuperons des impôts ; mais, aujourd'hui, en satisfaisant l'avidité du gouvernement, ne fournissons point aux ministres, à nos ennemis en général, un moyen sûr pour rendre nos efforts, nos travaux inutiles ; quand nous leur aurons offert tout ce qu'il leur faut d'argent, pour assouvir toutes les prodigalités, toutes les déprédations de la cour, ils croiront que nous avons assez faits pour eux, qu'ils n'ont plus rien à demander, rien à espérer ; ils travailleront à la dissolution des états-généraux.

Telles furent les différentes opinions sur lesquelles l'assemblée délibéra pendant toute la matinée , lorsque M. Tronchet , député de la ville de Paris , leva la voix , pour dire qu'ayant fait serment de demander l'exécution de tout ce que renfermoient ses cahiers , il se voyoit , dans ce moment , obligé , pour satisfaire à un devoir aussi impérieux , d'exiger de l'assemblée qu'elle mît deux fois en délibération toutes les questions importantes ; il lut l'article de son cahier , qui lui prescrivoit son obligation.

Il venoit de terminer , lorsque l'on annonça une députation de la noblesse ; les communes savoient d'avance quelle étoit la délibération qu'elle alloit déposer sur le bureau.

M. Bailly demanda à la chambre qu'elle feroit la réponse qu'il devoit faire à la noblesse : il proposa celle-ci. *La chambre va délibérer sur la proposition de la noblesse.* Cette réponse n'ayant pas été approuvée , il substitua celle-ci , que les *communes*

délibéreroient sur la suite de la délibération du 10, communiquée le 12 à la noblesse; qu'elles n'avoient point perdu l'espoir de la voir un jour se réunir à elle.

Les nobles annoncèrent que, par un retour sur eux-mêmes, ils acceptoient purement & simplement l'ouverture proposée par les ministres du roi; qu'ainsi ils renonçoient, aux amendemens contenus dans leur premier arrêté.

En général, on remarque que l'orateur, ou plutôt que le lecteur de la noblesse, affectoit de répéter très-fréquemment, & toujours en grossissant la voix, *la chambre de la noblesse, & la chambre du tiers-état*. Il termina son discours par une apologie de la conduite de sa chambre, présidée par le duc de Luxembourg, & cette apologie ne fit pas plus de sensation, que la morgue & l'arrogance qu'il affecta.

Telles ont été les discussions auxquelles se sont livrés les députés des communes, dans la matinée du 15; comme ils vou-
loient

loient se constituer dans le jour, ils se rassemblèrent à 5 heures.

M. Target, ayant obtenu la parole, ouvrit ainsi la séance.

Discours de M. Target.

« Autant je crois que l'importance de la question que nous agitions, dit-il, mérite d'attention, autant je crois que toute lenteur seroit dangereuse : il faut décider avec prudence, mais avec célérité; & ce n'est qu'avec effroi que j'arrive à la discussion.

Réduisons-nous à des idées simples & à nos principes; sur-tout ne perdons jamais de vue la réunion des ordres, la votation, par tête commandée par nos cahiers, la raison & la justice, la crainte du *vetō*, qui pourroit paralyser les états.

Sans doute il faut nous constituer; mais quand? Aujourd'hui. De quelle manière? Comme M. l'abbé Syeyes nous l'a indiqué. Le mot peuple ne remplit pas notre idée: signifie-t-il communes? Alors ce n'est pas

Mém. hist. & polit., tome II. D

assez dire : signifie-t-il la nation entière ? Ce seroit trop dire. Choisissons donc le moyen qui , placé entre ces deux extrêmes , ne compromet ni nos droits , ni nos principes.

Nous sommes les représentans connus de la nation ; voilà ce que nous sommes ; & c'est avec cette qualité que nous sommes autorisés à discuter les droits de nos commettans : je me hâterai de répondre à une objection qui nous a été faite ce matin.

Il faut compter les citoyens par les propriétés. Certes , ce paradoxe est bien étrange. La propriété du pauvre est plus sacrée que l'opulence du riche ; il faut compter les têtes & non les fortunes. Un système contraire seroit destructif de tout droit national ; il éteindroit l'amour de la patrie , & nourriroit l'égoïsme.

Je pense encore qu'il faut recevoir au bureau l'examen de cette grande question , & dans deux heures se réunir ici , pour prendre un parti , & achever cette opération ».

Discours de M. Bergasse.

J'adopte, dit-il, la motion de M. l'abbé Syeyes.... J'en avois une presque à-peu-près semblable.... Nous avons pu nous condamner à l'inaction, tant que nous avons eu l'espoir de la réunion. Cette inertie, sage dans son principe, devient dangereuse actuellement. Il importe que nous nous constituions.

Vous avez regardé comme un principe important la délibération par tête; nous devons tout faire, épuiser nos courages pour l'obtenir. Et s'il faut s'excuser devant le tribunal de la nation, vous lui direz que si vous n'avez pas voulu vous désister de cette opinion, c'est que vous avez compris que, dans une assemblée, tous ceux qui en sont membres doivent tendre au même but, à la chose commune; c'est qu'il est impossible de faire une constitution solide en isolant les intérêts, les citoyens, & les rangs & les hommes. C'est que vous n'avez pu vous dissimuler, quelque pro-

messe que l'on vous eût faite, que les professions honorables n'auroient pas été ouvertes pour vous, & que l'on vous auroit condamnés à un petit nombre de professions humiliantes & méprisées; c'est qu'enfin il n'y auroit eu que deux classes, l'une qui auroit subjugué & gouverné, l'autre qui auroit été dans la servitude & l'oppression; c'est qu'enfin c'étoit l'aristocratie, le pire des gouvernemens, que vous vous occupiez de combattre.

Vous représenterez à la noblesse que la distinction des ordres est la source de tous vos malheurs, la cause de l'anarchie. Vous représenterez au clergé, que s'isoler de la nation, c'est s'isoler de son institution; que dans une occasion où il s'agit de faire le bien de tous, il ne convient pas qu'il ait des intérêts à part.

Vous exposerez au prince qu'en vous élevant contre la fatale distinction des ordres, c'est son autorité même que vous avez défendue contre une aristocratie religieuse, militaire & judiciaire; que si chaque ordre

pouvoit avoir son *veto*, il en résulteroit une opposition dans les idées, un désordre dans les démarches, qui s'étendrait d'un bout du royaume à l'autre ; qu'il seroit toujours éloigné de ses peuples.

D'après ces idées, la seule dénomination qui me paroît convenable, c'est celle qui annonce qui nous sommes, qui nous devons être. En s'appelant les représentans du peuple, c'est blesser des classes privilégiées ; c'est manquer à nos principes.

J'ajouterai à la motion de M. l'abbé Syeyes, que je voudrois un exposé des motifs de notre conduite, une dissertation de la question par tête, des effets politiques & moraux que cela peut produire.

Cet exposé servira du moins à notre justification aux yeux de la nation & du prince.

M. le Chapelier parla ensuite ; il se rangea du côté de M. l'abbé Syeyes, en proposant un seul changement ; le voici :

Les représentans de la nation françoise, légalement vérifiés ; au lieu des représen-

tans connus & vérifiés de la nation françoise.

Ce changement fut beaucoup approuvé. M. Touret adopta la motion de M. Mounier. D'abord il combattit l'opinion de M. de Mirabeau, en disant que si le mot peuple répondoit à *plebs*, c'étoit admettre la distinction des ordres; s'il répondoit à *populus*, c'étoit trop étendre l'intention des communes. Et en revenant à la motion de M. Syeyes, il ajouta qu'il falloit se constituer de telle sorte, que, si le clergé & la noblesse se réuniffoient aux communes, l'on ne fût pas dans le cas de changer de constitution. Mais ce raisonnement étoit précisément celui qui devoit porter à adopter la proposition de M. Syeyes.

M. de Mirabeau, en citant les manifestes, les loix constitutives de l'Angleterre, des Provinces-unies, chercha à prouver que le mot *peuple* embrasse la plus grande partie de la nation; que l'on dit la majesté du peuple anglois, & qu'il

étoit loin de penser qu'il fallût se justifier dans une assemblée *du peuple*, de l'avoir dégradé, en l'appellant peuple.

Il s'étendit ensuite sur le droit du *veto*. Le refuseriez-vous au roi, s'écria-t-il ? Pensez-vous qu'il ne faut pas sa sanction pour vous constituer ? Si le contraire pouvoit arriver, je le dis avec vérité, j'aimerois mieux vivre à Constantinople. Vous formeriez une assemblée de douze cens législateurs & de souverains, qui tomberiez bien vite dans l'aristocratie ; ou plutôt non, la scission vous diviserait, la discorde vous séparerait, sans avoir seulement l'honneur d'une guerre civile. Vous vous mettriez sous le joug du despotisme ; vous n'auriez plus de roi, vous auriez un maître. Si le roi, par son *veto*, vous arrête dans votre marche, vous avez à lui opposer le vôtre contre ses projets : l'un & l'autre se balancent, & produisent l'équilibre.

M. Malouet monta aussi à la tribune, & ne dit rien de neuf.... On n'étoit pas trop

disposé à l'entendre favorablement : aussi on ne l'écouta point....

Il étoit près d'onze heures ; on termina la séance sans aller aux voix , quoique plusieurs personnes voulussent passer la nuit pour se constituer. La suite fera voir combien cet empressement eût été dangereux.....

Le lendemain , M. l'abbé Sièyes , qui avoit demandé à répondre aux objections que l'on feroit contre sa motion , ouvrit la séance , en résumant le système de M. le comte de Mirabeau & de M. Mounier. Il ne s'arrêta pas à celui de M. Rabaud de Saint-Etienne , parce que personne ne l'avoit discuté ni adopté.

Il posa des principes si solides , avec une logique si impérieuse , il en tira des conséquences si justes , que personne ne put résister ; il fallut céder.

M. le Camus parla ensuite ; député de la capitale , de la première ville du royaume , son patriotisme , que ses détracteurs voudroient faire passer pour de l'austérité ,

ses vertus, qui lui ont mérité le surnom de Caton, autant que son éloquence, l'ont placé parmi les représentans de la nation.

Il ouvrit une opinion nouvelle, pour faire adopter la motion de M. l'abbé Syeyes, & il en tira un argument contre le *veto* du roi, que M. de Mirabeau regarde comme nécessaire pour la constitution; il en tira dis-je, un argument auquel il est bien difficile de répondre.

Discours de M. le Camus.

« Que vous propose-t-on ? De vous constituer, dit-il, *les représentans de la nation françoise, légalement vérifiés*; & certes n'est-ce pas là une vérité sensible & assez publique ? La vérification en commun est un principe dont vous ne vous êtes jamais départis : cette vérification a été faite entre les membres des communes & une partie de ceux du clergé ; & qu'allez-vous donc publier maintenant par votre arrêté, ou plutôt par le titre de votre constitution ? Un simple fait, une vérité authen-

tique. Vous êtes les seuls représentans vérifiés, & vous le publierez à la face de la nation. Maintenant, pourquoi nous parler de la sanction du roi, de son *veto*? Son *veto* peut-il empêcher que le fait que nous annoncerons, que la vérité que nous publierons, ne soit toujours une & toujours immuable? Son *veto* peut-il empêcher que nous soyons ce que nous sommes, & ce que nous devons être? La sanction royale ne peut changer l'ordre des choses, altérer leur nature. Nous sommes les représentans vérifiés de la nation, le roi ne peut faire que nous ne le soyons pas; il peut nous défendre, nous forcer à ne point exercer les droits que nous donne ce titre; mais ce titre, il ne peut nous l'enlever.

Il ne me reste plus qu'une objection à faire. Avec quel étonnement ai-je entendu prononcer, hier matin, parmi nous, le mot d'emprunt? Quoi! nous ne sommes rien encore, & nous commencerions le bien que chacun de nous se vante de faire,

par consentir un impôt, par violer un serment que nous avons tous juré, de n'accorder aucun subside, tant que la liberté, la propriété, & la sûreté publique ne reposeront pas sur des bases immuables ! Nous ne sommes rien, & nous priverions la nation des ressources que la providence lui préparoit pour secouer le joug du despotisme ! Nous ne sommes rien, & nous lui ferions tout le mal que ses plus cruels ennemis, les vainqueurs les plus barbares, pourroient lui faire !

Et quel est le motif de cet emprunt ? Vous a-t-on dit, c'est pour mettre le roi de notre côté, c'est pour dissiper ces intrigues sourdes & secrètes dont les communes seroient incessamment victimes ; c'est, en un mot, pour rendre notre cause plus favorable ? Notre cause est juste, & nous avons pour nous le témoignage de notre conscience. Le roi n'est pas moins juste ; & comme la justice est une, il ne peut être contre elle ; mais il est obsédé, trompé, s'écrie-t-on ! Est-ce pour cela qu'il faut

acheter la faveur ? Si par un emprunt modique, vous cherchez à l'acquérir, la noblesse, le clergé, ligués ensemble, en consentiront un plus considérable, pour mettre à leur tour le roi de leur côté ; & c'est alors qu'ils vous diront que vous vous opposez à leur générosité, à leur désintéressement. Non, ne songeons pas à mettre la faveur du roi à l'encan : notre parti est celui de la raison & de l'équité ; & honorons assez notre monarque, pour croire que ce n'est pas à prix d'argent qu'on lui fait embrasser la défense de la justice ».

M. Gossin, procureur du roi d'un baillage royal de Lorraine, parla ensuite. Il adopta la motion de M. l'abbé Syeyes, il réfuta celle de M. Mounier, rejetta celle de M. de Mirabeau, en disant qu'il suffit que le mot *peuple* prête à l'équivoque pour qu'on le rejette ; que la France étoit encore loin de ces peuples célèbres que M. de Mirabeau avoit cités, que l'on disoit *le peuple Athénien, le peuple Anglois*, mais que l'on n'avoit jamais dit *le*

peuple Assyrien, lorsqu'il obéissoit à des satrapes : que quand au droit de *veto*, d'après les raisons de M. le Camus, il paroïssoit inutile de demander la sanction royale, dont le défaut quoi qu'en dise M. de Mirabeau, n'amèneroit pas le despotisme ; que ses alarmes & ses craintes sur l'anarchie, dont il menaçoit la nation, ne seroit pas l'effet de l'autorité législative résidant dans la nation ; que loin de retomber dans le despotisme, on tomberoit plutôt dans les malheurs de la guerre civile ; que ce seroit alors que la nation en auroit l'honneur ; que ce seroit alors que M. le comte de Mirabeau, qui, descendant du rang où la naissance l'avoit placé, n'a pas craint de descendre au milieu de la nation pour défendre ses intérêts, ne balanceroit sans doute pas de se montrer à sa tête pour la protéger de son courage, & opposer sa poitrine aux coups qu'on voudroit lui porter.

Cette ironie fine & adroite fut sentie de tout l'assemblée. M. de Mirabeau avoit

sans doute été trop loin dans ses reproches, & dans l'intérêt affecté qu'il avoit mis à protéger la motion, à la défendre contre toutes les attaques qu'on lui portoit.

Plusieurs personnes discutèrent encore les trois motions principales. Un jeune homme entr'autres, appelé M. Robert, parla avec une éloquence rare, une précision au-dessus de son âge : il eût semblé que c'étoit le génie de la patrie qui l'inspiroit dans ce moment.... M. le Grand ne fut pas si heureux, quoiqu'il eût annoncé un plan nouveau & des idées neuves....

On crioit de toute part qu'il falloit aller aux voix; il étoit deux heures & demie : M. Bailli annonça que l'assemblée se réuniroit à fix, & que sur-le-champ on iroit aux voix.

A l'ouverture de la séance, l'abbé Syeyes demanda la parole, & repoussa tous les argumens faits contre sa motion.

M. Mounier défendit à son tour la sienne, & fit valoir un argument qui au moins paroît spécieux. Vous vous consti-

tuerez , dit-il , l'assemblée composée *de la majorité en l'absence de la minorité*. Depuis que les hommes délibèrent , ils doivent céder , obéir à l'avis de la majorité , nonobstant les refus , les oppositions de la minorité : or , par le titre de cette constitution , vous auriez incontestablement le droit de tout faire , de tout décider , puisque vous êtes la majorité ; & ce droit ne dérivera pas de celle que vous présente M. de Syeyes.

Il est encore un autre argument : c'est que vous serez forcés d'abandonner le titre qu'il vous présente , puisqu'il ne vous appartiendra pas à vous seul , puisque les autres chambres se disent vérifiées , & que vous leur laissez le droit de le dire.

M. Rabaud parla aussi en faveur de la motion. Le comte de Mirabeau voulut remettre encore la sienne sur le tapis. Les uns ne vouloient pas l'entendre , les autres disoient que l'on devoit aller aux voix ; enfin sa persévérance lassâ toute l'assemblée : cédant à ses impor-

tunités , elle consentit , pour la troisième fois , à l'entendre.

Il avoit déjà commencé, l'orsque l'on annonça une députation de la noblesse. Il exposa que la députation ne pouvoit être reçue que quand il auroit cessé de parler ; que l'on ne pouvoit interrompre les délibérations ; il dit que cela avoit déjà été décidé dans l'assemblée ; qu'avant hier la députation de la noblesse ne put entrer que quand l'honorable membre qui parloit eut fini ; il cita un exemple encore plus nouveau : dans la matinée , le curé qui vint pour faire vérifier ses pouvoirs , ne put prononcer son discours que quand M. l'abbé Sieyes , qui avoit alors la parole , eut achevé.

Néanmoins la noblesse fut reçue. La députation étoit de six personnes ; M. le duc du Châtelet porta la parole : il annonça que son ordre venoit de délibérer sur la proposition du clergé , tendante à établir une commission qui aviseroit au moyen de
remédier

remédier à la cherté du pain. Que la noblesse consentoit à ce projet.

M. Bailly répondit : depuis long-temps nous gémissons sur les malheurs publics, nous sentons combien il est important d'y remédier, & l'assemblée prendra incessamment une délibération à cet égard.

Lorsque le lecteur de la noblesse lut l'endroit où elle parle de sa générosité, &c. il s'éleva un murmure général dans l'assemblée; & quand la députation se retira, plusieurs voix s'écrièrent qu'il ne falloit pas l'accompagner.

La députation retirée, M. le comte de Mirabeau reprit de nouveau la parole, discuta successivement les différentes motions, & passant de suite à celle de l'abbé Syeyes, je me bornerai, ajouta-t-il, à faire une question; je vous demanderai si la constitution proposée par M. l'abbé Syeyes empêchera le clergé & la noblesse de s'assembler, d'user du *veto*, le roi de le reconnoître? Vous êtes forcés de convenir que vous êtes convoqués en

états-généraux pour composer l'assemblée des ordres. Que vous reste-il donc à faire, à vous, les représentans du peuple, à vous les hommes du peuple, si ce n'est à vous déclarer l'assemblée du peuple? C'est précisément parce que ce mot est couvert de la rouille, parce qu'il est prononcé avec mépris; c'est précisément pour cela qu'il faut l'anoblir, le faire respecter aux ministres, le rendre cher au roi; c'est pour cela qu'il faut tirer ce peuple de l'humiliation, ce peuple qui est tout, dont nous sommes les représentans. Représentans du peuple! osez-vous bien dire que vous avez repoussé ce mot de peuple....? Ici M. le comte de Mirabeau a été interrompu par des réclamations générales. Quoi donc! s'écrie-t-on, est-ce à un homme qui vient défendre notre cause, qui se place parmi nous, à nous insulter ainsi? Il semble prendre plaisir à nous outrager: ne paroît-il pas nous dénoncer à la nation entière....?

Au milieu de ce tumulte, de ces plaintes, M. de Mirabeau continua toujours; mais

on ne l'entendit point. Quand il eut fini, il haussa la voix : Si ce morceau de mon discours est coupable, je ne crains pas de l'avouer, je le laisse, signé de ma main, sur le bureau.

Cependant le clergé, qui n'avoit pas jugé à propos de répondre à la députation des communes, s'est empressé de faire part au roi de ses prétendues inquiétudes sur les besoins & la misère du peuple. Le roi fit la réponse suivante :

« Les objets que me présente la délibération fixent depuis long-temps mon intérêt & mon attention. Je crois n'avoir négligé aucun des moyens propres à rendre moins funeste l'effet inévitable de l'insuffisance des récoltes. Mais je verrai avec plaisir se former une commission des états généraux, qui puisse, en prenant connoissance des moyens dont j'ai fait usage, s'associer à mes inquiétudes, & m'aider de ses lumières ».

Depuis le 10 jusqu'au 16, le clergé n'a été occupé qu'à délibérer sur la sommation,

ou dernière invitation qui lui a été faite par les communes. Les prélats ont employé toutes sortes de ruses pour faire échouer cette délibération, tantôt en proposant de nommer des commissaires, tantôt en prophétisant la perte de la religion, si le clergé se réunissoit aux communes, &c.

Enfin, après bien des débats, le 17 Juin, M. l'abbé Syeyes changea sa motion. La voici telle qu'elle a été adoptée.

» La dénomination d'assemblée nationale est la seule qui convienne dans l'état actuel des choses, soit parce que ses membres sont les seuls représentans de la nation connus & vérifiés, soit parce qu'ils sont envoyés directement par la presque totalité de la nation, soit enfin parce que la représentation nationale étant une & indivisible, aucun des députés, dans quelque ordre ou quelque classe qu'il soit choisi, n'a le droit d'exercer ses fonctions séparément de la présente assemblée.

L'assemblée ne perdra jamais l'espoir de réunir dans son sein tous les députés aujour-

d'hui absens ; elle ne cessera de les rappeler à remplir l'obligation qui leur a été imposée , tant individuellement que collectivement , de concourir à la tenue des états-généraux , en quelque moment que les députés absens se présentent dans le cours de la session qui va s'ouvrir. Elle déclare d'avance qu'elle les recevra avec joie , & qu'elle s'empressera de partager avec eux , après la vérification de leurs pouvoirs , la suite des grands travaux qui doivent procurer la régénération de la France. Ladite assemblée nationale arrête que les motifs de la présente délibération seront incessamment rédigés pour être présentés à la nation & au roi ».

Cet arrêté passa à la majorité de 491 voix.

Les députés ont ensuite prêté serment.

A peine l'assemblée nationale étoit-elle constituée, que MM. Target & le Chapelier firent la motion suivante :

Motion de MM. Target & le Chapelier.

L'assemblée nationale, considérant que le premier usage qu'elle doit faire des pouvoirs dont la nation recouvre l'exercice, sous les auspices d'un monarque qui, jugeant la véritable gloire des rois, a mis la sienne à reconnoître les droits du peuple françois, est d'assurer, pendant la durée de la présente session, la force de l'administration publique, voulant prévenir les difficultés qui pourroient traverser la perception & l'acquit des contributions; difficultés d'autant plus dignes d'une attention sérieuse, qu'elles auroient pour base un principe constitutionnel & à jamais sacré, authentiquement reconnu par le roi, & solennellement proclamé par toutes les assemblées de la nation; principe qui interdit toutes levées de deniers & de contribution dans le royaume, sans le consentement formel des représentans de la nation;

Considérant qu'en effet les contributions,

telles qu'elles se perçoivent actuellement dans le royaume, n'ayant point été consenties par la nation, sont toutes illégales, & par conséquent nulles dans leur création, extension, propagation :

Déclare consentir provisoirement pour la nation, que les impôts & contributions, quoiqu'illégalement établis, continuent d'être levés de la même manière qu'ils l'ont été précédemment, & ce, jusqu'au jour seulement de la première séparation de cette assemblée, de quelque cause qu'elle puisse provenir.

Passé lequel jour, l'assemblée nationale entend & décrète que toutes levées d'impôts & contributions, de toute nature, qui n'auront pas été nommément, formellement & librement accordés par l'assemblée, cesseront entièrement dans toutes les provinces du royaume, telle que soit la forme de leur administration.

L'assemblée s'empresse aussi de déclarer qu'aussi-tôt qu'elle aura, de concert avec le roi, fixé les principes de la régénéra-

tion nationale, elle s'occupera de l'examen & de la consolidation de la dette publique, mettant, dès - à - présent, les créanciers de l'état sous la fauve-garde de l'honneur & de la loyauté de la nation françoise.

Enfin l'assemblée, devenue active, reconnoît aussi qu'elle doit ses premiers momens à l'examen des causes qui produisent, dans les provinces du royaume, la disette qui les afflige, & à la recherche des moyens qui peuvent y remédier de la manière la plus efficace & la plus prompte : en conséquence, elle a arrêté de nommer un comité, pour s'occuper de cet important objet, & que le roi sera supplié de faire remettre au comité tous les renseignements dont il pourroit avoir besoin.

L'assemblée ordonne que la présente délibération sera imprimée, & qu'elle sera envoyée dans toutes les provinces.

Ce projet d'arrêté passa à l'unanimité.

La séance du soir s'ouvrit par la lecture d'une lettre du roi à M. Bailly.

Lettre du roi à M. Bailly.

« Je ne refuserai jamais, Monsieur, de recevoir aucun des présidens des trois ordres, lorsqu'ils seront chargés d'une mission auprès de moi, & qu'ils m'auront demandé, par l'organe usité de mon garde des sceaux, le moment que je veux leur indiquer. Je désapprouve l'expression répétée de *classes privilégiées*, que le tiers-état emploie pour désigner les deux premiers ordres. Ces expressions inusitées ne sont propres qu'à entretenir un esprit de division, absolument contraire à l'avancement du bien de l'état, puisque ce bien ne peut être effectué que par le concours des trois ordres qui composent les états généraux, soit qu'ils délibèrent séparément, soit qu'ils le fassent en commun.

La réserve que la noblesse avoit mise dans son acquiescement, à l'ouverture de conciliation faite de ma part, ne devoit pas empêcher l'ordre du tiers de me don-

ner un témoignage de déférence. L'exemple du clergé, suivi par celui du tiers, auroit déterminé, sans doute, l'ordre de noblesse à se désister de la modification.

Je suis persuadé que plus les députés du tiers-état me donneront de marques de confiance & d'attachement, & mieux leurs démarches représenteront les sentimens d'un peuple que j'aime, & dont je ferai mon bonheur d'être aimé ».

A Marly, ce 16 Juin. *Signé* LOUIS.

Cette lettre étoit calquée sur l'ancien protocole de la cour; elle fut regardée comme une lettre *ministérielle*, plutôt que comme une lettre dictée par Louis XVI.

Après la lecture, on s'occupa de choisir, parmi les commissaires conciliateurs, ceux qui devoient rédiger une adresse au roi. MM. le Chapelier, Bergasse & Barnave étoient les seuls présens à la séance. Les deux premiers se réunirent pour faire l'adresse projetée, & M. Barnave travailla de son côté à une seconde. Celle des pré-

miers fut entendue avec de grands applaudissemens : un style noble & majestueux , des pensées fortes & énergiques la distinguèrent de celle de leur jeune collègue. M. Barnave trouva aussi beaucoup de partisans ; sa motion étoit l'expression du sentiment ; aussi fut-il décidé qu'on les fonderoit ensemble pour n'en faire qu'une.

Pendant ce temps là , le clergé étoit assemblé , & paroissoit jeter un regard sur la salle nationale..... Jamais séance ne fut plus tumultueuse. Le haut clergé & celui du second ordre parurent en guerre ouverte. L'abbé Maury osa reprocher à la classe indigente de la nation , à celle qui est victime des privilèges , qui paie les pensions , qui fournit les subsides , qui défend l'état au-dehors , & qui n'est rien au-dedans , aux yeux de l'orgueilleux privilégié ; à cette classe qui est tout dans l'ordre des choses , il osa lui reprocher les désordres du clergé , la fierté insultante de la noblesse , sa foi vacillante , la corruption des mœurs , les convulsions qu'éprouve

le corps politique de l'état, les horreurs d'une guerre civile, que ses craintes entrevoient dans l'avenir, les ordres confondus, la France plongée dans l'anarchie, le roi sans force & sans autorité, & le peuple armé du plein pouvoir, envahissant les propriétés, foulant aux pieds les rangs & les dignités, & finissant par ébranler les fondemens les plus sacrés.

Une pareille sortie parut atterrer d'abord la majeure partie des curés, qui tremblent presque toujours à l'aspect d'un évêque ou d'un abbé commandataire; mais un vieillard vénérable, d'une vertu austère, un pasteur, qui, pendant trente ans, avec 500 livres, avoit soulagé les pauvres & vécu honnêtement, soulevé d'indignation contre le riche bénéficiaire, fit un tableau énergique de la dépravation des mœurs du haut clergé, s'étendit sur le luxe des évêques & des abbés, leur reprocha leur conduite, & leur demanda si, après cela, il falloit s'étonner de ce que les vices qui infestoient la prélature, avoient aussi

corrompu le reste du clergé ? Il rappella ces discours éloquens de leurs synodes , dans lesquels les évêques parlent si bien de toutes les vertus chrétiennes , qu'ils laissent ensuite pratiquer aux autres , & à ceux que leur conduite scandaleuse n'entraîne pas avec eux dans l'abyme..... Il s'étendit ensuite sur la nécessité de vérifier les pouvoirs en commun , & répondit sur tous les points à M. l'abbé Maury.

Choqués du discours du curé , les évêques embrasèrent la querelle du bénéficiaire. Quelques-uns , satisfaits du témoignage de leur conscience , rejetèrent , sur les autres , des reproches qu'ils ne méritoient pas.

Les curés prirent le parti de leur respectable orateur. Un seul , intimidé ou gagné par les prélats , trahit son ordre , & dénonça , à la chambre , ceux qui ont eu le courage d'apporter leurs pouvoirs à la salle nationale. Il prétendit qu'ils n'avoient plus voix délibérative. La décision de cette grande question fut remise au lendemain.

Tel étoit l'état des choses , lorsque l'assemblée nationale, qui , la veille, avoit donné une nouvelle action à son premier arrêté, portant l'établissement de vingt bureaux, fut subitement frappée d'un coup d'autorité, qui lui fut d'autant plus sensible , qu'elle comptoit plus sur la justice du roi.....

Le 20, la salle des états-généraux , investie par les gardes-françoises & les gardes-suisses, fut fermée aux membres de l'assemblée nationale, sous prétexte qu'il falloit y faire des changemens, pour une séance que le roi devoit y tenir le lundi 22. En effet, dans la matinée, des héraults d'armes proclamèrent cette séance.

Dans l'état critique où étoient les choses, dans un moment où toute la France avoit les yeux ouverts sur le patriotisme & la patience des communes, aussi bien que sur les intrigues des évêques & les cabales des nobles, la postérité croira-t-elle qu'on n'ait pas offert un local à l'assemblée nationale, que son président n'ait été averti

de ce mouvement des ministres que par des lettres du marquis de Brézé, les députés par des placards; qu'enfin ils aient été obligés de se réunir dans un jeu de paume, pour ne pas interrompre leurs travaux.

Non, jamais ces Romains, dont on nous vante si fort l'héroïsme, ces fiers vainqueurs du monde, devant qui l'univers parut s'incliner, en recevant des fers, ne parurent plus grands, dans l'enceinte du capitolé, que ne le furent les représentans de la nation françoise, obligés de chercher un asyle dans un jeu de paume. Electrisés par leur malheur commun, animés du même esprit, blessés dans leurs droits & dans leur dignité, tremblans pour leur patrie, avertis de toute la vivacité de l'intrigue, & de l'acharnement avec lequel on cherchoit à pousser le roi à des mesures désastreuses, ils se lièrent au salut public, par un serment dont voici la teneur :

« L'assemblée nationale, considérant qu'appellée à fixer la constitution du royaume, à opérer la régénération de l'or-

dre public, à maintenir les vrais principes de la monarchie, rien ne peut empêcher qu'elle ne continue ses délibérations, & ne consomme l'œuvre importante pour laquelle elle est réunie, dans quelque lieu qu'elle soit forcée de s'établir, & qu'enfin, par-tout où ses membres se réunissent, là est l'assemblée nationale; a arrêté que tous les membres de cette assemblée prêteront, à l'instant, serment de ne jamais se séparer, & de se rassembler par-tout où les circonstances l'exigeront, que la constitution du royaume, & la régénération publique ne soient établies & affermies, & que ledit serment étant prêté, tous les membres, & chacun d'eux en particulier, confirmeront cette résolution inébranlable, par leur signature. Fait en l'assemblée nationale, à Versailles, au jeu de paume (1).

(1) C'est à M. Mounier qu'on doit cette opinion. MM. Target, Chapelier & Barnave l'appuyèrent avec cette éloquence du moment que les difficultés irritent, & que le sentiment de la liberté échauffe.

Ce serment, que l'intérêt de la chose publique évidemment menacée, força les députés d'arrêter, de rédiger, & de prêter avec quelque précipitation, n'en est pas moins sévèrement & conformément aux principes, puisque l'assemblée nationale étant ce que les Américains & les Anglois appellent *convention*, c'est-à-dire, un corps de citoyens commis pour proposer une constitution, ils n'ont évidemment pas besoin d'un autre titre que de leurs mandats, pour travailler à la constitution, & ne peuvent abandonner ce grand œuvre, sans trahir la confiance du peuple qu'ils ont l'honneur de représenter.

Le 22, nouvelle proclamation des hérauts d'armes, pour annoncer que la séance royale est remise au lendemain : nouveau refus d'accorder l'entrée de la salle des états-généraux à l'assemblée nationale ; permis aux membres qui la composent, d'entrer individuellement, mais non d'y tenir leur séance.

Les députés se rassemblèrent dans l'église
Mém. hist. & pol. Tome II. F

Saint-Louis , où la majorité du clergé vint se réunir à eux. La sainteté du lieu contribua beaucoup à rendre cette réunion plus solennelle & plus auguste ; il seroit difficile de décrire la sensation qu'ont éprouvé tous ceux qui en ont été les témoins : il sembloit qu'il se mêlât à l'intérêt de la patrie quelque chose de religieux qui le rendoit encore plus touchant. Eh ! comment ne pas être ému , en voyant de dignes prélats , de vénérables pasteurs , se montrer vraiment les ministres du Dieu de paix , & jurer , au pied de ses autels , l'alliance la plus sainte & la plus patriotique ? Ainsi , cet asyle momentané , que le hasard avoit fait choisir , devint le temple de la concorde , & fit oublier , pour un instant , qu'une réunion générale manquoit au bonheur & aux vœux de la nation

En effet , la salle des états-généraux fermée aux représentans du peuple , dans le moment où ils commençoient à se mettre en activité ; le spectacle inoui de voir

l'assemblée nationale réduite à quêter un asyle , à prendre l'attitude d'un attroupe-ment illicite , à n'avoir que des séances précaires ; tout , jusqu'au prétexte même dont on avoit tâché de colorer cet incroyable attentat contre la liberté publique , tout sembloit annoncer les projets les plus sinistres.

En vain cherchoit-on à rassurer les citoyens par des avis ministériels , ces avis devenoient un nouveau sujet d'alarmes ; une profonde consternation , une inquiétude trop légitime sur ce qui devoit se passer dans cette séance royale , d'abord annoncée pour le 22 , ensuite renvoyée au lendemain Telle étoit la position des esprits ; elle ne pouvoit durer long-temps , il falloit un terme à cette perplexité , qui se feroit bientôt exaspérée en mouvemens tumultueux , & peut-être convulsifs , si l'inébranlable fermeté de nos sages législateurs , dans ces jours d'incertitude , n'avoit tranquillisé le public sur la suite des événemens.

La noblesse toujours divisée, rédigea ; dans la séance du 19, une adresse au roi , dans laquelle , en renouvelant ses protestations de *fidélité*, son amour pour le *bien de l'état* , & sur-tout pour *ses privilèges* , elle dénonçoit d'une manière indécente la conduite ferme & vigoureuse des communes. La minorité s'éleva contre cette adresse , & fit la protestation suivante , qui fut signée sur-le-champ par 26 de ses membres , & ensuite par plusieurs autres.

« Les soussignés , pénétrés du respect le plus profond pour les vertus du roi , de l'amour le plus inaltérable pour sa personne sacrée , & de la reconnoissance la plus vive pour le grand acte de justice qui rétablit la nation dans l'exercice de ses droits , impatiens de porter aux pieds du trône l'hommage de tous leurs sentimens , & de remplir à la fois le vœu de leurs cœurs & celui de leurs commettans , déclarent que c'est avec la douleur la plus vraie qu'ils se voyent dans l'impossibilité absolue d'adopter la teneur de l'adresse que

la chambre vient d'arrêter ; déclarent qu'ils ont fait tous leurs efforts pour déterminer l'assemblée à se renfermer dans l'expression simple de ses sentimens pour le roi , & à écarter de ce discours tout ce qui rappelle l'idée d'une funeste division entre les ordres , pour présenter sur la légalité des impôts des principes admissibles , & indiquer une dénonciation des démarches de l'un des ordres. Profondément affligés de l'inutilité de leurs efforts, les soussignés sont contraints de supplier la chambre de reconnoître qu'ils ont été dans la minorité de la présente délibération , se réservant de faire connoître à leurs commettans le refus qu'ils font d'adhérer à une démarche qu'ils auroient adoptée avec transport , si , sans retracer des principes inconcilians & inexacts , elle n'eût véritablement présenté qu'un hommage pour sa majesté (1) ».

(1) Cette protestation a été faite contre un discours tendant à une dénonciation contre le tiers-état , ouvrage de MM. d'Eprémefnil & le Boutillier.

La noblesse n'a pas tenu de séance générale depuis cette époque. Le 21, son président, le duc de Luxembourg, à la tête d'une députation, au lieu de remettre au roi l'adresse du 19, prononça le discours suivant, composé dans les mêmes principes, & qui paroît en être la copie.

S I R E ,

« L'ordre de la noblesse peut enfin porter au pied du trône l'hommage solennel de son respect & de son amour.

La bonté & la justice de votre majesté ont restitué, à la nation, des droits trop long-temps méconnus : qu'il est doux pour nous d'avoir à présenter au plus juste, au meilleur des rois, le témoignage éclatant des sentimens qui nous animent !

Interprètes de la noblesse françoise, nous jurons, en son nom, à votre majesté, une reconnoissance sans bornes, un respect & une fidélité inviolables pour sa personne sacrée, pour son autorité légitime & son auguste maison.

Ces sentimens, Sire, sont & seront éternellement ceux de l'ordre de la noblesse.

Pourquoi faut-il que la douleur vienne se mêler aux sentimens dont il est pénétré ?

L'esprit d'innovation *menagoit la constitution* : l'ordre de la noblesse a réclamé *les principes*, il a suivi *les loix & les usages*.

Les ministres de votre majesté ont porté, de sa part, aux conférences, un plan de conciliation : votre majesté a demandé que ce plan fût accepté, ou tout autre ; elle a permis d'y joindre les précautions convenables. L'ordre de la noblesse les a prises, Sire, *conformément aux vrais principes* ; il présente son arrêté à votre majesté ; & c'est cet arrêté qu'elle paroît avoir vu avec peine : elle auroit désiré plus de déférence. Ah ! Sire, c'est à votre cœur seul que l'ordre de la noblesse en appelle !..... Sensiblement affectés, mais constamment fidèles, toujours purs dans nos motifs, toujours vrais dans nos principes, nous

conservons sans doute des droits à vos bontés ; vos vertus personnelles fonderont toujours nos espérances.

Les députés de l'ordre du tiers - état ont cru pouvoir concentrer en eux seuls l'autorité des états-généraux, *sans attendre le concours des deux autres ordres*, & la sanction de votre majesté : ils ont cru pouvoir convertir leurs décrets en loix : ils en ont ordonné l'impression, & l'envoi dans les provinces. Ils ont déclaré nulles & illégales les contributions actuellement existantes ; ils les ont consenties provisoirement pour la nation , en limitant leur durée ; ils ont pensé sans doute pouvoir s'attribuer *les droits réunis du roi & des trois ordres*.

C'est entre les mains de votre majesté que nous déposons nos protestations & oppositions contre de pareilles prétentions.

Si les droits que nous défendons nous étoient purement personnels, s'ils n'intéressoient que l'ordre de la noblesse, notre zèle à les réclamer , notre constance à l

soutenir auroient moins d'énergie. *Ce ne sont pas nos intérêts que nous défendons, Sire, ce sont les vôtres, ce sont ceux de l'état, ce sont ceux du peuple françois.*

Sire, le patriotisme & l'amour de leurs rois, ont toujours caractérisé les gentils-hommes de votre royaume ; les mandats qu'ils nous ont donnés prouveront à votre majesté qu'ils sont héritiers des vertus de leurs pères. Notre zèle, notre fidélité à les exécuter, leur prouveront, ainsi qu'à vous, Sire, que nous étions dignes de leur confiance. Pour la mériter de plus en plus, nous nous occupons, & nous ne cesserons de nous occuper des grands objets pour lesquels votre majesté nous a convoqués ; & nous n'aurons jamais de désir plus ardent que celui *de concourir au bien d'un peuple* dont votre majesté fait son bonheur d'être aimé ».

Réponse du roi.

Messieurs, le patriotisme & l'amour pour

ses rois, ont toujours distingué la noblesse françoise. Je vois avec sensibilité les nouvelles assurances qu'elle m'en donne. Je connois les droits attachés à ma naissance; je saurai toujours les protéger & les défendre; je saurai également maintenir, pour l'intérêt de mes sujets, l'autorité qui m'est confiée; je ne permettrai jamais qu'on l'altère; je compte sur votre zèle pour la patrie, sur votre attachement à ma personne; & j'attends, avec confiance, de votre fidélité, que vous adopterez les vues des conférences dont je me suis occupé pour le bonheur de mes peuples; vous ajouterez ainsi aux titres que vous avez à leur attachement & à leur considération.

Le 23 juin, on déploie tout l'appareil du pouvoir arbitraire; une garde nombreuse entoure la salle des états-généraux, on établit des barrières, & dans un moment où tout devoit inspirer la confiance, on ne songe qu'à imprimer la terreur: on rouvre la porte de la salle aux représentans de la nation, mais elle

est sévèrement interdite au public. Le roi paroît environné des princes de sa maison & de ses grands-officiers ; on observe un morne silence ; il ne reçoit point ce tribut accoutumé de vœux & d'hommages, qui lui annonce le contentement de son peuple, & qu'il obtiendra toutes les fois que des perfides conseils n'égareront pas sa sagesse. A quel point ne faut-il pas qu'elle ait été trompée, pour adopter des formes aussi despotiques, après avoir solennellement abjuré le despotisme !

Nous ne craignons pas de le dire, on reconnoît évidemment des insinuations étrangères à sa majesté, dans les discours qu'elle a prononcés à la séance royale. Nous sommes d'autant plus autorisés à le croire, qu'on y trouve des expressions vraiment paternelles, des maximes de bien public qui contrastent avec les formules de la tyrannie.

Après la lecture d'une déclaration rédigée, sous le nom du roi, par les aristocrates, le roi prononça un discours, dans

lequel on a remarqué cette phrase singulière : « J'ai voulu aussi, Messieurs, vous » faire remettre sous les yeux *les différens* » *bienfaits* que j'accorde à mes peuples » ; comme si les droits des peuples étoient des bienfaits des rois ! Ensuite on a lu une déclaration des intentions du roi, dans lesquelles il s'en trouve quelques-unes vraiment sages & populaires ; mais depuis quand la puissance exécutive a-t-elle l'initiative des loix ? Voudroit-on assimiler les représentans de la nation à une assemblée de notables (1) ?

Au reste, on ne trouve point dans cette déclaration, la responsabilité des ministres, solennellement réclamée par la nation ; il n'y est pas même parlé d'une participation quelconque des états-généraux au pouvoir législatif : rien de positif sur la liberté de la presse ; nulle mention des éternelles prévarications de la poste aux lettres, de l'impôt désastreux des loteries ; mais en

(1) Voyez cette déclaration dans les pièces justificatives.

revanche, l'intention formelle de conserver les lettres de cachet, avec de vaines modifications. Enfin le roi se déclare l'arbitre de ce qui est propriété, ou de ce qui ne l'est point, indépendamment de la nature des choses. « Sa majesté comprend expressément, sous le nom de propriétés, les dixmes, cens, rentes, droits & devoirs féodaux & seigneuriaux ».

A la lecture de cet article, quelques nobles ont eu l'indécence d'applaudir, & de montrer ainsi qu'ils ont trop d'orgueil pour leur avarice, ou trop d'avarice pour leur orgueil. Ce n'est qu'à force de *paix-là*, qu'on a pu les engager à se contenir.

Cette déclaration des intentions de sa majesté fut suivie d'un troisième discours, dans lequel le roi dit aux représentans de la nation :

« Vous venez, Messieurs, d'entendre le résultat de mes dispositions & de mes vues; elles sont conformes au vif désir que j'ai d'opérer le bien public; & si, par une fatalité loin de ma pensée, vous m'aban-

donniez dans une si belle entreprise, seul, je ferai le bien de mes peuples; je me confierai comme leur véritable représentant; & connoissant vos cahiers, connoissant l'accord parfait qui existe entre le vœu le plus général de la nation & mes intentions bienfaisantes, j'aurai toute la confiance que doit inspirer une si rare harmonie, & je marcherai vers le but auquel je dois atteindre, avec tout le courage & la fermeté qu'il doit m'inspirer ».

Ainsi le roi, non content de prescrire des loix aux états-généraux, & même leur police, soit intérieure, soit extérieure, ne parle que par cette formule : *je veux, je défends, j'ordonne* : de sorte qu'un monarque ne s'est jamais plus formellement arrogé tous les pouvoirs sans limites & sans partage..... Et c'est à un bon roi que les courtisans ont osé conseiller d'user d'un tel régime sur la nation qu'il a senti le besoin de convoquer ! N'étoit-il pas inutile, pour arriver à un tel but, d'assembler les représentans du peuple ? Si le

monarque est libre de faire des loix, d'après les cahiers des différens bailliages, les ministres n'avoient qu'à se les faire adresser par la poste, ou plutôt qu'avoient-ils besoin de cette formalité? Ne pouvoient-ils pas continuer le rôle de législateurs, qu'ils ont joué jusqu'à ce moment?..... Persuadés des intentions bienfaisantes de sa majesté, leur dernière ressource est de la tromper sur les moyens d'exécution, de lui persuader qu'elle n'a besoin que d'elle-même pour opérer le bien. Si cependant, lors du règlement, dans un temps où le roi étoit incontestablement législateur provisoire, ils n'ont pas cru qu'il leur fût permis de déterminer le mode des délibérations; de quel droit voudroient-ils, aujourd'hui qu'il existe une assemblée législative, usurper la faculté de faire des loix, qui ne peut ni ne doit leur appartenir?

Le roi a terminé son discours en disant: « je vous *ordonne*, messieurs, de vous séparer tout de suite, & de vous rendre

demain matin chacun dans les chambres affectées à votre ordre, pour y reprendre vos séances : j'ordonne, en conséquence, au grand-maître des cérémonies de faire préparer les salles ».

Les députés de la noblesse & une partie de ceux du clergé se sont retirés; les autres sont restés constamment à leur place. Bientôt M. le marquis de Brézé est venu leur dire : « Messieurs, vous connoissez les intentions du roi ». Sur quoi, un des membres des communes, le comte de Mirabeau, lui adressant la parole, a dit : « Oui, Monsieur, » nous avons entendu les intentions qu'on » a suggérées au roi ; & vous, qui ne sauriez être son organe auprès des états-généraux, vous, qui n'avez ici ni place, ni voix, ni droit de parler, vous n'êtes pas fait pour nous rappeler son discours. » Cependant, pour éviter toute équivoque & tout délai, je vous déclare que, si l'on vous a chargé de nous faire sortir d'ici, vous devez demander des ordres pour

» pour employer la force, car nous ne
 » quitterons nos places que par la puis-
 » sance de la bïaonnette ».

Alors d'une voix unanime, tous les députés se sont écriés : *tel est le vœu de l'assemblée.*

M. de Brezé s'étant retiré, M. le Camus fit la motion de persister dans les précédens arrêtés. Elle fut habilement & fortement soutenue par M. Barnave, & passa à l'unanimité. Dans la même séance, le comte de Mirabeau proposa l'arrêté suivant :

» L'assemblée nationale déclare que la
 » personne de chacun des députés est in-
 » violable ; que tous individus, toutes
 » corporations, tribunal, cour ou com-
 » mission, qui oseroient, pendant ou
 » après la présente session, poursuivre
 » rechercher, arrêter, ou faire arrêter,
 » détenir, ou faire détenir un député
 » pour raison d'aucunes propositions, avis,
 » opinions ou discours par lui faits aux
 » états-généraux, de même que toutes
Mém. hist. & polit., tome II. G

» personnes qui prêteroient leur ministère
» à aucuns des attentats, de quelque part
» qu'ils soient ordonnés, sont infâmes &
» traîtres envers la nation, & coupables
» de crime capital. L'assemblée nationale
» arrête que, dans les cas susdits, elle
» prendra toutes les mesures nécessaires
» pour faire rechercher, poursuivre, &
» punir ceux qui en seront les auteurs,
» instigateurs, ou exécuteurs ».

Cet arrêté fut adopté à la pluralité de quatre cens quatre-vingt-treize voix, contre trente-quatre, après un très-court débat. Un membre de l'assemblée, ayant prétendu que c'étoit s'arroger un privilège exclusif, & que tous les citoyens avoient autant de droits que les députés, à la sûreté qu'ils réclamoient, l'auteur de la motion répondit, que sans doute tous les citoyens devoient être également à l'abri des emprisonnemens arbitraires; mais que les représentans de la nation étoient les seuls qui ne dussent pas être recherchés dans les formes même légales, pendant la durée des sessions.

M. l'abbé Syeyes fit ensuite une motion, tendante à prouver que les assemblées devoient être libres & publiques, que le roi n'avoit ni l'autorité, ni le droit de les rendre secrètes Elle fut adoptée, & couronna ce jour à jamais fameux dans les annales de France.

La séance royale alarma tout le royaume. La capitale sur-tout fut consternée..... tout le monde y partageoit les sollicitudes & les dangers de nos braves députés..... Ils venoient de montrer une fermeté & un courage que leurs ennemis n'avoient pas osé soupçonner, tant ils sont habiles à connoître & à apprécier les hommes.... Tout l'odieux de cet appareil, digne du despote d'Ispahan ou de Constantinople, étoit rejeté sur les ministres & non sur le souverain.... C'étoit encore à eux qu'on reprochoit l'arrivée de six régimens qui entouroient Versailles. Tous les vrais amis de la liberté commençoient à craindre pour la patrie, lorsqu'un écrivain patriote vint relever leur courage.

par un écrit intitulé, *les ministres dévoilés*, & dans lequel ils sont peints avec les couleurs les plus fortes.

François! ô mes concitoyens, s'écrie-t-il! malgré les préparatifs militaires dont vous êtes témoins, vous n'avez, dans les conjonctures actuelles, que des motifs de sécurité.... En effet, que pouvez-vous craindre aujourd'hui, qu'un sentiment fraternel & religieux unit presque tous vos représentans, & les dirige, d'un commun accord, vers le bien général? Qui peut, je vous le demande, empêcher cette heureuse révolution de s'opérer, si vous restez paisibles?

Des troupes nombreuses s'avancent, aux ordres du despotisme, vers la capitale!

Eh bien! regardez-les d'un œil dédaigneux & tranquille: fermez sur-tout l'oreille aux sinistres conseils, qui, soufflant parmi vous un esprit d'insurrection & de discorde, vous engagent à prendre une attitude menaçante, à courir aux armes:

C'est précisément là ce que désirent vos ennemis. Ces insinuations meurtrières ne tendent qu'à favoriser le succès de leurs manœuvres, & ne peuvent vous être suggérées que par leurs émissaires secrets. La corruption marche toujours à la suite de la perfidie.

Rassurez-vous; ces mouvemens sont les dernières convulsions de la tyrannie expirante : connoissez le piège dans lequel elle cherche à vous entraîner : le moyen de l'éviter est en votre pouvoir.

Un ministre sans pudeur, comme sans principes, associé à une effroyable confédération d'aristocrates de tout rang, même de tout sexe, trahissant, d'une manière aussi lâche que criminelle, la confiance d'un monarque adoré, qui, pour bien régner, n'a besoin de prendre conseil que de son propre cœur; calomniant auprès de lui, avec une bassesse plus lâche, plus criminelle encore, l'énergie & le patriotisme, la conduite & les sentimens de nos vertueux délégués, a osé, dans ses

fureurs insensées, dans ses ténébreux complots, calculer les moyens de faire avorter l'œuvre de la restauration publique, &, pour maintenir son autorité oppressive, conspirer, avec un sang-froid atroce, l'opprobre, la ruine, le désastre de la France.

L'objet, & je le reproche aux ministres, à la face de la nation, de l'Europe entière, oui, l'objet de la séance royale, de ce lit de justice tenu, avec l'appareil le plus formidable, au milieu d'un sanctuaire dont la majesté ne devoit jamais être souillée par leur profane influence, l'objet de cet attentat, inspiré, dicté, commandé par eux au meilleur des rois, étoit de réaliser ce plan destructeur.

Et sans la fermeté, le courage, le patriotisme, l'héroïque résistance, que leur ont opposés, dans cette occasion mémorable & décisive, les fidèles communes, qui composoient encore presque seules l'assemblée nationale, ils réussissoient à consommer leur crime; ils enlevoient à

Louis XVI l'unique guide qui puisse diriger dignement sa justice ; à la nation , l'unique soutien qu'elle ait auprès du trône. Ils écartoient M. Necker , parce que la présence d'un homme de bien est un supplice pour des pervers. Ils anéantissoient l'assemblée nationale , & avec elle , tout espoir de régénération comme de constitution ; ils recouroient la plénitude du pouvoir arbitraire ; ils étouffoient les efforts naissans de la liberté ; ils annulloient audacieusement la dette publique ; ils opposoient le langage ordinaire des tyrans , c'est-à-dire , la force , les armes , à la raison & aux plaintes ; ils livroient la France à toutes les horreurs de la guerre civile , cimentoient leur abominable empire par la famine , par le sang , par toutes les espèces de désolations , de fléaux réunis , & , pour comble d'atrocité , ils vous accusoient vous-mêmes des maux dont vous deveniez les victimes.

Voilà les dangers que vous avez courus. En voyant à qui vous êtes redevables de

vosre salut , vous devez redoubler de confiance dans vos dignes représentans.

Mais la fureur ministérielle , jusqu'à présent déçue , n'en est maintenant que plus ardente , plus active , plus atroce : elle prépare sourdement de nouvelles explosions. La guerre civile & la dissolution des états-généraux , tel est le double objet de ses conspirations souterraines. La dissolution des états-généraux est son but ; la guerre civile est la seule voie qui lui reste désormais pour y parvenir , & elle ne désespère pas de réussir à l'allumer.

Suivez , avec moi , la conduite des ministres & des chefs de l'aristocratie , vous y verrez transpirer les crimes dont je les accuse.

Vos ennemis , ne pouvant éviter les états-généraux , essaient de les réduire à une honteuse impuissance , en semant , entre les ordres , la plus funeste , la plus déplorable , la plus scandaleuse scission. L'espoir du succès les flatte quel-que temps , & chaque démarche des communes , qui

tend à rapprocher les ordres , le langage artificieux de la séduction , de l'imposture , de la calomnie , la peint au roi sous des couleurs aussi alarmantes pour lui , que défavorables pour son peuple.

Toutes ces machinations , toutes ces perfidies , vont néanmoins manquer leur effet. La majorité du clergé a voté pour la réunion ; & dans la noblesse , une minorité illustre , vraiment prépondérante par son patriotisme , par ses sentimens , se dispose également à se joindre à l'assemblée nationale.

Nouvelles inquiétudes pour les ministres ; nouvelle profanation de la religion du roi ; nouveaux attentats contre l'intérêt général.

Il faut , à tout prix , empêcher cette première réunion ; & en effet , le jour même qui doit l'éclairer , au lieu d'être un jour de bonheur , devient un jour de deuil. Les séances de l'assemblée sont suspendues. Une soldatesque menaçante interdit , aux représentans de la nation , l'accès de leur

salles, & l'odieux appareil du despotisme profane le seuil, l'intérieur même du temple de la liberté & de la loi.

On proclame un lit de justice.

Un lit de justice au milieu de l'assemblée nationale ! Grand Dieu ! de quels excès des ministres ne sont-ils donc point capables !

C'est-là que criminels, à la fois, de lèze-majesté royale & de lèze-majesté nationale, ils ne frémissent point de mettre dans la bouche sacrée du roi le langage furieux de leurs passions.

C'est-là qu'espérant consommer enfin l'assassinat, si long-temps médité, des états-généraux, ils prononcent solennellement, par l'organe du roi, l'irrévocable & meurtrière existence des ordres.

Je vous ordonne, lui font-ils dire, de vous séparer sur le champ, & de vous rendre, demain matin, chacun dans les salles affectées à votre ordre. En conséquence, j'ordonne au grand-maître des cérémonies de faire préparer les salles.

Non, ce n'est point là le vœu, l'ordre de Louis XVI; non, ce n'est point l'ame vertueuse, citoyenne de Louis XVI, qui a dicté cette volonté despotique! non, ce n'est point l'ami de l'union, le père du peuple! ce n'est point Louis XVI qui a voulu décourager ou soulever la nation, perpétuer la division des ordres! Auda- cieux aristocrates! ministres pervers! c'est vous, vous seuls! car l'intérêt, le besoin du monarque, est que le bien général s'o- père; & votre intérêt, votre besoin est de le faire échouer. Nous sommes accou- tumés à distinguer ses dispositions de celles de ses ministres. De quelque illusion que vous tâchiez de nous environner, vous ne parviendrez jamais à nous donner le change....

La tragédie n'a pas eu le succès que la horde ministérielle s'en étoit promis. La fermeté a triomphé de l'abus du pouvoir, le courage a subjugué la force; le patrio- tisme a réprimé l'audace; la vertu a décon- certé le crime. C'est une victoire que la

providence n'accorde pas toujours à la bonne cause.

Cette fois , au moins , elle est complète. La barrière que les ministres ont cru élever entre les ordres , accélérera , par sa chute , leur rapprochement.....

O mes concitoyens ! observez toujours la conduite de vos ennemis , pour régler la vôtre. Leur objet , je vous l'ai déjà dit , est la dissolution de votre assemblée nationale. Leur unique moyen , aujourd'hui , est la guerre civile. Mais dans un état où les citoyens restent tranquilles , paisibles , soumis au bon ordre , il est impossible que le feu de la guerre civile éclate. Il dépend donc de vous , de vous seuls , de faire avorter toutes les conspirations.

Par la tranquillité , par le calme , la paix , le bon ordre , vous seconderez les intentions de l'assemblée nationale , & les travaux auxquels elle se consacre pour la félicité publique. Elle vous l'a dit elle-même.....

Les ministres , les aristocrates soufflent

la sédition ; eh bien ! gardez-vous de vous livrer à leurs perfides insinuations , & vous découvrirez leurs manœuvres. Ils vous environnent de l'appareil formidable des soldats , des baïonnettes ! Pénétrez leurs projets ; ce n'est pas pour vous contenir , c'est pour vous exciter à la révolte , en aigrissant vos esprits , qu'ils agitent , sous vos yeux , ces instrumens meurtriers. Soyez paisibles , tranquilles , soumis au bon ordre , & vous vous jouerez de leur horrible fureur.

Les misérables ! ils se rendent coupables d'un crime de plus , en montrant à des citoyens qui remplissent , au sein de la paix , tous leurs devoirs , des dispositions hostiles & incendiaires.

Les misérables ! ils se rendent coupables d'un crime de plus encore , en faisant approcher de Paris , dans un moment où la disette de l'aliment de première nécessité semble y devenir , chaque jour , plus alarmante , soixante mille bouches ennemies , qui , brayant la détresse & l'inquiétude

publiques, vont mettre à contribution votre subsistance, vos besoins même.

Laissez-les combler la mesure : le jour de la justice & de la vengeance arrivera..... Pour vous affermir ; par système, comme par sentiment, dans la modération, considérez quel seroit le funeste effet d'un mouvement séditieux, si vous aviez le malheur de vous y livrer, de donner dans le piège qui est tendu à votre sensibilité ; vous êtes aussi-tôt traités en révoltés. Le sang coule ; le fléau de la guerre civile fond sur vous, avec toutes ses horreurs ; & l'incendie, se communiquant rapidement de la capitale aux provinces, embrâse bientôt, de proche en proche, la France entière. Dans la disposition actuelle des esprits, il ne faut qu'une étincelle pour produire cette affreuse combustion..... Vous frémissez !..... Ce n'est cependant pas tout. Ce bouleversement général provoque, à l'instant, l'arrêt de mort de l'assemblée nationale ; elle est dissoute par la violence ; car la violence ou-

verte paroît alors une ressource légitime à vos ennemis.

Ce n'est pas tout encore ; cette commotion étend ses funestes secousses jusques dans l'avenir le plus éloigné. Sollicitez-vous, par la fuite, le retour de vos états-généraux ? c'est inutilement. Les ministres, les aristocrates, qui ont réussi à les faire échouer, ne manquent pas de retracer au roi, avec les plus effrayans détails, le tableau des désastres passés, pour motiver sa résistance, son refus actuel : ils accablent son ame de craintes & d'alarmes ; sa conscience, de préventions, de soupçons ; & ces désastres, dont ils ont été les instigateurs, deviennent un titre éternel contre vous, parce que vous vous êtes rendus les instrumens aveugles de la politique & de la fureur qui les ont excités.

Or, dans cet état des choses, plus de constitution, plus de loix, plus de liberté publique à espérer. Une humiliante autant que douloureuse servitude est votre par-

tage ; & ce fort déplorable , vous le devez à votre imprudence.....

Vous sentez maintenant , sans doute , quel pressant intérêt vous engage à rétablir , à conserver , parmi vous , le calme & la paix ; vous connoissez les ministres ; c'est pour vous instruire à éviter leur machinations sacrilèges , que je vous les dénonce. Laissez donc , laissez patiemment s'entasser , autour de vos murs indignés , des soldats , des armes , des munitions , que votre prudence saura rendre inutiles. Ne souffrez plus désormais qu'ils ralentissent , au milieu de vous , ces bruits féditieux , incendiaires , qui ne peuvent que vous porter à de désastreux excès , & qui font gémir les bons citoyens. Repoussez comme des traîtres , notez-les d'infamie , ceux qui , ne rougissant point des'en rendre les organes , osent semer l'alarme , au moment où le calme & la tranquillité sont le plus nécessaires.....

C'étoit à Marli , dans un petit voyage , où ils avoient attiré le roi , pour le soustraire

traire à l'œil vigilant de M. Necker, que les courtisans avoient décidé la séance royale, c'étoit dans l'appartement de la duchesse de Polignac, dans des concilia-bules obscurs & ténébreux, que les aristocrates, ayant à leur tête toute la postérité de Henri IV, les descendans des Condé & des Conti, vouloient peser les hautes destinées du royaume.....

La nation eût été flatté de compter les princes au nombre de ses représentans & de ses défenseurs. Mais ils furent exclus, malgré leurs cabales & leurs intrigues, pour mandier des suffrages (1). Leur influence dans les bailliages fut nulle, *indeiræ*. Ils la provoquèrent eux-mêmes cette exclusion, en publiant, dès la fin de l'année 1788, un mémoire qui n'est fameux aujourd'hui que par les paradoxes dont il four-

(1) M. le comte d'Artois fut nommé par la ville de Tartas ; mais le roi lui ordonna de renvoyer ses pouvoirs. MONSIEUR, qui avoit si bien défendu les droits du peuple dans l'assemblée des notables, ne fut nommé par aucune des villes de son apanage.

mille; il ne leur resta que le désespoir de l'avoir signé, & la honte de ne pouvoir se le cacher à eux-mêmes. Car en se déroband aux sifflets qu'ils entendirent lorsqu'ils se montrèrent dans nos salles de spectacle, sifflets qui les poursuivirent jusqu'au fond des forêts, où ils alloient attaquer les animaux innocens dont elles sont peuplées, image naturelle, pour eux, des combats qu'ils voudroient livrer à l'espèce humaine, ils ne purent se dérober au cri de leur conscience, qui leur répétoit intérieurement, vous êtes du sang du grand Henri, & vous êtes les tyrans du peuple françois, d'un peuple qui le couronna, qui le ramena en triomphe dans sa capitale, d'un peuple qui combattit & versa son sang pendant plusieurs années, pour lui assurer la possession d'un sceptre que la noblesse & le clergé vouloient lui arracher.

Voici la réponse qu'on fit dans le temps, au mémoire des princes.

MESSEIGNEURS,

Lorsque le roi a défendu aux notables de s'occuper du mémoire que leur avoit remis M. le prince de Conti ; sa majesté a déclaré *que les princes de son sang devoient s'adresser directement à elle , & qu'elle les entendroit toujours avec plaisir , quand ils voudroient lui dire ce qui peut LUI ÊTRE UTILE.*

Voilà le texte de votre mémoire ; c'est cette déclaration , aussi simple que sage , que vous prenez pour une *invitation* , & vous partez de là , non pas pour dire au roi ce qui peut *lui être utile* ; non pas pour verser dans son sein , comme chef de votre famille , vos prétendues alarmes sur le danger de soustraire enfin le tiers-état à l'oppression sous laquelle il gémit depuis si long-temps ; non pas pour l'affurer que , pénétrés de la pureté de ses intentions , & de la sagesse de ses vues , vous vous tiendrez inséparablement attachés à sa per-

sonne & à son trône : non , Messeigneurs ; ce n'est pas votre but. Vous présentez à la France , à l'Europe étonnées , un écrit incendiaire , dans lequel vous protestez d'avance contre tout ce que la justice de notre monarque pourroit accorder au tiers-état ; vous y avancez que si le peuple est admis à nos états-généraux en nombre suffisant pour balancer l'influence des deux ordres privilégiés , la noblesse ne s'y rendra point , les méconnoîtra , attaquera leur légalité , & fera enregistrer ses protestations dans les parlemens. Vous faites soupçonner que le clergé se conduira de même. Ah , Messeigneurs ! quel avenir vous osez nous prédire ! Voulez-vous donc faire renaître les temps désastreux de l'anarchie féodale ? Avez-vous bien consulté l'intérêt du roi , & votre propre intérêt ?

Vous intitulez l'écrit que vous venez de répandre , *mémoire des princes* : il sembleroit par-là que tous nos princes ont adopté votre opinion. Cependant le premier des frères du roi & le premier prince

du sang ne font point cause commune avec vous. Je vois, à la vérité, à votre tête le second frère du roi, ce prince aimable, dont le printemps nous a montré les passions & les foiblesses du duc d'Orléans, & qui, dans son été, nous montrera les vertus de Louis XII, & sur-tout son amour pour le peuple. Viennent ensuite les noms du prince de Condé, du duc de Bourbon & du duc d'Enghien. Vous me permettrez de considérer ici ces trois princes comme ne formant qu'un seul avis. L'aïeul, le fils & le petit-fils, quand ils'embrassent la même opinion, ne font jamais comptés que pour une voix. S'ils siégeoient au parlement, pour juger un particulier, on ne les compteroit pas autrement; à plus forte raison lorsqu'il s'agit de prononcer sur le sort d'une grande nation. Après les noms des princes de la branche de Condé, on voit celui du prince de Conti. Ainsi, en dernière analyse, votre mémoire n'est pas le mémoire des princes, mais seulement celui de trois princes: ce qui est un peu différent.

Voyons actuellement sur quels motifs vous fondez la présentation & la publication de votre mémoire. « C'est en effet » (dites-vous au roi) aux princes de » votre sang, qui, par leur rang, sont » les premiers de vos sujets; par leur état, » sont vos conseillers-nés; par leurs droits, » sont intéressés à défendre les vôtres; » c'est à eux sur-tout qu'il appartient de » vous dire la vérité; & ils croient vous » devoir également compte de leurs sentimens & de leurs pensées ».

Oui, Messieurs, vous êtes princes; vous descendez de Hugues Capet, de cet usurpateur heureux, qui enleva le sceptre aux descendans de Charlemagne, comme les auteurs de Charlemagne l'avoient enlevé aux héritiers de Clovis. Je dis *usurpateur heureux* : saisissez bien ma pensée. Heureux pour sa famille qui, depuis tant de siècles, règne sur la France. Heureux pour la France elle-même, puisque ce sont les trois descendans de Hugues Capet qui ont successivement aboli la servitude féo-

dale, & ont rendu à 23 millions d'hommes cette liberté contre laquelle vous réclamez aujourd'hui : sans cesse ils ont tendu vers ce grand but. Le tiers-état n'a même rien à reprocher, à ce sujet, à la mémoire odieuse de Louis XI, ni à l'ombre sanguinaire de Richelieu : c'est le bienfait irréprochable sur lequel est fondé notre amour pour la famille Capétienne ; amour que rien ne peut altérer ; amour qui lui assure le sceptre des François, tant qu'il en restera un seul rejeton.

Mais quand les François ont légitimé l'usurpation de Hugues Capet, par leur consentement tacite, & par leur soumission volontaire à ses descendans, ils n'ont pas prétendu se donner autant de maîtres qu'il y auroit de membres dans la famille régnante ; c'est à un seul qu'ils ont confié l'exécution de leurs loix, & le soin de leur bonheur ; & je ne vois pas sur quoi vous fondez votre qualité de conseillers-nés du roi.

Vous réclamez votre constitution, & je

la réclame aussi contre votre assertion. L'histoire nous apprend que votre naissance, quelque illustre qu'elle soit, ne vous donnoit de rang dans les assemblées nationales & dans la cour des pairs, que celui de vos pairies. Quand vous n'en aviez pas, les pairs & les hauts barons vous précédoient. Afin de vous éviter ce désagrément, nos rois créaient pour vous *des pairies en l'air*, vous donnoient des espèces de brevets d'honneur, dont l'effet cessoit avec la cérémonie ou l'assemblée à laquelle ils vouloient vous faire assister.

Dans une monarchie, la naissance n'appelle personne au conseil du roi. Les conseillers-nés partageroient bientôt entr'eux l'autorité royale. Ce seroient bientôt autant de rois, la monarchie seroit bientôt changée en aristocratie. Les grands offices & les grands gouvernemens, devenus héréditaires, ont donné aux rois de la seconde race des conseillers-nés, & ont imprimé au régime féodal le caractère aristocratique, par lequel nos monarques

ont été , pendant quelque temps , réduits au rôle que jouent encore aujourd'hui les rois de Pologne , celui de n'être que les premiers d'entre leurs égaux.

Si la nature de la monarchie ne vous permet pas plus qu'aux autres sujets d'être les conseillers-nés du roi , la sagesse politique vous exclut , depuis un siècle , de l'administration du royaume ; elle ne vous confie qu'avec précaution le commandement des armées , le gouvernement des provinces. C'est depuis ce temps que notre paix intérieure n'a point été troublée par des guerres civiles.

Quand on lit nos annales avec quelque attention , on y voit nos rois constamment attachés au projet salutaire d'abattre les têtes de l'hydre féodale , & de rendre au peuple françois la liberté dont quelques tyrans l'avoient dépouillé. Par - tout on admire la sagesse de leur conduite à cet égard ; mais , en même temps , on est étonné de voir que c'est dans le sein même leur famille qu'ils rencontrent toujours les

plus grands obstacles. Depuis les sanglantes & honteuses querelles des maisons d'Orléans & de Bourgogne, sous Charles VI, jusqu'après la majorité de Louis XIV, les grands vassaux n'ont pas fait un mouvement pour conserver l'autorité usurpée, dont nos rois vouloient injustement se ressaisir, qu'ils n'ayent eu à leur tête un prince du sang. Les désastreuses batailles de Poitiers, de Crécy, d'Azincourt & de Pavie, ont été préparées ou occasionnées par des princes du sang. Sans les défections d'un comte d'Artois & d'un connétable de Bourbon, Londres & Madrid n'auroient jamais vu de rois françois chargés de chaînes, & attachés, pour ainsi dire, aux chars de leurs vainqueurs. C'étoit un prince du sang qui combattoit l'armée royale, à la bataille de Saint-Antoine; ce fut une princesse du sang qui fit tirer contre cette armée le canon de la bastille.

L'histoire nous atteste encore le profond mépris que les princes du sang ont

toujours eu pour le tiers-état. Elle nous a transmis le discours outrageant qu'un d'eux lui adressa aux états de Tours, en 1484. « Je connois le caractère & les » mœurs des *vilains* : s'ils ne sont oppri- » més, il faut qu'ils oppriment : ôtez- » leur le fardeau des tailles, vous les rendrez insolens, mutins & infociables : ce » n'est qu'en les traitant durement qu'on » peut les contenir dans le devoir ». C'est ce mépris pour les plébéiens qui a rendu les princes si prodigues du sang de nos soldats, lorsqu'ils ont eu l'honneur de les commander. On n'oubliera jamais ce propos de celui qui, voyant le champ de bataille couvert d'une multitude de cadavres de ses concitoyens qui avoient payé du prix de leur vie les lauriers sanglans dont il s'enorgueillissoit, dit, avec le sang-froid de l'inhumanité, *une nuit de Paris réparera cette perte.*

Aujourd'hui même, Messieurs, quel cas faites-vous du malheureux tiers-état ? Qu'on jette les yeux sur ces vastes

campagnes , qui , sous le nom de capitaineries , sont destinées à vos plaisirs : qu'on y voie les dégâts perpétuels qu'y font ces nombreux animaux que votre tyrannie rend , pour ainsi dire , sacrés. Qu'on parcoure les villages situés dans ces funestes arrondissemens ; qu'on y entende les cris du père qui redemande son fils , de l'épouse qui redemande son époux , des orphelins qui redemandent leur père , enlevés à leurs foyers , souvent même à la vie , par vos cruels satellites , les uns , pour n'avoir pas respecté un nid de faisans , les autres , pour avoir usé de représailles contre un cerf ou un sanglier qui dévalsoit leurs moissons , ou ravageoit leurs vignobles : si , à l'aspect de toutes ces horreurs , on me demande , est-ce un homme qui commande dans ces lieux ? Je répondrai non : c'est un prince du sang....

Vous dites que vous êtes *les premiers sujets de l'état*. C'est encore ici une erreur qui tient aux anciennes idées de l'aristocratie féodale. Dans une monarchie , la

naissance ne fait ni premiers ni derniers sujets. Le premier sujet est celui qui sert le mieux le roi & sa patrie, celui qui obéit le mieux au roi & aux loix. Dans une famille, tant que le père commun vit, il n'y a point de droit d'aînesse à exercer. En France, le père commun vit toujours, parce que le roi n'y meurt jamais.

Vous prétendez que *par vos droits, vous êtes intéressés à défendre ceux du roi.*

A cette proposition, Messieurs, il sembleroit que le tiers-état, contre lequel votre mémoire est dirigé, a formé le projet d'anéantir l'autorité royale. Je suis dans ce moment l'organe du tiers-état : je vous demande, en son nom, justice à vous-mêmes de cette imputation la plus criminelle qui soit jamais sortie de la bouche ou de la plume d'un François ; réparez promptement cette injustice atroce, que je n'attribue qu'au rédacteur de votre écrit : si vous ne vous empressez de le faire, je vous cite au tribunal de la nation, à celui de l'Europe entière, à celui de la postérité la

plus reculée : reconnoissez hautement qu'il n'a jamais été , & qu'il n'est point de peuple plus fidèle à ses rois que le peuple françois ; si vous vous y refusez , vous ne mériteriez pas d'être comptés au nombre des descendans de Hugues Capet.

Ne pensez pas que je veuille répandre le plus léger doute sur vos droits ; ils sont sacrés à mes yeux , & je verserois jusqu'à la dernière goutte de mon sang pour leur défense : mais la nature de la monarchie , qui ne souffre point que l'autorité royale soit partagée , la tranquillité publique , qui exige que l'on écarte tout ce qui pourroit la troubler , une triste & longue expérience , tout concourt , malgré vos droits éventuels à la couronne , à ne pas permettre que vous soyez , dans l'ordre politique , relativement au roi & relativement au corps de la nation , autre chose que de simples citoyens.

Votre premier titre est , selon vous , d'être gentilhomme ; la qualité de prince du sang , que vous y ajoutez , n'est que

secondaire : voilà pourquoi vous avez été , pendant tant de siècles ; sans avoir , dans la nation , d'autre rang que celui de vos pairies. Or , Messieurs , ce que ne donne pas le premier titre , le titre secondaire ne le donne pas davantage ; & vous conviendrez facilement avec moi , que le titre de gentilhomme ne fait pas *un conseiller-né du roi , un premier sujet de l'état* : autrement , le roi auroit une terrible quantité de conseillers-nés ; l'état auroit un nombreux essaim de premiers sujets.

Si votre premier titre est celui de gentilhomme , pourquoi , depuis près d'un siècle , refusez-vous de vous allier avec nos familles nobles ? Pourquoi allez - vous chercher dans les pays étrangers , des épouses à vos fils ? Pourquoi condamner vos filles au célibat , plutôt que de les unir aux rejetons de nos anciennes maisons ? Le sang des Montmorenci , des la Rochefoucault , des Périgord , des la Tremoille , des Choiseul , n'est-il donc plus digne de se mêler avec le vôtre ? Pardon , Messieurs , si je vous présente ces réflexions ; il a fallu

faire voir à la noblesse que vous êtes aussi hauts pour elle dans votre conduite, que vous êtes dédaigneux pour le tiers-état dans votre mémoire.

Actuellement, Messieurs, que vos titres & vos qualités sont suffisamment discutés, je crois pouvoir vous dire que votre mémoire ne doit faire d'impression sur le roi & sur la nation qu'autant qu'il aura pour base les loix, la justice & la raison. Est-il établi sur ces bases? C'est ce que je vais examiner.

Sire, vous écriez-vous, l'état est en péril! J'ai tremblé en lisant ces terribles mots; mais j'ai été rassuré sur-le-champ par ceux qui les suivent immédiatement; votre personne est respectée; les vertus du monarque lui assurent les hommages de la nation. Non, Messieurs, l'état ne fera jamais en péril tant que la nation respectera, chérira son roi. C'est dans les liens sacrés qui les unissent l'une & l'autre que consiste la force nationale. Celui seul qui les rompra mettra la France en danger.

Personne

Personne n'y réussira, sur-tout sous un monarque qui a marqué tous les instans de son règne par des actes de justice & de bien-faisance.

Mes craintes étoient calmées; mais ma curiosité n'étoit point satisfaite. Quoi! me disois-je à moi-même, les conseillers-nés de nos rois, les premiers sujets de l'état, ces hommes que leurs droits au trône intéressent à sa défense, nos princes, en un mot, ont vu les impôts & la dette publique s'accroître dans une progression effrayante, des ministres destructeurs se succéder avec la rapidité de l'éclair, & semblables aux météores, effroi de la nature, ne laisser après eux que la ruine & la désolation; ils ont vu nos tribunaux renversés, la violence arracher nos magistrats au temple de la justice, les citoyens de tous les rangs jetés dans les fers, Paris en proie aux baïonnettes & au carnage, des provinces menacées du même sort; ils ont gardé le silence, & aujourd'hui, ils poussent des cris per-

çans ! Quel est donc leur motif ? Je me suis hâté de lire , & j'ai lu :

« Une révolution se prépare dans notre
» gouvernement... Les écrits qui ont paru
» pendant l'assemblée des notables, les mé-
» moires qui ont été remis aux princes
» soussignés , les demandes formées *par*
» *diverses provinces , villes , ou corps ,*
» l'objet & le style de ces demandes , tout
» annonce un système *d'insubordination*
» *raisonnée , & le mépris des loix de*
» *l'état ».*

Une insubordination raisonnée. Cela m'étonne. Ordinairement l'insubordination agit tumultueusement , mais ne raisonne pas. *Le mépris des biens de l'état.* Qui donc s'en rend coupable ? *Des provinces , des villes , des corps ?* Ma surprise augmente. Je cherche la preuve de ces faits graves , & je lis :

« Qui peut dire où s'arrêtera la témé-
» rité des opinions ? *Les droits du trône*
» *ont été mis en question ».* Ici je m'arrête. Je prends les écrits du Dauphiné , les

délibérations des villes de Rouen , de Bordeaux , de Chartres , d'Orléans , des municipalités de Bretagne , la pétition des six corps de marchands de Paris , &c. ; bien loin d'y voir les droits du trône mis en question , je les vois , au contraire , mieux affermis , mieux reconnus que jamais. Je me rappelle l'observation de quelques politiques aristocrates , qui assurent que le tiers-état veut donner trop d'influence au trône ; je me dis : nos princes veulent faire des tableaux , mais sûrement ils ne peignent pas d'après nature ; & je continue leur mémoire.

« Les droits des deux ordres de l'état
 » divisent les opinions (ceci commence
 » à s'éclaircir) ; bientôt les droits de la
 » propriété seront attaqués ; l'inégalité
 » des fortunes sera présentée comme un
 » objet de réforme. Déjà on a proposé la
 » suppression des droits féodaux comme
 » l'abolition d'un système d'oppression ,
 » reste de la barbarie ».

Cette peinture est vive ; mais le dernier

coup de pinceau est mal-adroit. Il décele un intérêt personnel peu honorable, un attachement peu patriotique aux restes de la féodalité, près de rendre le dernier soupir.

Sommes-nous donc des esclaves Russes, ou des serfs Polonois ? Il semble, Messigneurs, que vous nous faites la grace de nous considérer ainsi : je le prouve par l'analyse du texte de votre mémoire que je vais rapporter.

Que le tiers-état cesse donc d'attaquer les droits des deux premiers ordres. C'est-à-dire, Messigneurs, qu'il faut que le tiers continue à garder un silence respectueux sur tous les abus dont il est depuis si long-temps la victime ! Car, ici, droits & abus sont synonymes. Il faut que le tiers voye, dans un silence respectueux, le haut clergé consommer dans la capitale, en dépenses scandaleuses, le patrimoine des pauvres ; & ce patrimoine sacré être toujours, depuis deux cents ans, la proie de la basse intrigue & de la vile cupidité ! Il

faut qu'il voye, dans un silence respectueux, la noblesse assiéger le trône, pour acquérir le droit de dévorer le trésor public! Il faut qu'il voye, dans un silence respectueux, les magistrats, ces nouveaux nobles, plus tyrans que les anciens, disposer arbitrairement & impunément des propriétés, de l'honneur, de la vie des plébéiens! Il faut qu'il voye, dans un silence respectueux, notre atroce procédure criminelle traîner tous les jours à l'échafaud des plébéiens innocens; tandis que l'homme noble, quoique coupable, peut presque toujours s'y soustraire! Il faut qu'il voye, dans un silence respectueux, le supplice du plébéien dévouer sa famille entière à l'opprobre, & le supplice du noble fournir une nouvelle preuve de noblesse à sa postérité! Il faut qu'il voye, dans un silence respectueux, le despotisme, qui, sous les règnes les plus funestes, ne pesoit que sur les grands, écraser aujourd'hui toutes les classes par les lettres-de-cachet, dont les commandans des pro-

vincès, les évêques, les intendants, le lieutenant de police de Paris, & les suppôts ministériels, sont les libres dispensateurs ! Il faut qu'il voye, dans un silence respectueux, les talens & les travaux de ceux de son ordre si peu estimés, si peu accueillis, si peu encouragés, que, de nos jours, on regarderoit comme inconstitutionnel de voir Amyot, grand-aumônier; l'Hôpital, chancelier; Maffillon, Mascaron & Fléchier, évêques, & Fabert, maréchal de France ! Je ne finirois pas, si je voulois passer en revue tous les abus que vous appelez, Messieurs, les droits des deux premiers ordres, attaqués par le tiers-état. Mais à quoi le réduisez-vous donc, ce malheureux tiers-état ? Le voici.

Qu'il se borne à solliciter la diminution des impôts dont il peut être surchargé. O mes concitoyens ! jusqu'à présent vous avez cru que la diminution des impôts étoit une justice qui vous étoit due, que vous aviez droit de l'exiger, comme tout ce qui est de justice. Vous étiez dans

l'erreur : nos princes vous apprennent que cette diminution n'est qu'une grace, une faveur que vous devez vous *borner à solliciter*. Faites encore bien attention qu'il ne vous est permis de solliciter cette grace que pour les impôts dont *vous pouvez être surchargés*. Il n'est pas encore prouvé, il n'est pas encore certain, que vous succombiez sous le fardeau qui vous écrase depuis si long-temps.

Et vous, princes, qui tenez ce langage injuste & inhumain, arrachez-vous à vos superbes palais, à vos jardins factices, à vos hameaux fabuleux; en un mot, à toutes ces féeries dont votre imagination se repaît sans cesse : parcourez nos campagnes, sans cette cour somptueuse qui, comme un mur, vous sépare de la misère & de l'indigence; pénétrez dans ces chaumières où vous ne voudriez pas loger vos chevaux; voyez vendre à l'encan, par les agents du fisc, ces haillons dont vous rougiriez de revêtir vos derniers valets; considérez ce pain, plus noir & plus mal-sain que

celui dont vous nourissez les chiens de vos meutes; & doutez encore que le peuple soit surchargé d'impôts!

Mais si le tiers-état est docile à vos volontés, éclaircit vos doutes, que doit-il attendre?

Alors les deux premiers ordres, reconnaissant, dans le troisième, des citoyens qui lui sont chers, pourront, par la générosité de leurs sentimens, renoncer aux prérogatives qui ont pour objet un intérêt pécuniaire, & consentir à supporter, dans la plus parfaite égalité, les charges publiques.

Quand le tiers-état aura consenti à garder & à appesantir ses chaînes, alors il deviendra un troisième ordre cher aux deux premiers. A quel prix mettez-vous, Messieurs, votre dédaigneux amour pour le peuple? Que lui promettez-vous encore en retour de sa complaisante servitude? Alors les deux premiers ordres pourront, par la générosité de leurs sentimens, consentir à supporter également les

charges avec le tiers-état. Ce n'est donc , Messieurs , qu'un espoir que vous donnez au peuple , d'alléger ses charges en les partageant ; & cet espoir n'a d'autre fondement que *la générosité des sentimens des nobles*. Dans votre système , nous sommes à la merci des nobles. Ils peuvent ne pas consentir à une répartition proportionnelle des impôts ; en n'y consentant point , ils ne blesseront pas la justice ; ils ne feront que s'écarter des règles de la générosité. Voulez-vous donc réduire le peuple François à demander l'aumône à la noblesse ?.....

M. Necker , à l'époque de la séance royale , étoit l'idole du peuple & de la France entière : il avoit un parti puissant dans l'assemblée , parce qu'on ignoroit alors qu'il avoit eu une grande part à la fameuse déclaration du 23 , parce que la noblesse & le clergé n'avoient pas encore tant de *crimes* à lui reprocher. On fait aujourd'hui que ce républicain , quelquefois courtisan , votoit intérieurement

pour l'opinion par ordre, moyen efficace de perpétuer ou l'esclavage ou l'anarchie ; & en faveur de cette opinion, les évêques & les nobles lui pardonnoient ce qu'ils appelloient son *extrême* popularité. Cependant, pour soutenir son rôle, il s'étoit déclaré ouvertement contre la séance ; il avoit fait tous ses efforts pour détruire les perfides insinuations des ministres & des princes. Le soir, il s'absenta de la cour.....

Le roi alors frappé de la noble fermeté des communes, & revenu à ce caractère de bonté que nous lui connoissons, parut désirer la présence d'un homme que l'opinion publique avoit désigné comme le soutien & la gloire de son trône. La reine lui écrivit de se rendre au château : il y resta une heure & demie enfermé avec le roi..... Le bruit s'en répand bientôt, & sur le champ les députés montent dans la galerie, redescendent ensuite dans la cour : M. Necker se dispose à monter dans sa chaise à porteur ; mais la foule l'envi-

ronne ; on le regarde comme le génie tutélaire de la France ; on crie avec enthousiasme : *vive M. Necker ! ne nous abandonnez pas.* Ces cris se font entendre dans tout le château ; les porteurs sont renvoyés ; le peuple veut porter lui-même la chaise ; le *modeste* ministre aime mieux aller à pied , & il se rend à son hôtel , au milieu des applaudissemens les plus vifs. On alluma des feux de joie dans tous les environs de son hôtel.

Si le républicain génevois , fatigué des intrigues & des cabales de la cour , avoit alors abandonné les rênes des finances , à quelles mains auroit-on pu les confier ?.... Sa popularité , les grands talens qu'on lui supposoit encore pour l'administration , l'avoient placé à côté des Sully & des Colbert. Quand on se plaignoit de sa timide circonspection , ses amis répondoient : *attendez , le moment n'est pas venu..... Il fera de grandes choses.....* On les croyoit sur parole ; on attendoit , parce que le François veut toujours une

idole. D'ailleurs, ajoutoient-ils, à qui donner sa place ? dans quelle classe choisir son successeur ?...

« Sera-ce dans les fermes ? L'expérience vous a prouvé que Silhouet n'eut d'autre ressource que de faire vendre l'argenterie des églises, comme si tout étoit désespéré. Sera-ce dans le parlement ? On fait que Laverdy se rendit nul, en croyant tout faire, & ne faisoit rien ; que Terray vola jusques dans les poches, ne sachant, malgré son génie, trouver d'autre expédient. Sera-ce parmi les intendans ? Tout le monde a vu que la grande probité de M. Turgot ne le mit point à l'abri d'une multitude de plans & de projets nuisibles à la société ; que la fine intelligence de M. de Calonne ne le sauva point des malversations dont on l'accuse. Sera-ce dans le clergé ? L'administration de l'archevêque de Sens révolte encore tous les esprits ; ses projets ne tendoient à rien moins qu'à la banqueroute générale. Sera-ce dans la noblesse ? Personne n'ignore

que le sieur de Vergennes , tiré de cette classe , autorisa mille déprédations par un silence criminel ; qu'il mourut chargé de la faute énorme d'avoir fait un traité de commerce absolument ruineux pour l'état ; que , malgré son apparente simplicité , il ne fut point assez désintéressé pour rejeter des présens dangereux , qu'on n'accepte jamais quand on est vraiment citoyen.

Mais , dira-t-on , seroit-il possible que , dans le nombre de vingt-quatre millions d'hommes , il n'y en eût pas un assez fort , assez clairvoyant , d'un esprit assez conciliateur , pour rendre le calme à la nation agitée , & pour contenter les trois ordres. Si cela est , qu'on l'indique ; qu'il se montre..... Répondra-t-on qu'il garde l'*incognito* ? Mais pour être jugé digne du ministère , il faut avoir donné des marques d'un cœur droit , des preuves d'un génie vaste & pénétrant ; il faut avoir frappé l'oreille du souverain ou de ceux qui l'approchent..... Nous n'avons plus la

lanterne de Diogène, pour deviner un homme à sa physionomie. Encore une fois, qui mettriez-vous à sa place ?....

Il est entré dans le ministère, sollicité par le monarque, qui ne savoit plus à qui se confier.... Appelé par la France, qui soupiroit après son retour, comme après celui d'un libérateur, il commence par écarter toute idée de banqueroute, en remettant insensiblement les actions aux taux qu'elles doivent avoir, en empêchant l'hôtel-de-ville de se fermer, en redonnant un libre cours aux paiemens qui alloient cesser, en substituant de l'or à du papier. L'argent revient à sa voix, & c'est son crédit qui le fait renaître; si ce n'est pas en abondance, c'est du moins de manière à remplir les engagements les plus pressés. Il ne tient à rien dans le royaume, qu'à la gloire qui l'anime, qu'à la probité dont il est le modèle, qu'au plaisir de faire le bien.... Il falloit un ministre de cette trempe, pour reprendre, sur les grands, sans nulle ac-

ception de personne, des capitations qu'ils n'avoient point payées depuis un temps immémorial (1). Quel autre que lui eût avancé des sommes pour une nation qui lui est étrangère, & dont il ne tire aucun émolument? Quel autre que lui eût pris une place pareille, dans un temps où il n'y a rien à gagner que des libelles & de l'ingratitude? Si c'est l'amour-propre, il ne peut être que bien foible, dans un temps où l'on apperçoit les plus grandes difficultés, sans entrevoir le succès; & d'ailleurs, fût-ce l'orgueil lui-même qui l'eût déterminé à se charger du ministère dans un temps si orageux, je répondrais à ceux qui l'accusent injustement d'une chose qu'ils ignorent: eh! Messieurs, ne vaudroit-il pas mieux qu'on se payât en

(1) Tout le monde connoît cette anecdote de madame la duchesse de B.....; son intendant se présente au trésor royal pour recevoir la pension de sa maîtresse, on le solde avec les quittances de capitation qu'elle n'avoit jamais payée.

pareille monnoie que de mettre les mains dans vos poches ?

Ce qu'il y a de consolant pour lui, c'est qu'en mettant dans la balance ses panégyristes & ses détracteurs, il trouvera d'un côté quelques milliers de nobles, peut-être un quart du clergé, qui le décrient, & de l'autre, toute la nation qui le bénit, c'est-à-dire, d'un côté, une multitude innombrable, de l'autre, presque zéro; & encore pourquoi se plaint-on de sa gestion ? Parce qu'il a été d'avis qu'on appellât le tiers-état à la diette générale, en même proportion que la noblesse & le clergé.....

Il est des hommes dont les têtes s'exaltent, qui, dans un moment d'effervescence, imaginent des plans de restauration, soutiennent modestement que nul autre ne peut avoir leurs vues, se croient capables d'opérer des prodiges; & s'ils arrivoient au ministère, ce ne seroient plus que des roseaux agités par tous les vents, des êtres pusillanimes, qui n'oseroient

roient rien prendre sur eux-mêmes, ou des brouillons menés par l'enthousiasme & l'orgueil.

J. J. Rousseau lui-même, dont on vante, avec tant d'emphase, le contrat social, n'auroit été qu'un pitoyable ministre, ainsi que le confiant Voltaire, malgré les leçons impérieuses qu'il donne aux rois. On peut avoir les plus belles phrases à ses ordres, parler des loix, des réformes, des finances, de la manière la plus séduisante, & manquer de cette sève ministérielle qui constitue le véritable administrateur.

Si le temps n'avoit pas élevé un piédestal à Sully, on le verroit s'oublier tout grand-homme qu'il étoit, en chargeant le peuple d'impôts onéreux, en réunissant dans sa personne des emplois incompatibles, qui ne pouvoient que partager son attention, mais le siècle l'a déifié, & je ne m'y oppose pas (1).

(1) Extrait d'un pamphlet qui parut dans le temps.

Une scène bien différente de celle qui fut toute à la gloire de M. Necker se préparoit pour le lendemain.... L'archevêque de Paris étoit à la tête de la minorité du clergé, le peuple; pour l'en punir, l'attendit le matin au sortir de la salle, & brisa les glaces de sa voiture. Son cocher fut blessé, & ne dut peut-être son salut qu'à la vitesse de ses chevaux. Quelques autres ecclésiastiques furent insultés & assaillis à coups de pierres..... Le soir, ce même peuple se porta en foule au couvent de la mission, où logeoit l'archevêque, en demandant qu'il signe l'arrêté de la majorité. Les gardes du corps & les suisses dissipèrent facilement cette émeute.... Le peuple essayoit ses forces; il vouloit faire trembler à son tour, ceux qui se faisoient appeler ses maîtres.... On auroit pu employer la douceur plutôt que les baïonnettes pour le calmer, & la voix publique a reproché, à ce même d'Agout, qui cueillit de si nobles lauriers au siège du palais, sous le ministère de l'archevêque de Sens, d'avoir mutilé un

enfant d'un coup de sabre ; c'étoit annoncer au peuple qu'il devoit marcher au combat avec des armes égales.

Quelques curés , & le recteur de l'université de Paris , se présentèrent à la salle , le 25 , pour y faire vérifier leurs pouvoirs. Ils éprouvèrent le même accueil que ceux qui les avoient précédés. Nous osons dire que si tous les députés aux états-généraux étoient une fois réunis , ils n'auroient bientôt plus qu'un même vœu , qu'un même sentiment , & que nous abjurerions à jamais le souvenir de nos funestes divisions. Au reste , nous ne perdons pas encore l'espoir d'une réunion générale. Ses avantages sont trop précieux pour ne pas frapper tous les esprits. Si quelques-uns persistent dans leur obstination , le bien public s'opérera plus lentement , sans doute , mais il s'opérera ; nulle puissance humaine ne sauroit l'empêcher ; & les machinations des ennemis de la paix sont d'autant plus criminelles , qu'il ne reste , dans les circonstances , au gouvernement que le triste

pouvoir d'enfanguanter une révolution déjà faite.

M. Mounier fit une motion dont le but étoit de présenter une adresse au roi , pour lui demander que les troupes eussent à se retirer des environs de la salle des états libres & généraux , attendu que leur présence étoit incompatible avec la liberté de l'assemblée , & que si le roi ne les écartoit pas , l'assemblée nationale se verroit forcée de se transférer ailleurs. On n'eut pas le temps de délibérer sur cette motion ; elle fut renvoyée à une autre séance.

Un spectacle plus grand & plus pompeux , plus intéressant & plus sensible , plus fait pour les bons citoyens , nous appelle dans la salle nationale..... Un des membres de la minorité de la noblesse avoit écrit à M. le duc de Luxembourg.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT ,

C'EST avec la douleur la plus vive que nous nous sommes déterminés à une démarche qui nous éloigne , dans ce mo-

ment, d'une assemblée pour laquelle nous sommes pénétrés de respect, & dont chaque membre a des droits personnels à notre estime; mais nous regardons comme un devoir indispensable, de nous rendre à la salle où se trouve la pluralité des états-généraux.

Nous pensons qu'il ne nous est plus permis de différer un instant, de donner à la nation une preuve de notre zèle; & au roi un témoignage de notre attachement à sa personne, en proposant & en prenant, dans les affaires qui concernent le bien général, une réunion d'avis & de sentimens, que sa majesté regarde comme nécessaire dans la crise actuelle, & comme devant opérer le salut de l'état.

Le plus ardent de nos vœux seroit sans doute de voir notre opinion adoptée par la chambre de la noblesse tout entière; c'est sur ses pas que nous eussions voulu marcher: & ce parti, que nous nous croyons obligés de prendre sans elle, est, sans contredit, le plus grand acte de dévouement dont

l'amour de la patrie puisse nous rendre coupables. Mais dans la place que nous occupons, il ne nous est plus permis de suivre les règles qui dirigent les hommes privés; le choix de nos commettans a fait de nous des hommes publics. Nous appartenons à la France entière, qui veut, par-dessus tout, des états-généraux, & à des commettans qui ont le droit d'y être représentés.

Tels sont, monsieur le président, nos motifs & notre excuse. Nous eussions eu l'honneur de porter nous-mêmes à la chambre de la noblesse la résolution que nous avons prise; mais vous avez assuré l'un de nous qu'il étoit plus respectueux pour elle de remettre notre déclaration entre vos mains; nous avons en conséquence l'honneur de vous prier de vouloir bien en rendre compte.

Nous sommes avec respect, &c.

Effectivement, sur les onze heures, la minorité de la noblesse, au nombre de quarante-sept, parmi lesquels se trouvoit

M. le duc d'Orléans, se présenta à la salle nationale.

Discours de M. de Clermont-Tonnerre.

« Impatiens, autant que vous, Messieurs, de travailler au bonheur de la patrie, à la régénération de la France, au soulagement du peuple, il y a déjà long-temps que nous aurions cédé aux cris de nos consciences, à l'impulsion du patriotisme qui nous anime, ainsi que vous, si nous n'eussions été retenus, & en quelque façon enchaînés par des mandats impératifs. Ce jour est pour nous un jour de joie & d'allégresse; qu'il tardoit au gré de nos cœurs de le voir arriver, ce jour à jamais solennel de la réunion des ordres ! Notre satisfaction seroit à son comble, si elle n'étoit troublée par la douleur profonde que nous ressentons d'être séparés de ceux qui, retenus dans leur chambre par des pouvoirs exprès & un serment rigoureux, sont déjà réunis de cœur & d'esprit à l'assemblée nationale. Nous au-

rons , sans doute , le bonheur de les voir incessamment se rendre avec nous ; leurs commettans se rendront à la bonté & à la justice de leurs raisons ; ils satisferont aux vœux & aux desirs de leurs dignes représentans , qui , chargés de nouveaux pouvoirs , s'empresseront de se réunir dans la salle générale.

Réponse de M. Bailly , président de l'assemblée nationale.

M E S S I E U R S ,

Votre présence répand ici la consolation & la joie. Nous disions , en recevant MM. du clergé , qu'il nous restoit des vœux à former , qu'il manquoit des frères à cette auguste famille. Ces vœux ont été presque aussi-tôt remplis que formés. Nous voyons un prince illustre , une partie imposante & respectable de la noblesse françoise ; nous nous livrons à la joie de la recevoir , à l'espérance d'y voir réunir la totalité de cette noblesse. Oui , Messieurs ,

ce qui nous manque , nous sera rendu. Nos frères viendront ici , c'est la raison & la justice , c'est l'intérêt de la patrie qui les appellent & qui nous en répondent.

Travaillons de concert à la régénération du royaume , au soulagement du peuple ; nous porterons la vérité au pied du trône , & sa voix sera entendue par un roi dont la religion peut être surprise , mais dont les intentions sont justes & la bonté inaltérable ; par un roi qui désire l'union aujourd'hui effectuée , & qui sera toujours le père de ses peuples.

On a nommé pour la noblesse , comme on avoit fait pour le clergé , seize nouveaux commissaires , pour procéder avec ceux que l'assemblée nationale avoit déjà chargés de la vérification des pouvoirs.

La proposition d'une adresse au roi , pour demander le renvoi des troupes qui environnent la salle des états-généraux , a été reprise & soutenue par M. Barnave ; & il a été arrêté qu'on enverroit une députation à sa majesté ; mais au moment où l'on s'oc-

cupoit de cet objet, on a appris qu'il y avoit de la fermentation hors de la salle; que le peuple irrité sans doute du spectacle des baïonnettes, menaçoit de se porter à quelque extrémité pour forcer l'entrée. Cependant le bruit augmentoit; la prudence vouloit qu'on cherchât tous les moyens possibles de le calmer.

M. Barnave ayant alors pris la parole, il est étrange, dit-il, & surprenant que l'on veuille défendre à la nation l'entrée de la salle nationale! C'est dans ce lieu auguste où l'on stipule ses intérêts, où l'on décide de son sort. C'est donc sous ses yeux que nous devons agir; c'est en face de la nation que nous devons opérer; d'ailleurs, c'est un point arrêté dans l'assemblée nationale, &c. Nous environner de gardes, comme on fait, c'est manquer à la nation, c'est l'insulter dans ses représentans. Peut-on délibérer en liberté au milieu des armes? Sommes-nous au milieu d'un camp? Oui, cette liberté si préconisée, si promise, est nulle & chimérique. Doit-on s'étonner

après cela, que les têtes se montent, que les esprits s'échauffent & s'aigrissent, que le peuple se révolte, & que les émeutes soient fréquentes? Tout rentreroit dans le calme & dans l'ordre, si les représentans de la nation n'étoient plus environnés de soldats, &c. Un membre de la noblesse dit qu'il falloit députer au peuple trois membres des trois ordres, pour lui apprendre la réunion. M. Rabaud de Saint-Etienne ajouta qu'il falloit encore lui annoncer que l'assemblée, qui ne cessoit de s'occuper de ses intérêts, avoit arrêté d'envoyer une députation pour prier le roi de rendre les entrées de la salle libres.

M. l'archevêque de Vienne, M. de Clermont-Tonnerre, & M. Bailli furent envoyés; leur présence dissipa le bruit, & rétablit le calme.

Le peuple, prêt à braver les sabres & les baïonnettes, respecta de simples conseils qui lui parurent dictés par un zèle véritable pour ses intérêts.... Tel est le peuple, surtout le peuple françois; il obéit à des invi-

tations , il se fait égorger pour des menaces.... A l'ouverture de la séance du 25, l'évêque d'Autun & celui d'Orange se présentèrent pour soumettre leurs pouvoirs à la vérification; sur-le-champ M. Bailli annonça une députation de 20 électeurs du tiers-état de Paris; on s'empressa de les faire entrer; ils furent reçus au milieu des applaudissemens universels de toute la salle. M. Moreau de Saint-Meri fit un discours rempli de sensibilité, qu'il termina par la lecture de l'adresse suivante.

« L'assemblée des électeurs du tiers-état de la ville de Paris, pénétrée de respect & de reconnoissance pour la conduite sage, ferme & patriotique de l'assemblée nationale, profite du premier moment où elle a pu se réunir, après des tentatives longtemps inutiles, pour lui porter l'expression de tous ses sentimens, & lui déclarer son adhésion invariable à ses délibérations, & particulièrement à celles du 17 de ce mois. Elle en soutiendra les motifs dans tous les temps & dans toutes les circonf-

tances. Elle consacra à jamais dans son souvenir les noms des membres du clergé & de la noblesse qui se sont réunis à l'assemblée nationale ».

M. le président ayant fait ses remerciemens à la députation, on posa des banquettes entre le clergé & la noblesse, & MM. les électeurs furent invités à y prendre place.

Le bureau de vérification fit ensuite le rapport concernant les pouvoirs des députés du clergé & de la noblesse.

Quand le rapporteur en fut aux pouvoirs du comte de Lally-Tolendal, il lut le discours suivant, que M. de Tolendal ne put lire lui-même, parce qu'il étoit indisposé.

M E S S I E U R S ,

« Je me présente à cette auguste assemblée, adhérant de cœur & d'esprit à ses dispositions ; mais n'étant point maître de ma volonté sur tous les objets, je viens me soumettre à une vérification commune ;

elle a toujours été dans mes principes ainsi que dans mon cœur, & elle ne m'étoit pas interdite par mon mandat.

Malheureusement, le mandat ne m'a pas laissé aussi libre pour l'opinion par tête. Il est possible qu'il paroisse moins limitatif à d'autres députés, dont je respecte la délicatesse, autant que je crois à la mienne, & dont les vertus & les lumières doivent rendre l'opinion imposante; mais l'obligation qu'entraîne un serment dépend de l'idée qu'on y attache en le prêtant. Or, dans l'instant où j'ai prêté le mien, je me suis cru & je me crois encore invinciblement enchaîné à l'opinion par ordre.

On ne transige point avec la conscience; c'est elle qui m'a impérieusement ordonné une démarche douloureuse, consolante & sacrée, à laquelle je viens de me déterminer; mais c'est elle aussi qui m'ordonne, non moins impérieusement, de retourner à mes commettans, & de leur demander de nouveaux pouvoirs.

S'ils sont conformes aux vœux de mon cœur, je ne crains pas de le dire, aux besoins de la patrie, je reviens, Messieurs, m'éclairer à vos lumières, m'enflammer par vos vertus, & joindre ma foible contribution à ces immenses & glorieux travaux, par lesquels vous allez assurer le bonheur de la France, celui de tous les ordres de ses citoyens, & celui du monarque digne de leur amour.

Si ma liberté ne m'est pas rendue alors, Messieurs, je remets, avec résignation, à mes commettans, une mission que je ne croirois plus pouvoir remplir fructueusement, & mes vœux, mes regrets, mes respects vous suivront de loin dans votre noble & brillante carrière.

Ma résolution est invariable. Je ne fais, Messieurs, si ma conduite vous paroît fondée, mais j'ose vous assurer que mon motif est pur; & si c'est une erreur, je demande votre indulgence pour une erreur de probité.

Je vous prie de vouloir bien me donner

acte du discours que je laisse signé sur le bureau, en y déposant mes pouvoirs ».

Dans la salle de l'assemblée nationale, ce 26 juin 1789. *Signé* DE LALLY-TOLENDAL, député des citoyens nobles de Paris....

Ce discours fit naître des réclamations. M. Target demanda qu'on prononçât irrévocablement sur les pouvoirs impératifs. M. Freteau répondit qu'on ne pourroit décider cette question qu'après la vérification entière des pouvoirs; que cependant il falloit insérer, dans le procès-verbal, le discours de M. de Lally - Tolendal. M. Mounier représenta que, si on l'inséroit, il falloit aussi parler de la motion de M. Target

Cette discussion fut interrompue par M. Bailly. Il annonça que la noblesse alloit envoyer une députation; & sur le champ on laissa de côté la matière mise en délibération, pour s'occuper de la majorité de la noblesse. D'abord, plusieurs personnes
en

ne vouloient pas recevoir la députation ; c'étoit l'avis de M. Bailly. M. Freteau s'efforça de concilier toutes les opinions. Il représenta qu'on ne pouvoit se dispenser de les recevoir , de leur ouvrir les portes , non comme aux députés de la chambre de la noblesse , mais comme aux députés des bailliages dont ils étoient les représentans. Cette qualité , ajouta-t-il , est celle qui leur appartient , d'autant plus que MM. de la noblesse , qui sont membres de l'assemblée nationale , ont vérifié leurs pouvoirs. M. l'archevêque de Vienne appuya les réflexions de M. Freteau. Nous ignorons , dit-il , quelles seront les propositions de ceux qui demandent audience ; nous ne devons les recevoir que comme des gentilshommes députés aux états-généraux , qui apportent des paroles de paix & de consolation.

M. Garat fut également de l'avis des préopinans ; il convint que les députés de la majorité de la noblesse ne devoient

Mém. hist. & polit., tome II. L

point parler au nom de l'ordre de la noblesse , à l'ordre du tiers-état.

M. de Mirabeau, sans trop dévoiler son opinion , s'attacha aux réflexions de M. Freteau. Il prétendit qu'on ne pouvoit les regarder comme gentilshommes députés des bailliages , parce que MM. de la noblesse attestoient que leurs pouvoirs étoient en règle ; que la vérification qu'ils en avoient faite , étoit illégale , & que , sur une vérification illégale , on ne pouvoit prendre aucun parti ; que l'attestation , que donnoient MM. de la noblesse , étoit inutile.

Ce reproche piqua M. Freteau : il demanda à l'assemblée la permission de répliquer. Il commença d'abord par exposer ses sentimens ; ensuite il ajouta que s'il avoit tardé à se réunir à l'assemblée nationale , il n'en avoit jamais été divisé par sa façon de penser , & que peut-être son opinion étoit encore plus forte que celle manifestée dans l'arrêté du 17 ; qu'au lieu de se constituer en *assemblée nationale* ,

il avoit pensé que les communes auroient eu le droit de se constituer en *états-généraux*.

Cette espèce de justification fut très-accueillie. Il continua de répondre à M. de Mirabeau, en soutenant qu'on ne pouvoit s'empêcher de recevoir les députés de la majorité comme députés des nobles des bailliages ; qu'enfin, on ne pouvoit pas plus leur fermer la porte, qu'à MM. les électeurs de la ville de Paris.

Ces raisons déterminèrent l'assemblée. On s'occupa de la manière dont on les recevrait, & de la réponse qu'on feroit à leur discours.

M. Target représenta qu'il convenoit à l'assemblée que quatre de MM. de la noblesse, par un mouvement de confraternité, allassent au-devant de la députation, & les amenassent dans l'assemblée, comme des frères qui conduisent leurs autres frères. Il exposa ensuite qu'il falloit se préparer sur un mot que la députation

emploieroit ; qu'elle se serviroit peut-être du mot *tiers-état*.

M. Bailly proposa un projet de réponse : il fut approuvé. Enfin , la députation arriva. L'orateur lut une fort longue délibération , par laquelle la chambre paroissoit accepter la déclaration du roi , en ce qu'elle permettoit aux députés , qui seroient liés par des clauses impératives , de se pourvoir devant leurs commettans , pour en obtenir de nouveaux mandats.

Réponse de M. le président.

L'assemblée nationale me charge de vous dire qu'elle n'a pu vous recevoir que comme les députés nobles , non réunis , de nos concitoyens & de nos frères ; qu'elle est prête à vous admettre dans son sein , avec d'autant plus de plaisir , que vous deviendrez les témoins des sentimens de fraternité & de l'union que vous nous laissez espérer.

Dans ce moment même , M. l'archevêque de Paris se présenta pour la vérifi-

cation de ses pouvoirs ; il exposa , en fort peu de mots , qu'il y avoit long-temps qu'il se seroit rendu dans cette salle , si un pouvoir impérieux n'eût enchaîné sa conscience , & qu'il espéroit de la part de ses commettans , des pouvoirs moins rigoureux.

M. Bailly répondit en ces termes :

Il y a long-temps que nos vœux se porteroient vers vous en particulier ; la preuve de patriotisme que vous nous donnez aujourd'hui , est la dernière couronne qui manquoit à vos vertus.

Ce digne & respectable prélat fut universellement applaudi. Chaque député s'empressa de lui offrir , par les marques publiques de sa joie , le tribut d'hommages dû à ses vertus.

On annonça ensuite une troisième députation des trois ordres de la capitale. Cette nouvelle jeta l'assemblée dans une forte d'incertitude..... Chacun se demandoit s'il étoit convenable de la recevoir ;... la majeure partie de nos législateurs ne

connoissoit pas encore tous ses droits, toute la dignité de ses fonctions..... M. Bailly observa que, quoique la députation fût envoyée par une assemblée *non régulièrement convoquée*, on devoit la recevoir. En conséquence, elle fut accueillie, & l'un de MM. les députés fit lecture de la lettre suivante :

« M. le président, quoique tous les citoyens de la commune de Paris reconnoissent que leurs vœux sont suffisamment exprimés par l'assemblée de leurs électeurs, un grand nombre d'entr'eux ont pensé que, dans l'ardeur du zèle qui les anime, il leur étoit permis de vous en faire parvenir le témoignage d'une manière plus immédiate, sachant avec quelle activité & quelle fermeté vous remplissez les pénibles & glorieuses fonctions qui vous sont confiées; ils ne peuvent différer plus longtemps de vous marquer leur profonde sensibilité. Vos efforts, secondés par ceux de tous nos représentans, ont d'abord fondé notre confiance. Le calme, la sécurité &

la joie que nous goûtons, après des jours de trouble, d'alarmes & de chagrins, sont encore l'ouvrage de votre commune ardeur, redoublée par les circonstances, & celui des autres membres aujourd'hui réunis.

Pénétrés d'une juste admiration pour tant d'actes patriotiques, nous vous supplions, Monsieur, de vouloir bien être l'interprète de nos sentimens auprès de nos représentans, dont l'ame sublime s'est manifestée courageusement, auprès des illustres & respectables membres du clergé qui se sont publiquement déclarés nos frères, & qui, par leur réunion à l'assemblée nationale, ont acquis un nouveau titre aux hommages de la génération présente, & à ceux de la postérité; réunion qui imprimera dans l'esprit des peuples un caractère, pour ainsi dire, plus sacré aux délibérations qui doivent leur servir de loi.

Enfin, auprès des citoyens nobles, qui sont disposés à confondre l'intérêt particulier dans l'intérêt général, & à ne cher-

cher leur bonheur que dans le bonheur de tous.

Quelle satisfaction pour nous de voir parmi eux le premier prince du sang, objet de la vénération publique!

Il ne nous seroit pas possible de vous peindre avec assez d'énergie la vive reconnaissance de tous les citoyens au nom de qui nous vous parlons, leur amour pour leur roi, leur dévouement à la patrie, leur confiance en leurs représentans.

Nous nous bornons donc à vous exprimer les sentimens de respect & de reconnaissance avec lesquels nous avons tous l'honneur d'être,

De M. le président, les très-humbles & très-obéissans serviteurs & frères. *Signé*;
FOURNIER, PARISSOT, JARON, avocat,
PIAT, négociant, &c.

Réponse de M. le Président.

Messieurs, quoique vous ne soyez pas envoyés par une assemblée régulièrement convoquée, l'assemblée nationale a cru

pouvoir vous admettre ; elle remercie les citoyens de Paris des témoignages de satisfaction qui lui sont adressés.

Vous êtes témoins de l'union qui règne dans cette assemblée , où nous voyons , avec la joie la plus vive , siéger aujourd'hui votre digne archevêque. Vous connoissez notre zèle , & vous pouvez instruire la capitale que nous allons travailler avec ardeur au bien public : mais l'assemblée croit devoir inviter tous les citoyens de Paris à calmer l'agitation qui pourroit s'élever dans le peuple , & à lui faire regarder la paix comme le premier moyen nécessaire au travail de l'assemblée nationale , & à la régénération du royaume.... Nous ne croyons pas pouvoir terminer l'histoire de cette fameuse séance , sans offrir le discours de M. de Sillery de Genlis , député de la noblesse de Reims.

« C'est avec transport que nous reconnoissons parmi vous nos plus chers compatriotes. Au moment de nos élections dans nos provinces , l'amitié avoit suivi

l'estime que chacun de vous nous avoit inspirée , & collectivement nous réclamons de nos concitoyens les mêmes sentimens que nous avons pour eux.

Nous ne cherchons pas à nous prévaloir d'avoir devancé peut-être de quelques jours , dans cette salle , le reste des membres de la noblesse.

La sévérité de quelques-uns de leurs mandats , l'examen du plan proposé par le roi , les empêchent encore de nous rejoindre ; mais l'esprit de justice & l'amour du bien public , qui les distinguent , les ramèneront sans-doute bientôt au milieu de nous.

Oublions , Messieurs , les premiers momens d'inquiétude qui nous ont éloignés ; faisons voir à l'univers que la nation françoise a conservé son antique caractère. Entraînés par nos passions , rassemblés de toutes les parties de ce vaste empire , ayant tous des intérêts à défendre , tenant à nos opinions , & voulant les soutenir impérieusement , il en devoit naturellement

résulter l'effervescence qui , pendant quelques momens , nous a agités : mais envisageons la tempête d'un œil calme & serein ; que nos accès se calment à proportion de l'éloignement des dangers qui nous environnent, ayons par-tout un œil attentif sur tous les abus que nous devons réformer , n'ayons devant les yeux que le bonheur des peuples , qui nous est confié , & que ces motifs sacrés soient le ralliement de nos cœurs & de nos pensées.

Ne perdons jamais de vue le respect que nous devons au meilleur des rois , si digne , par ses vertus personnelles , d'être à jamais l'amour de ses peuples. Il nous appelle ses enfans : ah ! sans doute nous devons tous nous regarder comme une famille réunie , ayant des détails différens dans notre maison paternelle. Il nous offre la paix , acceptons-la sans balancer , & qu'il ne voye pas se flétrir dans ses mains le rameau d'olivier qu'il nous présente.

C'est en présence de la nation assemblée que nous rendons au clergé des hommages

que nous devons à ses vertus. La plupart de vous, Messieurs, témoins & consolateurs des peines des habitans des campagnes, vous nous instruirez des détails attendrissans de leurs souffrances, vous nous aiderez de vos conseils pour trouver les moyens les plus prompts de les soulager.

Et vous, Messieurs, qui réunissez dans votre sein des citoyens distingués dans tous les états, des magistrats éclairés, des littérateurs célèbres, des commerçans fidèles, des artistes habiles, vous nous aiderez de vos lumières & de vos instructions pour procurer à la France les loix nécessaires à la régénération de l'ordre.

Je m'arrête, Messieurs, & mes yeux se fixent sur les habitans des campagnes qui sont parmi vous, dont les travaux respectables servent à nourrir & à enrichir les citoyens de tous les ordres. Si la noblesse de France se glorifie de marcher à la tête des légions pour la défense de la patrie, elle honore également cette milice formidable qui fait la gloire & la sûreté de cet empire.

Fin du second Volume.

DES MATIÈRES. 267

Protestation de la minorité de la noblesse , faite le 19 ,	76.
Députation de la noblesse au roi , le 22 : discours du duc de Luxembourg , président ,	78.
Réponse du roi ,	81.
Le 23 , séance royale ,	82.
Réponse du comte de Mirabeau au maître de cérémonies ,	88.
Arrêté proposé par le même député ,	89.
Réflexion sur la séance royale ,	91.
Les ministres dévoilés ,	92 & suiv.
Conciliabules des princes à Marli ,	105.
Réfutation du mémoire des princes ,	107 & suiv.
M. Necker est conduit à son hôtel par le peuple.	131.
Le lendemain , le même peuple insulte l'archevêque de Paris qui étoit à la tête de la minorité du clergé.	
Lettre de la minorité de la noblesse ,	140.
Réunion de la minorité de la noblesse : discours du comte Stanislas de Clermont-Tonnerre ,	143.
Réponse de M. Bailli ,	144.
M. Barnave reprend la motion de M. Mounier au sujet du renvoi des troupes ,	146.
Fermentation du peuple autour de l'assemblée nationale : discours de M. Barnave ,	146.
Trois membres de l'assemblée sortent & réussissent	

à appaiser le tumulte ,	147.
Députation des électeurs de Paris : discours de M. Moreau de Saint-Merri ; lecture d'une adresse qu'ils étoient chargés de remettre ; ils assistent à la séance ,	148.
Discours de M. de Lally-Tolendal au moment de la vérification de ses pouvoirs ,	149.
Discussion à ce sujet : on annonce une députation de la noblesse , les uns veulent la recevoir , d'autres s'y refusent. Elle est reçue ,	152.
Députation des habitans de Paris ,	157
Réponse du président ,	160
Discours de M. Silleri de Genlis ,	161

Fin de la Table des Matières.

Fautes à corriger.

Page 27 , ligne 12 , après lesquels ; *lisez* , d'après
lesquels.

Page 34 , ligne 8 , être connus ; *lisez* , & reconnus.

Page 38 , ligne 4 , carrière ; *lisez* , barrière.

Page 40 , ligne 11 , on remarque ; *lisez* , remarqua.

Page 53 , ligne 17 , descendre , *lisez* , paroître.

Page 105 , ligne 10 , la nation eût été flatté ; *lisez* ,
eût été flattée.

Page 116 , lig. première , ce capitaineries ; *lisez* , de.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.



RECUEIL

DES PIÈCES JUSTIFICATIVES

ET autres objets nécessaires pour l'intelligence &
la perfection de cet ouvrage.

*PIÈCES relatives à la première assemblée des
notables , tenue à Versailles en 1787.*

DÉCLARATION DU ROI.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI
DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous
ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT.
Depuis notre avènement au trône , nous avons
toujours eu à cœur de maintenir chacun de nos
sujets dans tous les droits auxquels ils peuvent pré-
tendre. Le désir dont nous sommes animés pour
le bonheur de nos peuples , nous ayant fait convo-
quer en ce lieu une assemblée composée d'une partie
des plus notables personnages de notre royaume ,
dont la fidélité , l'attachement à notre personne ,
& le zèle pour la gloire & la splendeur de notre
état , nous sont connus ; & fait désirer que parmi

Tome I. Pièces just.

A

eux il y eût un nombre de prélats, gentilshommes, magistrats & officiers municipaux de nos principales villes, pour être aidés de leurs conseils, comme ils ont aidé les rois nos prédécesseurs & nous, de leurs lumières & même de leur sang, pour le maintien de notre royaume & la prospérité de nos armes; ils ont satisfait à notre volonté, & pris la place que nous leur avons expressément choisie, & que nous avons commandé à nos officiers des cérémonies, de leur donner de notre part, comme honorable & avantageuse; & parce que quelques-uns pourroient n'être pas satisfaits à cause de leur dignité personnelle, ces places n'étant celles qu'ils ont accoutumé de tenir aux états-généraux, lits de justice & autres cérémonies auxquelles ils se trouvent en corps; nous leur avons voulu déclarer, comme nous faisons par ces présentes, mues de la bonne volonté que nous avons toujours eue pour les prélats & noblesse de notre royaume, & autres nos sujets, que notre intention n'a point été en cette convocation, de tenir une assemblée d'états, lit de justice ou autre de pareille nature, & que nous leur avons ordonné cette séance proche de notre personne & de ceux qui présideront en notre absence, comme très-honorable, avantageuse & convenable à l'action, tant de l'ouverture de ladite assemblée, que de la continuation d'icelle, sans

J U S T I F I C A T I V E S. 3

qu'elle puisse préjudicier ni rien diminuer des honneurs & prérogatives qui leur sont ordinairement attribués , & que nous entendons & voulons leur êtres conservés. *Mandons* à ces fins à tous qu'il appartiendra , que du contenu en ces présentes ils les laissent user pleinement & paisiblement : *Car tel est notre plaisir*. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. *Donné* à Versailles le vingt-deuxième jour de février , l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-sept , & de notre règne le treizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas* , par le Roi. LE BARON DE BRETEUIL.

LISTE DES BUREAUX.*Premier Bureau.*

MONSIEUR, président.

MESSIEURS,

L'ARCHEVÊQUE de Narbonne.

L'évêque de Nevers.

Le duc de la Rochefoucauld.

Le maréchal de Contades.

Le maréchal de Beauvau.

Le duc du Châtelet.

Le comte de Brienne.

Le baron de Flachslanden.

De Sauvigny, conseiller d'état.

De Fourqueux, conseiller d'état.

Le premier président du parlement de Paris.

Le président d'Ormesson.

Le président de Saron.

Le président de Lamoignon.

Le procureur général du parlement de Paris.

Le député du clergé de Languedoc.

Le député de la noblesse de Bretagne.

Le prêteur royal de Strasbourg.

Le prévôt des marchands de Lyon.

Le maire de Marseille.

Le maire de Rouen.

Second Bureau.

M^{gr}. COMTE D'ARTOIS, président.

MESSIEURS,

L'ARCHEVÊQUE de Toulouse.

L'Evêque de Langres.

Le duc de Harcourt.

Le maréchal de Stainville.

Le prince de Robecq.

Le duc de Laval.

Le duc de Guines.

Le marquis de la Fayette.

Lambert, conseiller d'état.

De Villedeuil, maître des requêtes.

Le premier président de la chambre des comptes
de Paris.

Le premier président du parlement de Bordeaux.

Le premier président du parlement de Nanci.

Le procureur général du parlement d'Aix.

Le député du clergé des états d'Artois.

L'élu général de la noblesse de Bourgogne.

Le prévôt des marchands de Paris.

Le lieutenant civil de Paris.

Le maire de Montpellier.

Le maire de Bourges.

Le maire de Limoges.

Troisième Bureau.

M^r. LE DUC D'ORLÉANS, président.

M E S S I E U R S ,

L'ARCHEVÊQUE d'Aix.

L'évêque de Nanci.

Le duc de Clermont-Tonnerre,

Le maréchal de Broglie,

Le comte de Thiard,

Le comte de Rochechouart.

Le marquis de Bouillé.

De Vidaud, conseiller d'état.

Bertier, maître des requêtes.

Le premier président du parlement de Grenoble,

Le premier président du parlement de Rouen.

Le premier président de la cour des Aides de Paris.

Le procureur général du parlement de Toulouse,

Le procureur général du parlement de Rennes,

Le député de la noblesse d'Artois.

Le député du tiers-état de Bretagne,

Le maire d'Orléans,

Le maire d'Amiens,

Le maire de Nanci,

Quatrième Bureau.

M^{rs}. LE PRINCE DE CONDÉ, président.

M E S S I E U R S ,

L'ARCHEVÊQUE d'Arles.

L'évêque de Blois.

Le duc de Béthune-Charost.

Le maréchal d'Aubeterre.

Le comte d'Esling.

Le marquis de Langeron.

Le marquis de Mirepoix.

De Bacquencourt, conseiller d'état.

De Néville, maître des requêtes.

Le premier président du parlement de Dijon.

Le premier président du parlement de Besançon.

Le procureur général de la chambre des comptes
de Paris.

Le procureur général du parlement de Pau.

L'élu général du clergé de Bourgogne.

Le député de la noblesse de Languedoc.

Le député du tiers-état d'Artois.

Le premier capitoul de Toulouse.

Le lieutenant de maire de Bordeaux.

Le prévôt de Valenciennes.

Cinquième Bureau.

M^{rs}. LE DUC DE BOURBON, président.

M E S S I E U R S ,

L'ARCHEVÊQUE de Reims.

L'évêque d'Alais.

le duc de Nivernois.

Le maréchal de Mailly.

Le comte d'Egmont.

Le comte de Puysegur.

Le marquis de Choiseul-la-Baume.

Le Noir, conseiller d'état.

Esmangart, maître des requêtes.

Le premier président du parlement d'Aix.

Le premier président du parlement de Pau.

Le premier président du parlement de Metz.

Le premier président du conseil souverain d'Alsace.

Le procureur général du parlement de Dijon.

Le procureur général de la cour des aides de Paris.

L'élu général du tiers-état de Bourgogne.

Le mayeur de Lille.

Le maire de Troyes.

Le maire de Reims.

Sixième Bureau.

M^{rs}. LE PRINCE DE CONTI, président.

M E S S I E U R S ,

L'ARCHEVÊQUE, de Paris.

L'évêque de Rodès.

Le duc *de Luxembourg*.

Le maréchal *de Vaux*.

Le duc *de Rohan-Chabot*.

Le marquis *de Croix d'Euchin*.

De la Galaisiere, conseiller d'état.

Le premier président du parlement de Rennes.

Le premier président du parlement de Flandre.

Le procureur général du parlement de Bordeaux.

Le procureur général du parlement de Grenoble.

Le procureur général du parlement de Metz.

Le procureur général du parlement de Besançon.

L'avocat général du conseil souverain d'Alsace.

Le député du tiers-état de Languedoc.

Le maire de Bayonne.

Le maire de Tours.

Le maître échevin de Metz.

Le maire de Clermont.

Septième Bureau.

M^r. LE DUC DE PENTHIEVRE , président.

M E S S I E U R S ,

L'ARCHEVÊQUE de Bordeaux.

L'Evêque du Puy.

Le maréchal *de Mouchy*.

Le duc *de Croy*.

Le Comte *de Périgord*.

Le marquis *de Gouvernet*.

Le comte *de Montboissier*.

Bouin , conseiller d'état.

Le premier présent du parlement de Toulouse.

Le premier président du conseil souverain de Roussillon.

Le procureur général du parlement de Rouen.

Le procureur général du parlement de Flandre.

Le procureur général du parlement de Nancy.

Le procureur général du conseil souverain de Roussillon.

Le député du clergé de Bretagne.

Le maire de Caën.

Le maire de Montauban.

Le procureur-Syndic de Nantes.

Le premier échevin de Paris.

DISCOURS DU ROI.

MESSIEURS, je vous ai choisis dans les différens ordres de l'état, & je vous ai rassemblés autour de moi pour vous faire part de mes projets.

C'est ainsi qu'en ont usé plusieurs de mes prédécesseurs, & notamment le chef de ma branche, dont le nom est resté cher à tous les français, & dont je me ferai gloire de suivre toujours les exemples.

Les projets qui vous seront communiqués de ma part sont grands & importans. D'une part, améliorer les revenus de l'état, & assurer leur libération entière par une répartition plus égale des impositions; de l'autre, libérer le commerce des différentes entraves qui en gênent la circulation, & soulager, autant que les circonstances me le permettent, la partie la plus indigente de mes sujets : telles sont, Messieurs, les vues dont je suis occupé & auxquelles je me suis fixé, après le plus mûr examen. Comme elles tendent toutes au bien public, & connoissant le zèle pour mon service dont vous êtes tous animés, je n'ai point craint de vous consulter sur leur exécution; j'entendrai & j'examinerai attentivement les observations dont vous les croirez susceptibles. Je compte que vos avis, conspirant tous au même but, s'accorderont facilement, & qu'aucun intérêt particulier ne s'élèvera contre l'intérêt général.

DISCOURS

De Mgr. le Garde des Sceaux. (M. de Miromesnil.)

MESSIEURS ,

LE ROI, moins touché de l'éclat dont son trône est environné , que de la véritable gloire réservée aux monarques uniquement occupés du bonheur de leurs sujets , vous a assemblés , afin de vous commander les vues dont il est animé pour l'avantage des peuples dont il est le père , & pour assurer la prospérité d'une nation distinguée de tout temps par l'amour réciproque du souverain & de ses sujets.

Depuis l'avènement de sa majesté à la couronne , chaque année de son règne a été marquée par des actes dignes de sa justice , de sa bonté & de sa vigilance. On a vu les premiers tribunaux du royaume reprendre leur ancien lustre ; les forces maritimes de la France se régénérer , la discipline militaire se perfectionner , l'agriculture & le commerce recevoir de nouveaux encouragemens : telle a été, Messieurs, l'influence des premiers regards de sa majesté , sur les états que la providence divine a soumis à son empire.

La vie entière d'un monarque vertueux , est une longue suite de travaux que la nécessité commande

sans cesse , & que la grandeur de son ame ne lui permet jamais d'interrompre. Persuadé de cette vérité , le roi est dans la résolution de prendre de justes mesures pour soulager ses peuples , établir dans l'administration des finances un ordre que rien ne puisse altérer , & réformer les abus qui pourroient rendre moins efficaces les soins paternels auxquels sa majesté se livre toujours avec un nouveau courage.

Il est impossible que tous les sujets d'un grand royaume jouissent , chacun dans leur condition , d'un bonheur égal ; mais il ne l'est pas d'adoucir le sort de ceux qu'aucune puissance humaine ne sauroit préserver du malheur.

Assurer la tranquillité de ceux auxquels la providence a accordé une fortune plus considérable , protéger les talens de ceux qui peuvent trouver dans leur industrie des moyens d'augmenter leur fortune & leur aisance ; procurer au peuple la ressource de trouver sa subsistance dans le fruit de son travail : tels sont , Messieurs , les objets que le roi se propose de remplir.

Sa majesté s'est convaincue , par une étude approfondie , des avantages & des ressources de la France , ainsi que par l'expérience que douze années de règne lui ont acquise , que les moyens les plus sûrs d'y parvenir sont de rendre plus exacte &

plus équitable la répartition, des subsides indispensables pour subvenir aux charges de l'état ; de rendre la perception plus simple & moins onéreuse , de choisir , par un juste discernement , les genres d'impositions qui tombent le moins sur la classe de ses sujets la plus indigente ; d'assurer à jamais le gage des dettes de l'état , d'en diminuer la masse par les effets d'une sage économie , enfin , de se préparer des ressources pour repousser , sans être obligé de surcharger ses sujets , les efforts d'ennemis étrangers qui voudroient un jour troubler la paix que sa majesté a donnée à l'europe.

C'est pour vous consulter , Messieurs , sur ces grands objets que le roi vous a choisis ; je n'ai pas besoin de vous faire sentir le prix de la confiance dont sa majesté vous honore ; je vois dans vos yeux la reconnoissance dont vos ames sont pénétrées.

Ministres d'une religion sainte , que les rois précédesseurs de sa majesté ont toujours défendue , & qu'elle ne cessera jamais de protéger , vous avez reconnu dans tous les temps que c'est de la munificence du souverain que vous tenez les biens attachés à vos églises , & vous vous êtes toujours portés avec zèle à contribuer aux besoins de l'état.

Et vous , Messieurs , qui , à l'exemple de vos ancêtres , ne connoissez d'autre bonheur & d'autre

gloire que l'avantage de verser votre sang pour la défense du roi & de l'état, vous qui savez réunir à cette haute valeur, dont vos races tiennent leur illustration, la sagesse dans les conseils lorsque sa majesté vous y rappelle;

Magistrats, qui partagez le dépôt précieux de la portion la plus essentielle de l'autorité royale, qui présidez aux jugemens de ces corps recommandables, dont le ministère consiste non-seulement à protéger la veuve & l'orphelin, & à rendre une exacte justice, mais encore à éclairer la religion du monarque sur tout ce qui intéresse le bien de son service;

Vous enfin, chefs zélés de ces cités toujours fidelles, toujours affectionnées à leur auguste souverain :

Le roi compte, Messieurs, que vous vous réunirez tous, afin de donner à sa majesté, par la sagesse de vos avis, de nouvelles preuves de votre respect, de votre amour & de votre zèle.

DISCOURS

De M. le Contrôleur général. (de Calonne.)

MESSIEURS,

C E qui m'est ordonné dans ce moment m'honore d'autant plus, que les vues dont le roi me charge de vous présenter l'ensemble & les motifs, lui sont devenues entièrement personnelles par l'attention très-suivie que sa majesté a donnée à chacune d'elles avant de les adopter.

La seule résolution de vous les communiquer, & les paroles toutes paternelles que vous venez d'entendre de sa bouche, suffisent sans doute pour exciter en vous la plus juste confiance ; mais ce qui doit y mettre le comble, ce qui doit y ajouter l'émotion de la plus vive sensibilité, c'est d'apprendre avec qu'elle application, avec qu'elle assiduité, avec quelle constance le roi s'est livré au travail long & pénible qu'ont exigé, d'abord l'examen de tous les états que j'ai mis sous ses yeux, pour lui faire connoître, sous tous les points de vue, la véritable situation de ses finances, ensuite la discussion de chacun des moyens que je lui ai proposés pour les améliorer & y rétablir l'ordre.

Après

Après avoir créé une marine & rendu le pavillon français respectable dans toutes les mers ; après avoir protégé & affermi la liberté d'une nouvelle nation qui , démembrée d'une puissance rivale , est devenue notre alliée ; après avoir terminé une guerre honorable par une paix solide , & s'être montré à toute l'europe digne d'en être le modérateur , le roi ne s'est pas livré à une stérile inaction ; sa majesté ne s'est point dissimulée combien il lui restoit à faire pour le bonheur de ses sujets , premier objet de tous ses soins , & véritable occupation de son cœur.

Assurer à ses peuples des relations de commerce tranquilles & étendues au-dehors ;

Leur procurer au-dedans tous les avantages d'une bonne administration ;

C'est ce que le roi s'est proposé , c'est ce qu'il n'a pas cessé d'avoir en vue.

Déjà d'heureux effets ont prouvé la sagesse des mesures prises par sa majesté.

Déjà des traités de commerce conclus presque au même instant avec la Hollande , avec l'Angleterre & avec la Russie , ont fait disparaître des principes exclusifs , aussi contraires aux loix sociales qu'à l'intérêt réciproque des nations , ont cimenté les bases de la tranquillité publique , & ont fait voir à l'Europe ce que peut l'esprit pacifique & modéré d'un

prince aussi juste que puissant , pour multiplier & fortifier les précieux liens de cette concorde universelle si désirable , pour l'humanité entière.

Déjà aussi les affaires de l'intérieur ont pris la direction qui doit conduire à la prospérité de l'état.

La plus parfaite fidélité à remplir tous les engagements , a rendu au crédit le ressort qu'il ne peut avoir que par l'effet d'une confiance méritée.

Des témoignages de protection donnés au commerce , des encouragemens accordés aux manufactures ont ranimé l'industrie & produit par-tout cette utile effervescence dont les premiers fruits en promettent de plus abondans pour l'avenir.

Enfin , le peuple a reçu des commencemens de soulagemens qu'il n'étoit pas possible de rendre ni plus prompts , ni plus considérables , avant d'avoir rétabli l'ordre dans les finances de l'état.

C'est cet ordre qui est le principe & la condition essentielle de toute économie réelle ; c'est lui qui est la véritable source du bonheur public.

Pour l'asseoir sur une base solide , & pour pouvoir balancer les recettes avec les dépenses , il falloit nécessairement commencer par liquider le passé , par solder l'arriéré , par se remettre au courant dans toutes les parties.

C'étoit le seul moyen de sortir de la confusion des exercices entre-mêlés l'un dans l'autre , & de

pouvoir distinguer ce qui appartient à chaque année, séparer l'accidentel de l'état ordinaire, & voir clair dans la situation.

Trois années ont été employées à ce préliminaire indispensable, & ces trois années n'ont pas été perdues.

Lorsqu'à la fin de 1783, le roi daigna me confier l'administration de ses finances, elles étoient, on ne l'a que trop su, dans l'état le plus critique.

Toutes les caisses étoient vides, tous les effets publics baissés, toute circulation interrompue; l'alarme étoit générale, & la confiance détruite.

En réalité, il y avoit 220 millions à payer pour restant des dettes de la guerre, plus de 80 millions d'autres dettes exigibles, soit pour l'arriéré des dépenses courantes, soit pour l'acquittement de plusieurs objets conclus ou décidés antérieurement; 176 millions d'anticipations sur l'année suivante; 80 millions de déficit dans la balance des revenus & dépenses ordinaires; le paiement des rentes excessivement retardé; le tout ensemble faisant un vide de plus de 600 millions: & il n'y avoit ni argent ni crédit.

Le souvenir en est trop récent, pour qu'il soit besoin de preuves; & d'ailleurs j'ai mis sous les yeux du roi tous les états justificatifs: sa majesté les a vus & examinés; ils sont restés entre ses mains.

Aujourd'hui l'argent est abondant , le crédit est rétabli , les effets publics sont remontés , leur négociation est fort active , & sans le trouble causé par les effets de l'agiotage (fléau éphémère que les mesures prises par sa majesté feront bientôt disparaître) , elle ne laisseroit rien à désirer.

La caisse d'escompte a repris toute la faveur qui lui est dûe , & qui ne pourra que s'accroître par l'extension de son utilité.

Les billets des fermes , & tous les autres genres d'assignation , sont en pleine valeur.

Les dettes de la guerre sont acquittées , tout l'arriéré est soldé , toutes les dépenses sont au courant.

Le paiement des rentes n'éprouve plus le moindre retard ; il est enfin ramené au jour même des échéances , & 48 millions d'extraordinaire ont été employés à cet utile rapprochement qu'on n'avoit pas encore vu , & qu'on osoit espérer.

Trente-deux millions du restant des rescriptions suspendues sous le dernier règne , ont été remboursés avant leur terme ; & leur nom , qui étoit un scandale en finance , n'existe plus.

Les remboursemens à époques , dont j'ai trouvé le trésor royal surchargé , s'effectuent à jour nommé , & la liquidation des dettes de l'état s'opère annuel-

lement , ainsi que sa majesté l'a réglé par son édit de 1784 , constitutif du salulaire & inébranlable établissement de la caisse d'amortissement.

Enfin , l'exactitude des paiemens a produit une telle confiance , & par elle des ressources si fécondes , que non-seulement il a été obvié à tous les dangers que la position de la fin de 1783 faisoit craindre ; non-seulement il a été satisfait à la masse énorme d'engagemens & de dettes qui existoit alors , mais de plus , il s'est trouvé assez de moyens pour faire face à une infinité de dépenses imprévues & indispensables , telles que , d'une part , les sommes employées en préparatifs de précaution & autres frais politiques qu'ont exigé les affaires de la Hollande ; & d'autre part , les secours , les soulagemens , les indemnités que l'intempérie des saisons , & diverses calamités ont nécessités en 1784 & 1785.

Dans le même temps , sa majesté , convaincue par de grandes & judicieuses considérations , qu'il étoit également important & économique d'accélérer les travaux de Cherbourg , a fait quadrupler les fonds , qui d'abord avoient été destinés annuellement à cette immortelle opération , que sa majesté a consacrée par sa présence , dans le voyage mémorable , où elle a goûté la juste satisfaction de recueillir les bénédictions & les acclamations attendrissantes d'une nation qui fait si bien adorer ses rois , quand elle

se voit aimée par eux , quand elle voit les soins qu'ils prennent pour son bonheur.

Les utiles travaux du Havre & ceux de la Rochelle ont été suivis avec la même activité ; ceux de Dunkerque & de Dieppe ont été déterminés & entamés.

De nouveaux canaux ont été ouverts en plusieurs provinces , & sa majesté a contribué à leur entreprise.

Elle a rendu au département des Ponts & Chaussées la totalité des fonds destinés aux routes publiques , & les a même augmentés.

Elle a supprimé plusieurs droits nuisibles au commerce , & le sacrifice qu'elle a bien voulu faire de leur produit , en favorisant l'exportation de nos denrées , est devenu une nouvelle source de richesses.

Sa majesté a créé , soutenu , vivifié plusieurs branches d'industrie , qui désormais approvisionneront le royaume de grand nombre d'objets qui se tiroient de l'étranger.

Plusieurs établissemens de grande conséquence ont été secourus & ont reçu des marques signalées d'une protection vigilante ; tels entr'autres , celui des forges de Mont-Cenis , le plus considérable qui existe en ce genre ; & celui de la pêche de la baleine , qui prend naissance sous les auspices les plus favorables , en même-temps que toutes les

autres pêches du royaume sont encouragées , prospèrent & préparent à la marine une pépinière de matelots.

Notre commerce dans l'Inde prend aussi consistance ; la nouvelle compagnie fait les plus grands efforts pour répondre à l'objet de son établissement , & elle a doublé les effets de son zèle , depuis que le roi lui a permis de doubler ses fonds.

En s'occupant de tout ce qui intéresse le commerce , sa majesté n'a pas perdu de vue ce qui , dans un royaume agricole , peut s'appeler la première & la plus importante de toutes les manufactures , la culture des terres. L'assemblée qu'elle a établie pour correspondre , tant avec les intendants des provinces , qu'avec les sociétés d'agriculture , & les particuliers appliqués à cet objet , a excité la plus utile émulation , & réuni les renseignemens les plus intéressans. Il s'est formé des associations champêtres entre des propriétaires , des ecclésiastiques , des cultivateurs éclairés , pour faire des expériences , & donner aux habitans des campagnes la seule leçon qui les persuade , celle de l'exemple.

L'exploitation des mines , trop long-temps négligée en France , a fixé aussi les regards & l'attention de sa majesté , qui sait combien de ressources on peut en tirer. Une école publique , devenue intéressante pour la curiosité même des étrangers ,

des professeurs pleins de zèle & de talens , des élèves animés de la plus vive ardeur , des directeurs envoyés dans toutes les provinces pour y faire des recherches utiles , ont déjà répandu l'instruction dans le royaume , & l'ont portée jusqu'au fond de ces dépôts des richesses souterraines qu'on n'obtient que par des efforts bien dirigés.

L'opération sur les monnoies d'or , en faisant cesser la disproportion qui existoit entre le prix de ce premier metal & celui de l'argent , a produit le triple avantage d'arrêter l'exportation de nos louis , qui devenoit excessive , d'en rétablir la circulation qui étoit presque nulle , & de procurer un bénéfice considérable à l'état , en même-temps qu'un juste profit aux particuliers.

Si j'ajoute qu'il s'élève de toutes parts des monumens dignes d'illustrer un règne , c'est qu'ils sont du genre de ceux qui , réunissant l'utilité publique à la décoration du royaume , ont droit à la reconnaissance nationale. Tel est le caractère de tous ceux dont sa majesté m'a ordonné de suivre l'entreprise.

Les nouveaux quais qui vont embellir Marseille , favoriseront le commerce , ainsi que la population de cette antique cité.

La superbe place qui s'érige à Bordeaux sur les ruines d'une inutile forteresse , procurera les com-

munications les plus intéressantes, en même-temps qu'un des plus beaux points de vue de l'univers.

A Lyon, les travaux destinés à faire sortir un quartier habitable du sein d'un marais fétide, étoient nécessaires pour la salubrité de cette riche & grande ville.

A Nîmes, la restauration des Arènes fera disparoître des masures mal-saines, qui deshonorioient ces magnifiques restes de la grandeur des romains.

Aix aura enfin un palais de justice, digne de l'importance de sa destination.

Dunkerque verra réparer ses longs malheurs, par le rétablissement de ses écluses & de son port.

Dans la capitale, les travaux commencés pour espacer les anciennes halles, pour en construire de nouvelles plus commodes, pour en débarrasser les accès, & pour délivrer les ponts des bâtimens difformes & caducs dont ils étoient surchargés, sont autant de bienfaits que sa majesté consacre à l'humanité bien plus qu'à la gloire; & ce qui rend ces importans ouvrages encore plus précieux, c'est que leur exécution s'opère & s'achèvera entièrement par des moyens qui ne sont onéreux, ni au trésor royal, ni aux peuples; des moyens qui ne dérangent aucune destination, qui ne retardent aucun paiement.

En effet, Messieurs, au milieu de toutes ces

entreprises , chaque département a reçu ce qu'il a jugé nécessaire pour son service ; chaque intendant a obtenu les secours qu'il a demandés pour la généralité ; chaque créancier de l'état a touché ce qu'il avoit droit de prétendre ; aucun ne se plaint , aucune partie prenante ne se présente vainement , aucune n'est repoussée par cette triste allégation *de la situation fâcheuse des finances* , qui fut si longtemps la formule des réponses de l'administration.

Sa majesté a même fait solder plusieurs indemnités reconnues justes , mais renvoyées à des circonstances plus heureuses. Elle a fait justice à tout le monde , & elle a pu suivre les mouvemens de sa bienfaisance , sans éprouver le regret d'aggraver les charges de son peuple , sans qu'il y ait eu directement ni indirectement aucune sorte d'augmentation d'impôts , sans qu'aucuns droits nouveaux aient été établis , même pour remplacer ceux qui ont été supprimés.

Par ce tableau raccourci des paiemens & des opérations effectuées depuis trois ans , d'après les décisions du roi , qui en font preuve , vous pouvez juger , messieurs , si les dépenses ont été surveillées avec attention , & s'il y a eu de l'ordre dans le régime des finances. Des effets salutaires ne permettent pas de présumer un principe vicieux ; & quels que puissent être les vains propos des gens

mal instruits, c'est toujours par les grands résultats qu'on doit apprécier l'économie dans une vaste administration.

J'ai remis au roi des détails exacts & sévères de tout ce qui a été *donné, acquis, échangé, emprunté & anticipé*, depuis que sa majesté a daigné me charger de ses finances ; j'y ai joint tous les renseignemens, tous les titres justificatifs de l'autorisation & de l'emploi. Sa majesté les a tous examinés, elle les a gardés, elle est continuellement en état d'en vérifier par elle-même tous les articles ; & je ne crains pas que la malignité la plus venimeuse puisse rien citer de réel qui ne s'y trouve compris.

Il ne m'est pas permis, sans doute, de parler de moi dans cette auguste assemblée, où il ne doit être question que des plus grands intérêts de l'état. Mais ce que j'ai à dire sur l'économie ne leur est point étranger ; & avant de développer ce qui a conduit sa majesté aux résolutions qu'elle veut, Messieurs, vous communiquer, il n'est pas inutile de faire voir que leur nécessité ne peut être regardée comme suite de relâchement sur les dépenses.

● En général l'économie d'un ministre des finances peut exister sous deux formes si différentes, qu'on pourroit dire que ce sont deux sortes d'économies.

L'une qui frappe tous les yeux par des dehors

sevéres , qui s'annonce par des refus éclatans & durement prononcés , qui affiche la rigueur sur les moindres objets , afin de décourager la foule des demandeurs. C'est une apparence imposante qui ne prouve rien pour la réalité , mais qui fait beaucoup pour l'opinion ; elle a le double avantage d'écarter l'importune cupidité , & de tranquilliser l'inquiète ignorance.

L'autre , qui tient au devoir plutôt qu'au caractère , peut faire plus en se montrant moins ; stricte & réservée pour tout ce qui a quelque importance , elle n'affecte pas l'austérité pour ce qui n'en a aucune ; elle laisse parler de ce qu'elle accorde , & ne parle pas de ce qu'elle épargne : parce qu'on la voit accessible aux demandes , on ne veut pas croire qu'elle en rejette la plus grande partie ; parce qu'elle tâche d'adoucir l'amertume des refus , on la juge incapable de refuser ; parce qu'elle n'a pas l'utile & commode réputation d'inflexibilité , on lui refuse celle d'une sage retenue ; & souvent , tandis que par une application assidue à tous les détails d'une immense gestion , elle préserve les finances des abus les plus funestes , & des impérities les plus ruineuses , elle semble se calomnier elle-même par un extérieur de facilité que l'envie de nuire a bientôt transformé en profusion.

Mais qu'importe l'apparence , si la réalité est

incontestable ? Persuadera-t-on que les libéralités sont devenues excessives, lorsqu'il est constaté par le compte effectif de l'année dernière, que les pensions qui s'élevoient notoirement à vingt-huit millions, ne montent plus qu'à environ vingt-six, & qu'elles continueront nécessairement de décroître chaque année par l'exécution du règlement que sa majesté a rendu le 8 mai 1785 ? Refusera-t-on de reconnoître que, dans un royaume comme la France, la plus certaine, la plus grande des économies consiste à ne pas faire de fausses opérations; qu'une seule méprise en administration, une spéculation erronée, un emprunt mal calculé, un mouvement rétrograde, coûte infiniment plus au trésor public, sans qu'on le sache, que les dépenses ostensibles dont on parle le plus; & que le titre d'administrateur économe est plutôt dû à celui dont on ne peut citer aucune opération manquée, qu'à celui qui ne s'attacheroit qu'à des épargnes souvent illusoires, & toujours plus avantageuses au ministre qui s'en fait un mérite, qu'à l'état dont l'utile splendeur est incompatible avec une stérile parcimonie ?

Au surplus, les circonstances commandent : j'aurois tout perdu si j'avois pris l'attitude de la pénurie au moment que je devois en dissimuler la réalité. Toutes mes ressources, lorsque le roi m'a

confié la conduite de ses finances, consistoient dans le crédit : tous mes efforts ont dû tendre à le rétablir. L'argent manquoit, parce qu'il ne circuloit pas : il a fallu en répandre pour l'attirer, en faire venir du dehors pour faire sortir celui que la crainte tenoit caché au dedans, se donner l'extérieur de l'abondance, pour ne pas laisser appercevoir l'étendue des besoins. L'essentiel étoit alors de ramener la confiance égarée ; & pour y parvenir, il y avoit beaucoup à réparer dans l'opinion. Il falloit porter l'exactitude des paiemens au-delà même de l'exigibilité, pour qu'elle ne parût pas rester en-deça. Il falloit rembourser infiniment pour pouvoir recevoir encore plus ; il falloit abolir la terreur de ces moyens sinistres dont la seule appréhension seroit une tache dans un règne que caractérisent la sagesse & la vertu ; il falloit enfin égaler aux yeux de l'étranger les nations les plus fidèles à leurs engagements, & donner à toute l'Europe une juste idée de la fécondité de nos ressources.

Le roi, à qui j'ai rendu compte de tout, a jugé mes motifs, & réglé en conséquence la marche que j'ai suivie. Sa majesté a reconnu la nécessité de commencer par rappeler les forces & ranimer la vigueur du corps politique, avant d'oser en sonder les plaies invétérées, & sur-tout avant de les découvrir, ce qui n'est permis que quand on

peut en même-temps présenter le remède curatif.

C'est le point où je suis enfin parvenu. Depuis un an , je n'ai pas cessé de travailler à prendre une connoissance plus certaine qu'on ne l'avoit eue jusqu'à présent de la situation des finances , & de méditer profondément sur ce qu'elle exige.

Il semble qu'il soit bien facile à un ministre des finances de former un compte exact des recettes & dépenses ordinaires & annuelles. On croiroit qu'il doit le trouver dans les états de situation qu'on lui remet à la fin de chaque année , & qu'il présente lui-même au roi , pour le règlement des fonds de l'année suivante.

Mais ces états , quelque soin qu'on apporte à leur confection , ne peuvent servir qu'à faire appercevoir les ressources extraordinaires qu'on est dans le cas de se procurer dans l'année pour laquelle ils sont faits ; on ne peut en conclure rien de précis ni de certain sur la situation ordinaire. Le nombre prodigieux de parties hétérogènes & variables dont ils sont composés , l'enchevêtrement des différens exercices , la confusion provenant des prélèvements locaux sur des recouvrements plus ou moins retardés , le rejet des valeurs & assignations reportées d'une année sur l'autre , la multitude incalculable des causes imprévues qui peuvent changer l'ordre des dépenses & celui des rembour-

semens ; enfin le mélange presque inévitable de l'arriéré, du courant, & du futur, du fixe & de l'éventuel, de ce qui n'est que le résultat des viremens, d'avec ce qui doit être compté pour effectif ; toutes ces causes réunies rendent extraordinairement difficile de discerner ce qui appartient à chaque année, pour former une balance juste de l'état ordinaire & annuel.

Perfuadé qu'il est de la plus grande importance de s'en assurer, & qu'en instruire le roi sans aucune dissimulation, c'est un devoir rigoureux de ma place, en même-temps que c'est servir, suivant les principes, un monarque qui aime la vérité ; je n'ai rien négligé pour parvenir à mettre sous les yeux un compte général de ses finances, dont je puisse lui garantir & justifier l'exactitude. J'y ai distingué soigneusement, & par colonnes, les revenus dans leur intégrité, les prélèvemens qu'ils subissent avant d'arriver au trésor royal, & leur montant net, tel qu'il s'y verse effectivement pour chaque année.

J'ai suivi le même ordre pour les dépenses ; j'ai séparé tout l'extraordinaire de celles qu'il faut regarder comme annuelles ; j'ai compris dans celles-ci les parties acquittées sur les lieux, & je les ai classées toutes par date, par assignat, & suivant les époques auxquelles elles doivent se rapporter.

Ces

Ces comptes dressés sous deux points de vue , l'un pour l'année 1787 , l'autre pour une année ordinaire , présentent une balance très-correcte des recettes & dépenses annuelles ; je les ai remis au roi , appuyés de soixante-trois états particuliers , qui donnent le détail de tous les articles , & sa majesté , qui a bien voulu en faire une étude approfondie , avec l'application qu'elle ne refuse jamais à ce qui la mérite , est à présent plus instruite que qui que ce soit ne peut l'être dans son royaume , de la véritable situation de ses finances.

Les résultats de cette connoissance n'ont pu lui paroître ni douteux ni satisfaisans.

Je dois l'avouer , & je n'ai eu garde d'en rien déguiser , le déficit annuel est très-considérable. J'en ai fait voir au roi l'origine , les progrès & les causes.

Son origine est fort ancienne ; le déficit en France existe depuis des siècles. Le système , en bouleversant les fortunes particulières , devoit du moins rétablir le niveau dans les finances de l'état : ce but a été manqué , & même sous l'administration économique du cardinal de Fleury , on ne l'a point atteint. Ce n'est pas l'opinion commune , mais c'est la vérité ; & il est constaté , par un travail fait au trésor royal sur les comptes de ce ministre , que pendant sa durée le déficit a toujours subsisté.

Ses progrès sont devenus effrayans sous le dernier règne. Le déficit passoit 74 millions, quand l'abbé Terray fut appelé à l'administration des finances ; il étoit encore de 40 quand il en sortit. Cependant , par le mémoire qu'il remit au roi en 1774, accompagné d'un état des recettes & dépenses pour la même année, il n'avoit porté le déficit annuel qu'à 27,800,000 livres ; mais il est reconnu & prouvé par le compte effectif de cette même année, qu'en réalité il étoit alors de 40,200,000 livres.

Cette différence confirme ce que j'ai dit de la difficulté de former une balance exacte des recettes & des dépenses ordinaires.

Les finances étoient donc encore dans un grand dérangement lorsque sa majesté est montée sur le trône. Elles restèrent à-peu-près au même état jusqu'en 1776 ; époque à laquelle le déficit fut estimé être de 27 millions par celui même qui, peu de temps après, fut chargé de la direction des Finances.

Entre cette époque & celle du mois de mai 1781, le rétablissement de la marine & les besoins de la guerre firent emprunter 440 millions.

Il est évident que le produit de toutes les réformes, de toutes les bonifications qui ont été faites dans cet intervalle, quelque évaluation qu'on puisse leur donner, n'a pu compenser, à beaucoup près,

l'augmentation de dépense qui a résulté nécessairement de l'intérêt de ces emprunts, qu'il faut toujours compter sur le pied de neuf à dix pour cent, soit comme viagers, soit eu égard aux remboursemens, & qui par conséquent s'est élevé à plus de 40 millions par an. Le déficit s'est donc accru, & les comptes effectifs le prouvent.

Il s'est accru encore depuis le mois de mai 1781, jusqu'au mois de novembre 1783 ; & l'on ne doit pas s'en étonner, puisque les emprunts faits pendant cet espace, montèrent à environ 450 millions.

J'ai constaté qu'à la fin de 1783, le déficit s'est trouvé être de 80 millions.

Il y avoit en outre 176 millions d'anticipations que j'ai compris dans la masse des dettes, lorsque j'ai dit qu'à cette époque, elles s'élevoient à plus de 600 millions. Il est prouvé par les états remis au roi qu'elles montoient à 604, en sorte qu'en y joignant le déficit de 80 millions, je puis bien dire que le vide étoit de 684 millions dans l'exercice de 1784.

Je n'ai pu ni dû le faire porter entièrement sur cette seule année ; il a fallu en rejeter une partie sur les exercices suivans, & l'on sent combien ce rejet, joint au déficit annuel, a dû les rendre pénibles ; on voit combien les emprunts faits à la fin des années 1783, 1784 & 1785, même en y

joignant celui fait par la ville de Paris en décembre 1786, font au-dessous de ce que j'avois à payer, & l'on ne doit pas s'étonner que, pour y suppléer, il est inévitable de recourir à d'autres ressources de crédit moins directes, moins ostensibles, mais toutes expressement approuvées par sa majesté, qui en a connu les motifs & l'emploi.

La réunion de tous ces moyens de crédit, dont il n'a été usé qu'avec la plus grande réserve possible, ne forme pas, à beaucoup près, une somme égale à celles des acquitte mens qui ont été effectués pendant le cours de ces trois années : l'ordre, l'économie & les arrangemens dont une grande manutention est susceptible, ont fait le reste, & tout est soldé.

Mais il n'en résulte pas moins que le déficit annuel a pris de nouveaux accroissemens. Les causes en sont trop publiques, pour que les effets en soient mystérieux.

Ces causes s'expliquent toutes par une seule observation ; le déficit étoit de 37 millions à la fin de 1776, & depuis cette époque, jusqu'à la fin de 1786, il a été emprunté 1258 millions.

Vous savez, messieurs, combien ces emprunts étoient nécessaires. Ils ont servi à nous créer une marine formidable ; ils ont servi à soutenir glorieusement une guerre qui, d'après son principe

& son but , a été appelée avec raison , *guerre nationale* ; ils ont servi à l'affranchissement des mers ; ils ont servi enfin à procurer une paix solide & durable , qui doit donner le temps de réparer tout le dérangement qu'une dépense aussi énorme a causé dans les finances.

Ce seroit cependant prendre une idée fort exagérée du déficit actuel , que de joindre , pour en mesurer l'étendue , l'intérêt de cette masse d'emprunts , à ce qu'il étoit déjà antérieurement. D'un côté , le revenu du roi se trouve augmenté , tant par le produit des sous pour livre imposés en 1781 , que par les bonifications considérables obtenues dernièrement aux renouvellemens des baux des différentes compagnies de finance : d'un autre côté , il y a eu pour 250 millions au moins , de remboursemens , qui ont diminué proportionnellement les intérêts , & suivant l'ordre réglé tant pour ceux de ces remboursemens , qui sont à époques fixes , que pour ceux que doit opérer la caisse d'amortissement , il s'éteindra encore , pendant les dix années prochaines , un capital de plus de 400 millions ; après quoi le roi rentrera dans la libre jouissance de plus de 60 millions de revenu , absorbé présentement , tant par les remboursemens assignés , que par les intérêts.

Mais jusques-là , c'est-à-dire jusqu'à la fin de 1797 ,

il est impossible de laisser l'état dans le danger sans cesse imminent auquel l'expose un déficit tel que celui qui existe ; impossible de continuer à recourir chaque année à des palliatifs & à des expédiens , qui , en retardant la crise , ne pourroient que la rendre plus funeste ; impossible de faire aucun bien , de suivre aucun plan d'économie , de procurer aux peuples aucun des soulagemens que la bonté du roi leur destine , aussi long-temps que ce désordre subsistera.

J'ai dû le dire , j'ai dû dévoiler au roi cette triste vérité ; elle a fixé toute son attention , & sa majesté s'est vivement pénétrée de la nécessité d'employer les moyens les plus efficaces pour y apporter remède.

Mais quels peuvent être ces moyens ?

Toujours emprunter , seroit aggraver le mal & précipiter la ruine de l'état.

Imposer plus , seroit accablér les peuples que le roi veut soulager.

Anticiper encore , on ne l'a que trop fait , & la prudence exige qu'on diminue chaque année la masse des anticipations actuelles.

Économiser , il le faut sans doute : sa majesté le veut ; elle le fait , elle le fera de plus en plus. Tous les retranchemens possibles de dépenses , jusques dans sa propre maison , tous ceux dont les différens

départemens sont susceptibles sans nuire aux forces de l'état, elle les a résolus, & ses résolutions sont toujours suivies d'effet : mais l'économie seule, quelque rigoureuse qu'on la suppose, seroit insuffisante, & ne peut être considérée que comme moyen accessoire.

Je n'ai garde de mettre au rang des ressources ce qui, en détruisant le crédit, perdrait tout ce que l'immuable fidélité du roi à ses engagements ne permet pas d'envisager comme possible, ce qui répugneroit à son cœur autant qu'à sa justice.

Que reste-t-il donc pour combler un vide effrayant, & faire trouver le niveau désiré ?

Que reste-t-il qui puisse suppléer à tout ce qui manque, & procurer tout ce qu'il faudroit pour la restauration des finances ?

LES ABUS.

Oui, messieurs, c'est dans les abus même que se trouve un fonds de richesses que l'état a droit de réclamer, & qui doivent servir à rétablir l'ordre. C'est dans la proscription des abus que réside le seul moyen de subvenir à tous les besoins. C'est du sein même du désordre que doit jaillir une source féconde, qui fertilisera toutes les parties de la monarchie.

Les abus ont pour défenseurs l'intérêt, le crédit, la fortune, & d'antiques préjugés, que le temps

semble avoir respectés ; mais que peut leur vaine confédération contre le bien public & la nécessité de l'état ?

Le plus grand de tous les abus , feroit de n'attaquer que ceux de moindre importance , ceux qui n'intéressant que les foibles , n'opposent qu'une foible résistance à leur réformation , mais dont la réformation ne peut produire une ressource salutaire.

Les abus qu'il s'agit aujourd'hui d'anéantir pour le salut public , ce sont les plus considérables , les plus protégés , ceux qui ont les racines les plus profondes & les branches les plus étendues.

Tels sont les abus dont l'existence pèse sur la classe productive & laborieuse ; les abus des privilèges pécuniaires , les exceptions à la loi commune , & tant d'exemptions injustes , qui ne peuvent affranchir une partie des contribuables , qu'en aggravant le sort des autres ;

L'inégalité générale dans la répartition des subsides , & l'énorme disproportion qui se trouve entre les contributions des différentes provinces , & entre les charges des sujets d'un même souverain ;

La rigueur & l'arbitraire de la perception de la taille ; la crainte , les gênes , & presque le déshonneur imprimés au commerce des premières productions ;

Les bureaux de traites intérieures , & ces bar-

rières qui rendent les diverses parties du royaume étrangères les unes aux autres ;

Les droits qui découragent l'industrie , ceux dont le recouvrement exige des frais excessifs & des préposés innombrables ; ceux qui semblent inviter à la contrebande , & qui tous les ans font sacrifier des milliers de citoyens :

Le dépérissement du domaine de la couronne , & le peu d'utilité que produisent ses foibles restes :

La dégradation des forêts du roi , & les vices de leur administration :

• Enfin , tout ce qui altère les produits , tout ce qui affoiblit les ressources du crédit , tout ce qui rend les revenus insuffisans , & toutes les dépenses superflues qui les absorbent.

Si tant d'abus , sujets d'une éternelle censure , ont résisté jusqu'à présent à l'opinion publique qui les a proscrits , & aux efforts des administrateurs qui ont tenté d'y remédier , c'est qu'on a voulu faire , par des opérations partielles , ce qui ne pouvoit réussir que par une opération générale ; c'est qu'on a cru pouvoir réprimer le désordre sans en extirper le germe ; c'est qu'on a entrepris de perfectionner le régime de l'état , sans en corriger les discordances , sans le ramener au principe d'uniformité , qui peut seul écarter toutes les difficultés

de détail , & revivifier le corps entier de la monarchie.

Les vues que le roi veut vous communiquer tendent toutes à ce but : ce n'est ni un système , ni une invention nouvelle ; c'est le résumé , & , pour ainsi dire , le ralliement des projets d'utilité publique , conçus depuis long-temps par les hommes d'état les plus habiles , souvent présentés en perspective par le gouvernement lui-même , dont quelques-uns ont été essayés en partie , & qui tous semblent réunir les suffrages de la nation ; mais dont jusqu'à présent l'entière exécution avoit paru impraticable par la difficulté de concilier une foule d'usages locaux , de prétentions , de privilèges , & d'intérêts opposés les uns aux autres.

Quand on considère par quels accroissemens successifs , par combien de réunions de contrées diversement gouvernées , le royaume est parvenu à sa consistance actuelle , on ne doit pas être étonné de la disparité de régimes , de la multitude de formes hétérogènes , & de l'incohérence de principes qui en désunissent toutes les parties.

Ce n'étoit pas au sein de l'ignorance & de la confusion dont le voile a couvert le temps des premières races :

Ce n'étoit point lorsque les rois , mal affermis

sur leurs trônes , n'étoient occupés qu'à repousser sans cesse les usurpations des grands vassaux :

Ce n'étoit pas au milieu des désordres & de l'anarchie du régime féodal , lorsqu'une foule de petits tyrans , du fond de leurs châteaux fortifiés , exerçoient les brigandages les plus révoltans , bouleversoient tous les principes de la constitution , & interposoient leurs prétentions chimériques entre le souverain & ses sujets :

Ce n'étoit point lorsque la manie des croisades , échauffée par le double enthousiasme de la religion & de la gloire , portoit sous un autre hémisphère les forces , la bravoure & les malheurs de la France :

Ce n'étoit point lorsqu'un prince , qui obtint le surnom d'Auguste , recouvroit les principaux démembrements de sa couronne , & en augmentoit la puissance & l'éclat ; ni lorsque la sombre politique d'un de ses successeurs , en donnant de l'extension au gouvernement municipal , préparoit les moyens de réunir dans la main du souverain tous les ressorts de la force publique ; ni lorsque le monarque le plus avide de gloire , & le plus valeureux des chevaliers , disputoit au souverain son rival , la célébrité qu'ils acquirent tous deux aux dépens de leurs peuples :

Ce n'étoit pas dans ces temps orageux & sinis-

tres , où le fanatisme , déchirant le sein de l'état , le remplissoit de calamités & d'horreurs ; ni lorsque ce bon roi , si chéri des François , conquéroit son royaume à la pointe de son épée , & avoit à réparer les longs défords , & les effets désastreux des guerres civiles :

Ce n'étoit pas lorsque toute l'énergie d'un ministre habile & redouté se concentroit dans le double dessein d'enchaîner l'ambition d'une puissance devenue formidable à l'Europe , & d'assurer la tranquillité de la France par l'affermissement du pouvoir monarchique :

Ce n'étoit pas non plus sous ce règne éclatant , où les intentions bienfaisantes d'un grand monarque furent trop souvent interrompues par des guerres ruineuses , où l'état s'appauvrissoit par des victoires , tandis que le royaume se dépeuploit par l'intolérance , où le soin d'imprimer à tout un caractère de grandeur , ne permettoit pas toujours celui de procurer à l'état une solide prospérité :

Ce n'étoit point enfin avant que la monarchie eût étendu ses limites jusqu'aux points naturellement destinés à les fixer , avant qu'elle fût parvenue à sa maturité , & que le calme , tant au-dehors qu'au-dedans , fût affermi solidement par la sage modération de son souverain , qu'il étoit possible de songer à réformer ce qu'il y a de vi-

cieux dans la constitution , & de travailler à rendre le régime général plus uniforme.

Il étoit réservé à un roi jeune , vertueux , & qui n'a d'autre passion que de faire le bonheur des sujets dont il est adoré , d'entreprendre , après un mûr examen , & d'exécuter avec une volonté inébranlable , ce qu'aucun de ses prédécesseurs ne pouvoit faire ; de mettre de l'accord & de la liaison entre toutes les parties du corps politique , d'en perfectionner l'organisation , & de poser enfin les fondemens d'une prospérité inaltérable.

C'est pour y parvenir , que s'arrêtant à l'idée la plus simple & la plus naturelle , celle de l'unité de principes , qui est le vœu de la justice & la source du bon ordre , il en a fait l'application aux objets les plus essentiels de l'administration de son royaume , & qu'il s'est assuré par une longue méditation sur les conséquences qui devoient en résulter , qu'il y trouveroit le double avantage d'augmenter ses revenus , & de soulager ses peuples.

Cette vue générale a conduit sa majesté à s'occuper d'abord des différentes formes d'administrer qui ont lieu dans les différentes provinces du royaume , où il n'y a point de convocation d'états. pour que la répartition des charges publiques cesse d'y être inégale & arbitraire , elle a résolu d'en confier le soin aux propriétaires eux-mêmes , &

elle a puisé dans les premiers principes de la monarchie le plan uniforme d'un ordre graduel de délibérations , suivant lequel l'émanation du vœu des contribuables & leurs observations sur tout ce qui les intéresse , se transmettoient des assemblées *paroissiales* à celles de *district* , de celles-ci aux assemblées *provinciales* , & par elles jusques au trône.

Sa majesté s'est ensuite attachée avec une attention toute particulière à établir le même principe d'uniformité , & l'égalité proportionnelle dans la répartition de l'impôt territorial , qu'elle a regardé comme étant la base , & devant être la mesure de toutes les autres contributions. Elle a reconnu par le compte qu'elle s'est fait rendre de la manière dont se perçoivent aujourd'hui les vingtièmes , qu'au lieu d'être assis , comme ils devroient l'être , sur l'universalité des terres de son royaume , dans la juste proportion de leurs valeurs & de leurs productions , ils souffroient une infinité d'exceptions tolérées plutôt que légitimes ; que les pays d'états s'en acquittoient par des abonnemens disproportionnés ; que le crédit & l'opulence parvenoient par des moyens indirects à s'en exempter en partie , tandis que les moins aisés en supportoient toute la rigueur ; que des vérifications toujours inquiétantes , souvent interrompues & très-incomplètes

dans l'état actuel , ne pouvoient donner une règle certaine de fixation ; enfin que les résultats de cette imposition générale , au lieu de procurer au gouvernement la connoissance essentiellement nécessaire, des productions du royaume , & de la balance comparative des forces de chaque province , ne seroient qu'à manifester l'inégalité choquante de leurs charges respectives , & ne présentoient pas , à beaucoup près , un produit égal à la valeur annoncée par la dénomination même de cet impôt.

Sa majesté a jugé que le moyen de remédier à ces inconveniens , par la seule application des règles d'une justice exactement distributive , de ramener l'impôt à son principe fondamental , de le porter à sa vraie valeur , en ne surchargeant personne , en accordant même du soulagement au peuple , & de rendre tout privilège inapplicable au mode de sa perception , seroit de substituer aux vingtièmes une subvention générale qui , s'étendant sur toute la superficie du royaume , consisteroit dans une quotité proportionnelle de tous les produits , soit en nature pour ceux qui en seroient susceptibles , soit en argent pour les autres , & n'admettroit aucune exception même à l'égard de son domaine , ni aucunes autres distinctions , que celles résultantes des différentes qualités du sol , & de la variété des récoltes.

Les biens ecclésiastiques se trouvent nécessaire-

ment compris dans cette répartition générale, qui, pour être juste, doit embrasser l'universalité des terres, comme la protection dont elle est le prix. Mais pour que ces biens ne soient point surchargés en continuant de payer les décimes qui se lèvent pour la dette du clergé, le roi, souverain protecteur des églises de son royaume, a résolu de pourvoir au remboursement de cette dette, en accordant au clergé les autorisations nécessaires pour s'en libérer.

Par une suite du même principe de justice qui n'admet aucune exception quant à l'imposition territoriale, sa majesté a trouvé équitable que les premiers ordres de son état, qui sont en possession de distinctions honorifiques qu'elle entend leur conserver, & dont elle veut même qu'ils jouissent à l'avenir plus complètement, fussent exempts de toute espèce de taxe personnelle, & conséquemment qu'ils ne payassent plus la capitation, dont la nature & la dénomination même semblent peu compatibles avec leur état.

Sa majesté auroit voulu que le produit du tribut territorial qui doit remplacer les vingtièmes, la mît dès-à-présent en état de diminuer le fardeau de la taille autant qu'elle se le propose.

Elle fait combien cette imposition & l'arbitraire de son recouvrement pèsent sur la partie la plus souffrante.

souffrante de ses sujets ; & s'il est de sa sagesse de suspendre l'entier accomplissement de ses vues bien-faisantes , jusqu'à ce qu'elle ait connu les résultats de la nouvelle forme de perception sur les terres , & que les administrations provinciales l'aient éclairée sur les moyens de rectifier la répartition de la taille , elle veut du moins en corriger provisoirement les principaux vices , & ne pas différer à faire jouir ses peuples d'un commencement de réduction sur la masse totale de cet impôt.

L'entière liberté du commerce des grains , assurée en faveur de l'agriculture & de la propriété , sous la seule réserve de déférer aux demandes des provinces , lorsque quelques-unes d'entr'elles croiront nécessaire d'interdire momentanément l'exportation à l'étranger , & sans que la sollicitude paternelle du roi pour tout ce qui intéresse la subsistance de ses peuples cesse de donner à cet important objet les soins utiles & jamais inquiétans d'une surveillance inaperçue ;

L'abolition de la corvée en nature & la conversion de cette trop dure exigence en une prestation pécuniaire répartie avec plus de justice , & employée de manière que sa destination soit inviolablement assurée ;

L'affranchissement de la circulation intérieure ; le reculement des bureaux aux frontières ; l'établis-

sement d'un tarif uniforme combiné avec les intérêts du commerce ; la suppression de plusieurs droits nuisibles à l'industrie , ou trop susceptibles d'occasionner des vexations , & l'allègement du fardeau de la gabelle , dont je n'ai jamais parlé à sa majesté , sans que son ame ait été sensiblement émue par le regret de n'en pouvoir décharger entièrement ses sujets ;

Ce sont , Messieurs , autant d'opérations salutaires qui entrent dans le plan dont sa majesté vous fera développer les détails , & qui toutes concourent aux vues d'ordre & d'uniformité qui en sont la base.

Après avoir donné sa principale attention à ces grands objets , le roi s'est occupé des moyens d'accélérer la libération de la dette publique , libération déjà assurée par l'assignat invariable des sommes qui se versent chaque année dans la caisse d'amortissement , & par l'emploi perpétuel du fonds progressif résultant des intérêts combinés des différentes extinctions.

Sa majesté a considéré que ses domaines , dont une grande portion s'est depuis long-temps éclipsee par des engagements , des apanages , des concessions de toute espèce , & dont les foibles restes , quoique mieux administrés depuis quelques années , supportent des frais & charges qui absorbent la moitié de leurs produits , ne pouvoient jamais acquérir entre

les mains une valeur proportionnée à celle des propriétés particulières ; qu'ils étoient & seroient perpétuellement attaqués par une foule de demandes, dont la bonté du souverain le plus réservé dans ses libéralités, a peine à se défendre, & qu'il étoit possible d'en tirer un parti beaucoup plus avantageux par la voie de l'inféodation, puisque sans diminution de revenu, & en conservant la supériorité directe, qui est l'objet essentiellement inaliénable, leur produit pourroit servir à l'extinction d'une partie des dettes constituées de l'état.

Sa majesté n'a pas jugé à propos d'user du même moyen par rapport à ses forêts ; elle s'en réserve l'entière propriété, & se propose d'en améliorer les produits par une administration mieux dirigée, moins incommode pour le public, & moins dispendieuse que ne l'est celle des maîtrises.

Vous verrez, messieurs, en dernier résultat, l'influence de ces différentes opérations par rapport aux finances de sa majesté ; vous aurez connoissance de quelques dispositions qui y sont plus directement relatives, & qui tendent, les unes à bonifier les recettes par des moyens qui ne seront pas onéreux, tel qu'une perception plus exacte du droit de timbre ; les autres, à faire sur les dépenses tous les retranchemens possibles, & toutes à rétablir entr'elles l'équilibre, sans lequel il ne peut y avoir ni véritable

économie, ni puissance solide, ni tranquillité durable.

Les soins que le roi a pris pour étendre les opérations de la caisse d'escompte, pour les rendre plus utiles au commerce, & pour augmenter en même-temps la sûreté de ses engagements, achèveront de vous faire voir combien sa majesté est attentive à tout ce qui peut procurer quelque avantage à ses sujets, combien elle veille sur l'intérêt public.

Vous reconnoîtrez enfin dans tout l'ensemble du plan sur l'exécution duquel sa majesté veut vous consulter, qu'il est si utile pour le bon ordre, si nécessaire pour le redressement des abus, & si avantageux pour le peuple, qu'il faudroit en désirer l'exécution, quand la situation des finances ne l'exigeroit pas impérieusement.

Qui pourroit douter des dispositions dans lesquelles vous allez vous pénétrer de ces grands intérêts ? Appelés par le roi à l'honorable fonction de coopérer à ses vues bienfaisantes, animés du sentiment du plus pur patriotisme qui, dans tous les cœurs français, se confond avec l'amour pour leur souverain & l'amour de l'honneur, vous n'envisagerez dans l'examen que vous allez faire, que le bien général de la nation, dont les regards sont fixés sur vous.

Vous vous souviendrez qu'il s'agit du sort de l'état, & que des moyens ordinaires ne pourroient ni lui procurer le bien que le roi veut lui faire, ni le préserver des maux qu'il veut prévenir.

Les observations que vous présenterez à sa majesté, auront pour but de seconder & de perfectionner l'accomplissement de ses intentions ; elles seront inspirées par le zèle, & mêlées des expressions de la reconnoissance due à un monarque qui n'adopte de projets que ceux où il voit le soulagement de ses peuples, qui s'unit à ses sujets, qui les consulte, qui ne se montre à eux que comme leur père.

Que d'autres rapportent cette maxime de cette monarchie, *si veut le roi, si veut la loi* ; la maxime de la majesté est, *si veut le bonheur du peuple, si veut le roi.*

M É M O I R E

Sur l'Imposition Territoriale, lu par M. de Calonne.

LE souverain doit protéger les propriétés de ses sujets ; les sujets doivent le prix de cette protection au souverain : tel est le principe & la loi première des impôts.

Quand les vassaux de la couronne servoient l'état & le roi de leurs personnes, ils acquittoient par ce service leur part de la contribution générale.

Lorsqu'ensuite il fut jugé plus utile de faire cesser le service féodal & de le remplacer par des subsides, l'impôt consenti par la nation dès ce moment & pour toujours, exigé par la justice & l'intérêt public, prit la place du devoir de vassalité. Fondé sur cette obligation primitive, inhérente à toute possession territoriale, il devient une loi générale.

Prétendre se soustraire à l'impôt, & réclamer des exemptions particulières, c'est rompre le lien qui unit les citoyens à l'état.

Le seul vœu raisonnable, le vœu de tous, doit se borner à désirer qu'une juste modération règle les impôts, & qu'une entière égalité soit observée dans les répartitions.

C'est pour parvenir à ce but que le roi se propose de changer la forme de l'imposition actuelle des vingtièmes, & d'y substituer une *subvention territoriale*.

Le vingtième est de tous les impôts, celui qui pouvoit fournir plus naturellement & les bases & les proportions de tous les autres.

Il est réel par sa nature, puisqu'il consiste dans une quotité fixe du revenu de tous les fonds.

Il n'admet ni distinction, ni exception, puisqu'il est établi sur les biens & non sur les personnes, puisqu'il porte uniquement sur les propriétés que la puissance publique défend & conserve.

Aussi est-il imposé sur les princes, sur les grands du royaume, sur la noblesse, sur la magistrature, sur toutes les classes de citoyens.

Le clergé de France est le seul corps du royaume qui n'y contribue pas; mais le clergé des provinces frontières y est soumis.

Dans leur état actuel, les deux vingtièmes produisent, avec les 4 sous pour livre, 54 millions.

En 1772, il fut reconnu qu'ils n'étoient pas portés à leur valeur. De fausses déclarations, des baux simulés, des traitemens trop favorables accordés à presque tous les riches propriétaires, avoient entraîné des inégalités & des erreurs infinies. On ordonna qu'il seroit fait de nouvelles vérifications;

mais elles furent faites lentement. Dix ans après , il n'y avoit encore que 4902 paroisses vérifiées , sur 22,308 dont sont composées les provinces régies.

Ces vérifications ont cessé tout-à-fait en 1782 , par l'opposition que les cours y apportèrent , & le troisième vingtième qu'on imposa dans cette même année , fut réparti plus inégalement encore que les deux premiers , en ce que les paroisses vérifiées le supportèrent d'après la nouvelle proportion établie par les vérifications , tandis que les paroisses non vérifiées ne le payèrent que d'après leurs anciennes cotes.

La vérification de ces 4902 paroisses a démontré que le produit des deux vingtièmes auroit augmenté de près de moitié , si les vérifications avoient été faites dans tout le royaume. Le roi auroit donc , depuis cette époque , touché par année 81 millions , au lieu de 54 ; & l'état a perdu dans le cours de ces quatre années , plus de 120 millions , en y comprenant les intérêts.

Ce qui ne fut pas fait alors , pourroit sans doute se faire aujourd'hui. Mais à quelle inquisition , à quelles recherches fatigantes pour les peuples , faudroit-il se livrer ? Quelles longueurs entraîneroit cette opération ! Les nouveaux frais de ces vérifications , ajoutés à ceux qui diminuent déjà le pro-

duit des impôts de plus de 60 millions , causeroient à l'état une perte énorme , qui retomberoit nécessairement sur les peuples , & deviendroît une calamité nouvelle.

Combien d'autres vices dans la répartition des impôts !

Elle n'a aucune base certaine. Pour la faire avec justice , il faudroit connoître la valeur du sol de chaque province , de chaque paroisse , de chaque propriétaire. On pourroit y parvenir en faisant un cadastre général de toutes les terres du royaume ; mais la lenteur , les frais infinis de ce recensement , & les variations continuelles qu'éprouve la valeur des fonds , feroient perdre le fruit de cette entreprise. Rien n'a pu jusqu'à présent garantir de l'arbitraire ; & l'injustice s'est encore accrue par le crédit , la faveur , la protection qui ont affranchi d'une partie de la contribution les riches propriétaires , tandis que la classe la moins aisée en a supporté toute la rigueur.

C'est-là ce qui rend les impôts si odieux. Ce nom , qui ne devoit exprimer que le juste tribut que des sujets payent à leur souverain , pour prix de la défense qu'il leur assure , pour l'aider à subvenir aux frais qu'exigent de lui & la guerre , & l'administration de la justice , & la police des grandes villes , & cette surveillance générale qui s'étend à tout ,

qui pourvoit à tout, qui assure par-tout la paix & le bon ordre, l'impôt; quoique consacré à ces soins précieux, sera toujours payé avec répugnance, tant qu'il ne sera pas perçu avec égalité.

On vient de dire ce qu'il en coûte au roi pour lever les impôts; mais il est impossible de calculer ce qu'il en coûte aux peuples pour les acquitter. C'est une source intarissable de frais, de procédures, de contraintes, de garnisons fictives & réelles, d'exécutions mobilières.

Les disparités les plus choquantes achèvent de vicier le régime des impositions.

Une province en paye qui ne sont pas perçues dans une autre province. Dans l'une, le même impôt est levé sur un taux & dans une forme qui diffèrent absolument de ce qui est suivi dans l'autre. Il y a des *villes franches*, des *villes abonnées*, des *provinces régies*, des *pays d'états*, des *pays rédimés*. On ne peut faire un pas dans ce vaste royaume, sans y trouver des loix différentes, des usages contraires, des privilèges, des exemptions, des affranchissemens, des droits & des prétentions de toute espèce: & cette dissonance digne des siècles de la barbarie, ou de ceux de l'anarchie, complique l'administration, interrompt son cours, embarrasse ses ressorts, multiplie par-tout les frais & le désordre.

Il s'accroît encore ce désordre, par les distinctions personnelles, qui se joignent aux différences locales.

Ici la noblesse a des privilèges dont elle ne jouit pas ailleurs.

Là, des charges ont fait naître des exemptions qu'elles ne donnent pas dans un autre lieu.

Des ordres entiers & des classes particulières de citoyens se prétendent dispensées de contribuer aux charges de l'état.

Les possesseurs & les fermiers des domaines ne payent rien. Les apanagistes, les princes, l'ordre de Malte, certaines communautés religieuses invoquent des privilèges. Au milieu de propriétés imposées, on trouve des propriétés qui ne le sont pas. Par-tout la puissance publique qui lève l'impôt, rencontre des prétentions qui ne lui donnent que des obstacles à vaincre, ou des sujets à combattre.

En même temps, par une contradiction bizarre, ces privilèges, ces immunités, ces droits prétendus, qui, s'ils étoient réels, devroient porter sur toute nature d'impôt, n'en excluent que quelques-uns. Il n'est pas un seul de tous les sujets du roi, prince, noble, ecclésiastique, qui ne paye comme le dernier du peuple, la *capitation*, les *aides*, la *gabelle*, & tous les droits sur les *consommations*.

Tel est en raccourci le tableau des abus qui ont dénaturé toutes les impositions.

On ne parle pas de cette foule de tribunaux établis pour faire exécuter les loix, aussi multipliées que les impôts ; des loix dont plusieurs n'ont été créées que pour exercer une vengeance rigoureuse contre des infortunés entraînés à la fraude par la misère.

Quelle liste effrayante d'agens du fisc ! plus de deux cent mille hommes arrachés à l'agriculture, au commerce, aux armées, à leur famille !

C'est ainsi que les impôts tarissent les sources mêmes dont ils découlent. Ils sont pris dans la production, & ils la détériorent ; ils portent sur le débit, & ils le diminuent : le commerce devroit accroître la richesse publique, & l'impôt lutte continuellement contre le commerce.

Dans les temps les plus heureux, au sein de la plus grande abondance, ce seroit un bienfait du souverain, ce seroit une entreprise digne de ses ministres, que d'attaquer tant de vices, que de corriger tant d'abus, que de commencer une réforme si nécessaire. Mais c'est un devoir de s'y livrer avec constance, avec courage, lorsque cette réforme devient une ressource indispensable, lorsqu'il est impossible de s'en procurer une autre.

Ce sont ces motifs qui ont fait penser au roi, qu'il seroit utile de substituer à la perception des

deux vingtièmes & des quatre sols pour livre , une *subvention territoriale* , en vertu de laquelle il seroit levé une portion des produits en nature sur tous les biens-fonds du royaume.

L'idée d'une imposition territoriale est la première qui se présente à la raison ; c'est celle qui se concilie le plus parfaitement avec la justice.

C'est la terre qui produit ; ce sont ses productions qui sont protégées & garanties par le souverain ; c'est donc à la terre à payer l'impôt.

Elle doit une partie de ses fruits au propriétaire qui a acheté le sol ; une partie à celui qui le cultive , & une partie au prince qui couvre de sa puissance & le sol & le propriétaire , & le cultivateur.

Avec quel avantage pour le souverain & pour ses sujets , se fait la perception en nature ! L'impôt se paye dans le moment où il est plus facile au tributaire de l'acquitter : où toute sa richesse est dans sa main , où se sacrifie d'une faible portion de sa récolte lui est moins pénible ; dans un moment où , sans prétexte pour diminuer sa contribution , celui qui l'exige est aussi sans prétexte pour l'accroître ; le tribut en nature , met le tributaire à l'abri de toute vexation ; la quotité de la production fixe la quotité du tribut. Cent gerbes de blé en payent cinq , en payent quatre , en payent deux , suivant les proportions relatives à la nature du sol & aux

frais de la culture. Le contribuable n'aura rien à payer, le prince ne pourra rien exiger, si l'intempérie des saisons a ravi au propriétaire le fruit de son labeur.

La subvention en nature, douce, facile, exempte de tout abus pour le propriétaire, est par cela même plus avantageuse au souverain.

C'est ainsi que se fait en *Corse* la levée des subfides. Le peuple de cette île ne murmure point contre cette perception, avant laquelle il y avoit des plaintes continuelles & point de produit.

C'est ainsi qu'un grand nombre de *communautés de la Provence*, ont choisi elles-mêmes volontairement ce moyen d'acquitter leurs charges. Elles imposent chaque propriétaire à un dixième, un quinzième ou un vingtième des grains & des fruits qu'il récolte, à raison de ce qui est exigé d'elles.

C'est ainsi qu'est payée de tout temps la *dixme* ecclésiastique ou laïque, le plus ancien de tous les tributs.

La subvention territoriale que le roi se propose de substituer aux deux vingtièmes, est établie sur des proportions encore plus justes & plus modérées que celles dont on vient de parler. Elle ne formera tout au plus que l'équivalent d'une *demi-dixme*, puisqu'elle ne sera que d'un vingtième sur les meilleures terres, d'un vingt-cinquième sur celles de

seconde qualité , d'un trentième sur les terres médiocres , & d'un quarantième sur celles de la dernière classe ; ce qui ne fait que le vingt-huitième pour terme moyen.

La levée de cette subvention formera d'elle-même le cadastre du royaume , qu'on a toujours désiré & qu'on n'a jamais osé entreprendre. On pourra enfin connoître avec précision les forces de chaque province , répartir les autres impositions avec égalité , & apprécier toutes les ressources de la puissance publique.

Le souverain intéressé à l'abondance des récoltes , multipliera les encouragemens. La culture s'améliorera par l'impôt , & l'impôt augmentera par la culture.

Mais cette imposition , pour être utile , doit être générale. Son mode est incompatible avec l'application d'aucun privilège , d'aucune exemption personnelle ou locale. L'expérience l'a déjà prouvé ; & l'on sent aisément , que la contradiction qui naîtroit des exceptions locales , des distinctions d'héritages , de leur étendue ou de leurs limites , jetteroit dans l'opération , qui n'a pour s'exécuter que le moment individuel de la récolte , des gênes inextricables.

Aussi l'intention du roi est-elle de soumettre à la subvention territoriale , son propre domaine ,

celui des princes ses frères , celui des apanages & tous les fonds de son royaume, sans distinction de propriétaires, sans qu'on puisse, sous aucun prétexte, ni à aucun titre, se soustraire à la justice distributive que sa majesté doit à tous ses sujets.

Le roi consacrera par son autorité & par le fait, ces vérités incontestables, que tous les membres d'un état ayant un besoin égal de la protection du souverain, ont aussi des devoirs égaux à remplir; que la contribution aux charges de l'état est la dette commune de tous; que toute préférence envers l'un, est une injustice envers l'autre; qu'enfin le droit de n'être pas sujet aux charges publiques, seroit le droit de n'être pas protégé par l'autorité publique; le droit de ne pas lui être soumis, de n'être pas citoyen.

Ces vérités sont inébranlables, puisqu'elles ont pour fondement la raison, la justice & l'intérêt national.

Elles sont liées d'ailleurs avec toutes les vues bienfaisantes du roi.

C'est l'assurance que nul ne sera soustrait à la subvention, & que sa majesté tirera de cette contribution générale, tout ce qu'elle doit produire, qui la détermine à faire jouir dès-à-présent ses peuples, d'une partie des soulagemens qu'elle leur destine.

La

La réduction d'un dixième sur la taille, un vingtième affecté sur ce même impôt au soulagement des pauvres des paroisses, la suppression absolue de la taille d'industrie, la suppression de la capitation en faveur du clergé, de la noblesse & des cours souveraines du royaume, plusieurs autres sacrifices qui affranchiront le commerce & la circulation de gênes onéreuses & nuisibles à ses progrès; voilà les fruits du régime nouveau que sa majesté veut établir dans toutes les provinces; source féconde, de laquelle découleront de nouveaux bienfaits, à mesure que les réformes pourront s'effectuer.

C'est pour l'assurer & les accélérer davantage, ces bienfaits, que le roi s'est proposé l'établissement des *assemblées provinciales*. C'est à elles, c'est à leur équité qu'il se confie pour faire la distribution des terres dans les différentes classes, suivant lesquelles la quotité de la subvention doit être graduée

Sa majesté se propose donc, 1°. de supprimer les deux vingtièmes & les quatre sous pour livre, à compter du premier janvier de cette année. Ils ne seront plus levés à l'avenir que sur les biens non susceptibles d'une perception en nature, tels qu'ils sont détaillés dans l'édit du mois de mai 1749.

2°. N'étant pas juste que les terrains sacrifiés au luxe aient plus de faveur que ceux employés à une

culture utile, les châteaux, parcs, enclos, maisons, & toute nature de fonds, seront soumis à l'impôt, mais seulement à raison de la superficie du terrain qu'ils occuperont ; & on estimera cette superficie sur le pied des meilleurs fonds de la paroisse.

3°. Il sera levé une portion des fruits en nature sur tous les fonds qui en produisent, à quelques personnes qu'ils appartiennent, & de quelque état & qualité que soient les propriétaires ; mais comme tous les fonds ne sont pas d'égale valeur, on distinguera les diverses qualités des terres. Sur les meilleures on lèvera la vingtième partie des productions ; sur celles inférieures la vingt-cinquième ; sur les médiocres la trentième, & la quarantième partie seulement sur les terres de la dernière qualité.

4°. Le classement de ces différentes qualités de terres sera fait par les assemblées de paroisse, qui seront guidées par le prix des baux. Elles rangeront, dans la première classe, les terres louées au-dessus de 20 livres ; dans la deuxième, celles louées 10 livres & au-dessus jusqu'à 20 livres inclusivement ; dans la troisième, toutes celles louées 5 livres jusqu'à 10 livres ; & dans la quatrième, celles louées au-dessous de 5 livres par arpent, l'arpent réduit à la mesure de cent perches & de vingt pieds par perche.

Dans les paroisses où le classement ne pourra pas

être fait cette année par les assemblées paroissiales, il sera fait provisoirement par les soins des commissaires départis.

50. Le produit de cette subvention sera adjugé au mois de juin pour cette année ; mais l'année prochaine les adjudications se feront au mois de mai, & elles seront faites pour l'espace qui sera déterminé, au plus offrant & dernier enchérisseur, après affiches & publications, & avec caution.

60. Le paiement du prix des adjudications se fera en trois termes, dont le premier écheoira au premier octobre, le deuxième au premier janvier suivant, & le troisième au premier avril aussi ensuivant.

70. S'il ne se présente pas d'adjudicataire solvable, les intendans des provinces feront faire la levée des fruits par des préposés qui en compteront.

80. Il sera pourvu à ce que les levées de fruits ne puissent, sous aucun prétexte, retarder l'enlèvement des récoltes. Elles seront faites comme celles de la dixme, & avant elle.

90. Pour ne pas nuire à l'intérêt de la culture dans chaque territoire, il sera défendu aux adjudicataires de vendre les pailles hors de la paroisse.

Par suite des mêmes vues, les animaux & les produits des basses-cours ne seront point sujets, à la subvention.

10°. Pour prévenir toute contestation entre les propriétaires & les fermiers , relativement à la déduction sur le prix des baux , de la valeur des fruits levés pour le droit de subvention , & en cas qu'ils ne puissent s'accorder entr'eux par des estimations amiables , il sera fait , par la loi même , une estimation de cette indemnité.

11°. Enfin , le même esprit de justice qui porte à supprimer toutes exceptions , dans une imposition due par la terre même , détermine le roi à exempter de toute taxe personnelle les premiers ordres de de son état , que sa majesté veut maintenir dans les distinctions qu'ils méritent ; & même pour les en faire jouir plus complètement , elle veut qu'à l'avenir la capitation , dont la nature & le titre semblent répugner à leur état , n'ait plus lieu à l'égard de la noblesse , ni de la magistrature , ni du clergé des frontières qui la paye actuellement , ni en général de tout le clergé de France qui s'en est racheté , & qui ne pourra , dans aucun cas , être recherché à ce sujet.

M É M O I R E

Sur le Remboursement des Dettes du Clergé.

L'IMPÔT territorial a pour premier objet la défense du patrimoine public ; il est donc nécessaire que tous les biens-fonds le supportent , & les biens ecclésiastiques , qui n'éprouvent pas moins que les autres les effets constans de la protection souveraine , ne sauroient en être affranchis.

Nulle immunité ne peut les en dispenser. Il est des privilèges d'honneur & de rang qui s'allient parfaitement avec la constitution d'une monarchie ; ces privilèges recommandables par leur ancienneté , & qui ne blessent en rien la justice , doivent être maintenus en faveur du premier ordre de l'état ; mais lorsqu'une imposition est acquittée par la noblesse & la magistrature , le clergé , quels que soient ses usages , ne peut s'en croire exempt.

Il n'est pas seulement nécessaire que ses possessions territoriales soient soumises au même impôt que celles de tous les citoyens ; il convient aussi qu'elles le soient de la même manière , & que dans la perception , comme dans la répartition , il n'existe aucune différence entre ses biens & ceux des autres contribuables.

L'uniformité est ici le garant public de la justice de la loi : elle est nécessaire pour parvenir à la connoissance parfaite des richesses renaissantes du royaume, & elle importe aussi à l'intérêt véritable du clergé. Un corps, jaloux de continuer à mériter la confiance des peuples, ne doit pas l'être de conserver des distinctions qui pourroient servir de prétextes pour élever des doutes injustes sur l'étendue de son dévouement au service de l'état.

Mais la position actuelle du clergé mérite une considération particulière. Pour contribuer, sous le nom de *dons gratuits*, aux charges publiques, il a contracté des emprunts qui se sont élevés successivement à une somme énorme ; & cependant il n'a jamais payé, à ce titre, ce qu'il auroit dû fournir dans la contribution générale, en proportion de la valeur de ses biens ; c'est la nature de son administration qui est le principe de l'accroissement indéfini de sa dette, en ce qu'il n'asséoit pas ses décimes de manière à pourvoir au remboursement des capitaux, en même temps qu'au paiement des arrérages.

Le roi voulant à la fois délivrer le clergé actuel de la charge accablante que ses prédécesseurs lui ont imposée, & lui épargner pour l'avenir l'embarras où le régime qu'il suit doit nécessairement le conduire, a trouvé bon de lui procurer, en l'autorisant

à des aliénations effectives, l'extinction d'une dette, qui, grevant l'universalité de ses biens d'une hypothèque éternelle, est déjà une aliénation équivalente.

Sa majesté, en autorisant ces aliénations, fera, pour le bien du clergé, ce que plusieurs des rois, ses prédécesseurs, ont fait uniquement dans des vues politiques, dont il ne résulteroit d'avantage que pour l'état.

Deux moyens paroissent pouvoir remplir cet objet.

Le premier est le rachat des rentes foncières dues aux gens de main-morte sur les biens de campagne. Les propriétaires dont les terres en sont chargées, acquerront la faculté toujours désirée de se rédimer d'une servitude onéreuse. L'agriculture y trouvera un encouragement pour l'amélioration des fonds, & le clergé n'y perdra rien, parce que n'ayant pas le droit de rentrer dans la possession des biens à défaut de paiement de la rente, ou du moins ne pouvant les retenir, il n'a d'intérêt qu'à la conservation du même revenu.

Le second moyen consiste dans l'aliénation des justices, de la chasse & des droits honorifiques des possessions du clergé. Ce sacrifice ne doit point lui paroître pénible; il ne prive le grand nombre de ses membres d'aucune jouissance; d'aucuns produits. De vains titres souvent plus onéreux qu'utiles, des

droits stériles dont les loix de l'église l'empêchent de jouir personnellement , & que celles du royaume lui défendent de vendre ou de louer , se convertiront en capitaux , qui , réunis au produit des rentes rachetées , formeront un fonds d'amortissement suffisant pour dégager ses biens de l'hypothèque qui les grève , & pour le délivrer de près de sept millions de décimes appliqués annuellement aux intérêts de sa dette.

En autorisant le clergé à employer ces moyens qui réunissent l'avantage de l'église & l'avantage de l'état , le roi ne donne aucune atteinte aux droits de la propriété , puisqu'il est nécessaire de vendre , quand il est nécessaire de se libérer. Tuteur des églises de son royaume , le roi doit mettre ordre à leur administration , & prévenir leur ruine , en même temps que , comme leur protecteur , il veut qu'elles jouissent de leurs véritables privilèges , de ceux qui se concilient avec le bien de l'état.

Par une suite de ces dispositions , l'intention de sa majesté est que le clergé , dans sa prochaine assemblée , s'occupe efficacement de sa libération ; que , pour y parvenir , il adopte les deux moyens auxquels elle veut bien l'autoriser , pour suppléer à l'impuissance où il est de prendre lui-même à cet égard une détermination. Au surplus , le roi permet au clergé de lui indiquer d'autres moyens qu'il croiroit

devoir être ajoutés aux premiers en cas d'insuffisance, de diriger l'exécution des uns & des autres, de proposer les modifications dont ils pourront être susceptibles, lui promettant l'appui de son autorité pour tout ce qui paroîtra nécessaire.

Comme une opération de ce genre exigera beaucoup de temps & de discussions, il sera accordé au clergé un terme suffisant pour la liquidation & le remboursement total de sa dette; & afin qu'il ne soit pas grevé d'un double fardeau, le roi veut bien se charger d'acquitter, pendant ce temps, l'intérêt de ses emprunts, assuré que ces intérêts décroîtront sensiblement d'année en année, par l'empressement que le clergé mettra à répondre à ses vues.

Sa majesté s'attend que le premier ordre de son royaume reconnoîtra dans toutes ces dispositions les effets de sa bienveillance autant que ceux de sa justice, & qu'il verra que rien n'a été négligé pour accorder ses intérêts particuliers avec ce qu'exige le bien général.

Les ecclésiastiques sont, par leur naissance, citoyens & sujets. Leur consécration, loin de les soustraire aux devoirs que leur imposent ces premiers titres, ne fait que les y soumettre davantage; comme pasteurs, ils doivent l'exemple; comme ministres des autels, ne pouvant servir l'état de leurs personnes, ils doivent l'aider de leurs biens;

comme bénéficiers, pourroient-ils ne pas se souvenir que ce sont les libéralités des rois & de la nation qui les ont enrichis ? On ne doit pas douter que le clergé, pénétré de ces obligations, & dévoué par son état comme par ses sentimens au soulagement des peuples, ne s'empresse de concourir aux vues équitables & paternelles de sa majesté.

En conséquence, le remboursement des capitaux des rentes constituées sur le clergé par les emprunts des années 1755, 1765, 1766, 1775, 1780, 1781, 1782 & 1785, doit commencer le premier janvier 1788, selon l'ordre des hypothèques ; il doit s'opérer avec les fonds qui seront versés à cet effet dans les mains du trésorier du clergé. Ce ne sera qu'après que le remboursement de ces emprunts aura été effectué en totalité, qu'on s'occupera de celui des rentes de l'ancien clergé, sans préjudice aux conventions qui auroient été faites de gré à gré, ou qui pourroient se faire à leur égard.

Les fonds destinés à ce remboursement seront composés tant du prix du rachat des rentes foncières, de la vente des justices, droits de chasse & autres droits honorifiques appartenans au clergé, que des autres moyens qu'il aura proposés lui-même, & qui auront été trouvés convenables.

Ainsi toutes rentes foncières dues, soit en argent,

soit en grains ou autres denrées , aux églises du clergé de France , chapitres , aumôneries , communautés séculières ou régulières , monastères de l'un & de l'autre sexe , même aux collèges , fabriques , hôpitaux & séminaires , à raison des bénéfices qui y seroient unis , pourront être rachetées par les débiteurs , à l'exception des cens , rentes seigneuriales & autres redevances féodales servant à désigner la seigneurie directe & inhérente aux terres , fiefs & justices , à l'égard desquels cens & rentes il ne sera rien innové.

Le prix du rachat sera sur le pied du denier trente des rentes , quant à celles en grain , & du denier vingt-cinq pour celles en argent.

Le paiement s'en fera entre les mains des receveurs des décimes , qui en fourniront leurs récépissés libellés , portant promesse de remettre aux porteurs des quittances du trésorier général du clergé.

Leur produit sera invariablement & irrévocablement appliqué & employé au remboursement des capitaux empruntés ; & pour cet effet , il sera imprimé , au commencement de chaque année , un tableau indicatif des contrats qui auront été remboursés.

Les ecclésiastiques seront tenus de remettre aux débiteurs des rentes ou redevances qui les auront

rachetées , les titres & les pièces originales des rentes rachetées.

D'un autre côté , le clergé sera autorisé à mettre en vente , au plus offrant & dernier enchérisseur , tous droits de justice , de chasse , de garenne & autres droits honorifiques dépendans des bénéfices qu'il possède. Le prix des adjudications sera pareillement versé dans la caisse des receveurs des décimes de chaque diocèse , & de-là dans celle du trésorier général , pour concourir à l'extinction de ses dettes.

Les acquéreurs jouiront de ces droits honorifiques , à la charge de les tenir mouvans des seigneurs de qui relèvent les fiefs auxquels ils étoient attachés , & du domaine , en cas qu'il n'y ait pas d'autres mouvances ; comme aussi à la charge des droits de mutation , sauf pour la première vente.

Le clergé dirigera & surveillera toutes ces opérations , ou celles qui lui auront paru devoir être ajoutées , après qu'elles auront été approuvées. Il s'assemblera , à cet effet , extraordinairement au mois de juillet prochain. Il prendra les mesures les plus convenables pour accélérer sa libération ; il réglera les intérêts divers des bénéficiers , & suppléera , sous l'autorité du roi , à tout ce qu'il jugera utile pour que l'entier remboursement de sa dette puisse être effectué avant la fin de l'année 1790. Sa

majesté veut bien , jusqu'à cette époque , fournir les fonds nécessaires pour acquitter les intérêts des capitaux empruntés , sauf le décroissement successif qui résultera des remboursemens.

M É M O I R E

Sur la Taille.

LE roi auroit désiré pouvoir effectuer , sans aucun retardement , ses vues pour la réformation de la taille ; mais sa majesté croit devoir suspendre sa détermination définitive , jusqu'à ce qu'éclairée par les observations des assemblées qu'elle veut établir dans les différentes provinces du royaume , & par les résultats de la perception en nature , qui lui feront connoître l'exakte valeur des fonds , elle puisse se fixer sur les moyens les plus convenables de corriger les vices , & de diminuer le poids de cet impôt.

Par le concours de ces deux établissemens , toutes les difficultés qui se sont opposées jusqu'ici à la suppression des abus , seront applanies ; les forces de chaque province , celles de chaque arrondissement , celles de chaque généralité seront connues ;

& l'impôt pourra être modéré dans sa quotité , & réglé dans sa répartition.

Sa majesté cependant ne veut pas différer de faire jouir ses peuples , d'une partie des soulagemens qu'elle leur destine , ni laisser subsister plus longtemps ce qu'il y a de plus vicieux dans la répartition de la taille personnelle , qui est nécessairement la plus sujette à l'arbitraire.

En conséquence , en même temps qu'elle chargera les assemblées provinciales de lui faire parvenir promptement leurs observations sur tout ce qui peut contribuer à perfectionner le régime de la taille , spécialement sur la disposition de la déclaration de 1728 , déjà révoquée dans la généralité de Paris , & qui semble devoir l'être aussi dans les autres , sa majesté se propose d'ordonner :

1°. Que désormais on ne puisse être taxé pour la taille personnelle , au-delà d'un sou pour livre des revenus , profits & facultés qui y sont assujettis.

2°. Que les cotes des manouvriers & artisans , qui , dans plusieurs endroits sont portées à un taux excessif , ne puissent , à l'avenir & dans tout le royaume , excéder la valeur d'une de leurs journées par chaque année.

3°. Et pour que le rejet de ces réductions ne surcharge pas les biens-fonds soumis à la taille réelle , l'intention de sa majesté est d'accorder la

diminution d'un dixième sur le principal de la taille, aussi dans tout son royaume.

4°. Enfin, le roi voulant étendre les effets de sa bienfaisance jusqu'à ceux des petits propriétaires que des malheurs réduisent à ne pouvoir acquitter leur taxe, & qui ne sont pas moins à plaindre que les plus pauvres artisans, a résolu d'accorder chaque année, à chaque paroisse des campagnes, une somme égale au vingtième de leur taille. Les collecteurs retiendront cette somme sur les deniers de leur collecte, & la remettront à la disposition des assemblées paroissiales, qui en feront la distribution aux habitans les plus nécessiteux, conformément à l'intention dans laquelle est sa majesté de répandre principalement ses grâces & ses bienfaits sur la classe la plus indigente de ses sujets.

M É M O I R E

Sur le commerce des grains.

LA question du commerce des grains, si long-temps débattue , est du nombre de celles que le temps , l'expérience & la libre communication des idées , ont fait parvenir à leur maturité ; tout a été dit de part & d'autre , & l'on peut avoir que le principe qui réclame une grande liberté , a prévalu dans les esprits.

Il est temps que l'autorité le consacre , & achève de fixer les idées publiques à cet égard.

Ce principe d'une entière liberté est d'abord dicté par la justice. Le droit de disposer à son gré des productions que l'on a fait naître par ses avances & par ses travaux ; est une partie de la propriété ; il ne doit pas être plus permis de l'enfreindre sur une production que sur une autre.

Le bien public ne sauroit servir de prétexte pour porter atteinte à cette liberté ; elle n'est pas moins conforme aux règles d'une sage administration , qu'à celles de la justice ; elle est incontestablement le principe le plus rassurant pour les peuples , puisque , d'une part , elle augmente la quantité des grains ,

&

& que de l'autre elle les répand avec rapidité partout où le besoin se déclare.

Et voilà pourquoi , sur cet objet , le grand art de l'administration est bien moins d'agir , que de laisser faire. La crainte de manquer de blé dans un lieu , lorsqu'il abonde dans les autres , est sans fondement : le besoin de vendre est par-tout aussi impérieux que celui d'acheter , & par la nature des choses , l'intérêt particulier est ici l'éternelle caution du bien général.

Ces principes, dont la raison ne peut plus se défier , écartent toute inquiétude légitime.

Et cependant telle est l'extrême susceptibilité du peuple sur l'objet de sa subsistance , qu'elle exige l'annonce de quelque précaution , même pour des accidens imaginaires ; il a donc fallu présenter avec une sorte de mesure , la confiance du gouvernement , afin de s'assurer de la confiance du peuple.

Ainsi la loi se montre prête à suspendre l'accaparement & momentanément la liberté qu'elle accorde , toutes les fois qu'une province le demandera. Cette apparente restriction , ou plutôt cette précaution , qui sembleroit d'abord affoiblir le principe d'une entière liberté , ne sert réellement qu'à l'affermir davantage. La loi , en paroissant soumettre en quelque sorte au vœu des peuples le pouvoir qu'elle se

réserve , les conduit naturellement à ne jamais désirer qu'elle en fasse usage.

Mais dans une matière aussi délicate , où le scrupule devient un devoir , il est des précautions d'un autre ordre que l'administration peut se réserver. Elles doivent être telles que leurs ressorts soient invisibles ; elles doivent se combiner , autant qu'il se pourra , avec des établissemens déjà existans , & destinés à un autre objet ; il faut que le peuple puisse en jouir sans s'en appercevoir ; trop annoncées , elles deviendroient pour lui un sujet d'alarmes : leur objet sera de pourvoir , non à des inconvéniens réels de la liberté , mais de premiers momens d'une crainte qui pourroit égarer les opinions ; pour le temps qui suit , la liberté s'en charge. C'est ainsi que , par des moyens simples & prudemment ménagés , la surveillance de l'administration garantira de toute atteinte , une loi réclamée depuis longtemps par la raison & par l'intérêt général.

En conséquence , sa majesté , en confirmant les loix anciennes , telles que l'édit de 1764 , & les déclarations ou lettres patentes de 1776 , en ce qu'elles ordonnent qu'il sera libre à toutes personnes , de quelque état & condition qu'elles soient , de faire le commerce des grains & farines , soit dans l'intérieur du royaume , soit au-dehors , se propose d'y déroger , en ce qu'elles avoient réglé que

l'exportation seroit permise ou défendue, suivant que le prix des grains seroit au-dessus ou au-dessous d'un certain terme ; & de déclarer qu'en assurant pour toujours la liberté absolue dans l'intérieur du royaume , elle se réserve seulement de suspendre l'exportation au-dehors , pour la totalité ou partie de chacune de ses provinces , lorsque les états ou l'assemblée provinciale de quelqu'une d'elles , lui en auront fait la demande , & que sa majesté en aura reconnu la nécessité ; sans que cette interdiction puisse s'appliquer aux autres provinces, pour lesquelles elle n'auroit pas été sollicitée , & jugée nécessaire , & sans que cette défense puisse jamais être portée pour un plus long terme que celui d'une année , sauf à la prolonger par une nouvelle décision , si la continuation des besoins l'exigeoit , & si les états ou assemblées provinciales en renoueloient la demande.

M É M O I R E

Sur la Corvée.

LA corvée exigée en nature a dans tous les temps été regardée comme le fléau des campagnes ; elle condamne à un travail gratuit celui qui ne vit que du salaire de son travail ; elle emploie à des ouvrages qu'elle fait mal , un nombre de journées , dont la valeur , réduite au plus bas prix , excède infiniment ce que les mêmes ouvrages bien faits devroient naturellement coûter.

Son exécution est toujours rigoureuse , sa répartition n'est jamais proportionnée ; le malheureux qu'elle accable n'en retire aucun avantage ; des paroisses entières en sont exemptes par le hasard seul de leur position ; & malgré tous les soins des administrateurs , il est impossible qu'elle ne nuise point à l'agriculture.

Les travaux , dont elle est l'objet , étant exécutés à prix d'argent , feront vivre le journalier , feront une ressource dans les saisons mortes , & donneront à chaque communauté la consolation de voir sa contribution devenir en même temps utile au public , & secourable à la portion d'elle-même la plus indigente.

Ces motifs déterminèrent l'édit de 1776, qui remplaçoit la corvée par une imposition au marc la livre des vingtièmes ; mais bientôt sa majesté en suspendit l'exécution, sur les remontrances de ses cours.

Elles représentèrent, que convertir la corvée en une imposition générale exigible dans la proportion des vingtièmes, c'étoit changer la nature de cette charge & y assujettir ceux qui en étoient exempts ; elles ajoutèrent que l'édit de 1776 alarmoit tous les sujets du roi, & leur faisoit craindre que les besoins de l'état n'obligeassent un jour de détourner la destination du produit de cette imposition, & qu'on ne rétablît alors la corvée en nature, en laissant subsister l'imposition en argent. Sa majesté résolut en conséquence d'attendre que l'expérience eût éclairé sur les changemens & les modifications qui pourroient être nécessaires.

Les commissaires départis dans les provinces furent autorisés, par des instructions particulières, à donner aux communautés le choix d'acquitter cette charge, ou en nature, ou à prix d'argent. On fit des essais ; on éprouva des méthodes différentes ; elles occasionnèrent des variétés sans nombre.

Le roi a jugé nécessaire de ramener cette partie importante de l'administration à des principes uni-

la corvée en nature , en contribution pécuniaire , elle se réserve de maintenir , s'il y a lieu , par des réglemens locaux , les formes qui seroient usitées avec succès en quelques provinces , & qui pourroient se concilier avec ce principe , celles sur-tout qui tendroient au soulagement des corvéables ; & qu'en même-temps , pour éloigner d'une opération de bienfaisance tout ce qui pourroit entretenir quelque inquiétude , au lieu de faire remettre le produit de la contribution représentative de la corvée entre les mains des receveurs des impositions , en remplacement des avances qu'ils auroient faites aux entrepreneurs , ce qui avoit paru le plus commode pour le service , sa majesté trouve bon que les deniers provenans de cette contribution , soient toujours versés des mains du collecteur de chaque communauté , dans celles d'un receveur choisi par les assemblées de chaque district , pour être par lui remis immédiatement aux entrepreneurs des travaux , en raison du prix de leur adjudication , & après que les ouvrages auront été reçus en présence des syndics des communautés.

Sa majesté se propose donc d'ordonner que les travaux des grandes routes s'exécuteront désormais dans le royaume , au moyen d'une prestation en argent , qui sera réglée , chaque année , en raison de la tâche que chaque communauté auroit dû faire ;

de manière cependant qu'elle n'excède jamais le sixième de la taille , des impositions accessoires & de la capitation réunis pour les lieux taillables , non plus que les trois cinquièmes de la capitation roturière pour les villes & communautés franches ou abonnées , ainsi que pour les pays de taille réelle.

Cette contribution sera perçue par les collecteurs de chaque paroisse , & son produit versé par eux dans les mains des receveurs choisis à cet effet par les assemblées de district , & de-là dans celles des adjudicataires des travaux. Les comptes de ces receveurs , munis des quittances de paiement , seront arrêtés par ces mêmes assemblées , & envoyés à l'intendant de la province.

Sa majesté se réserve de porter les réglemens locaux qui pourroient être reconnus nécessaires , comme aussi de déterminer comment l'inspection qu'auront les différentes assemblées de propriétaires , en ce qui concerne l'exécution des travaux des chemins , se conciliera avec le service ordinaire des employés des ponts & chaussées , sous les ordres du commissaire départi dans la province , & sous l'autorité du conseil.

Ces mémoires ont été lus par M. de Calonne.

E X T R A I T

Des différens Mémoires lus par M. le Marquis de la Fayette , au Bureau présidé par monseigneur comte d'Artois.

J'AI toujours pensé que les précautions contre le déficit futur doivent précéder celles qu'on prendra pour combler le déficit actuel ; & si le bureau répond pour la dernière fois aux questions relatives à l'impôt, ce ne peut être que dans la confiance ferme & bien fondée que l'assemblée va recevoir du roi le complément & le détail de ses dispositions contre les dangers de l'administration arbitraire.

En effet , monseigneur , une triste expérience démontre à sa majesté que ses bonnes intentions ne suffisent pas au bon ordre des affaires ; & cette expérience , bien coûteuse pour la nation , ne lui permet d'être calmée que par un nouvel ordre de choses. On le trouveroit dans les droits constitutifs de l'état mieux encoré que dans les demandes des bureaux ; mais plus celles-ci sont circonspectes , plus nous avons droit d'attendre que le roi mettra les notables à portée de consoler leurs concitoyens par des résultats précis, autres que ceux des em-

prunts & des impôts dont ils vont leur confirmer la fatale nouvelle.

Il est une autre vérité, monseigneur, que nous devons dire sans détour ; quel que soit l'amour des peuples pour la personne de sa majesté, il seroit dangereux de croire que leurs ressources sont inépuisables ; elles ne sont même que trop épuisées ; & pour ne citer que la province à laquelle j'appartiens, qui, à la vérité, souffre particulièrement de l'inégalité de l'impôt & de l'inattention du gouvernement, j'ose assurer le roi que dès-à-présent ses cultivateurs abandonnent leurs charrues, ses artisans leurs ateliers ; que ses plus industrieux citoyens, dépouillés de ce qu'ils gagnent chez eux & de ce qu'ils rapportent des autres pays, n'ont bientôt plus d'autre alternative que la mendicité ou l'émigration ; & que dans cette partie du royaume, il ne peut augmenter les charges du peuple sans le réduire à toutes les extrémités de la misère & du désespoir.

Les deux objets qui se présentent à nous sont la subvention & le timbre ; car en présentant la taxe proportionnée aux loyers, comme une troisième ligne d'impôts qu'on nous permet d'écarter, on n'a pas attendu de nous cette partie additionnelle de notre douloureux travail, sur laquelle j'avoue que mon opinion n'est pas suffisamment préparée.

Voici le moment , monseigneur , où chacun de nous voit en frémissant le menaçant appareil de l'impôt , qui semble n'attendre qu'un signal pour fondre sur les peuples consternés. Vous nous avez souvent répété sa nécessité : mais j'en rappelle à votre cœur , aujourd'hui que , ne pouvant plus ralentir notre marche , ou détourner nos regards , nous sommes obligés de fixer ces immenses préparatifs de calamités publiques qui vont envahir notre malheureuse patrie. Puisse une époque si désastreuse , opposée sans cesse au luxe dévorant & à la dissipation machinale de la cour , faire une impression aussi durable sur ceux qui peuvent empêcher le mal , que sur ceux qui en sont les innocentes victimes !

Heureusement pour l'assemblée , monseigneur , ce n'est pas elle qui donnera sa sanction à de nouveaux impôts ; ce droit imprescriptible de déterminer les charges publiques appartient aux seuls représentans de la nation. Les impôts ne prennent une consistance légale que par l'enregistrement des cours souveraines ; & l'assemblée de notables , lors même qu'elle seroit réunie , qu'elle auroit suivi l'exécution de tous les retranchemens , examiné des états constatés , enfin reconnu le véritable déficit , ne pourroit encore parler des impositions que d'une manière indéterminée. Mais les différens

bureaux , après avoir obtenu ces soixante-trois états, résultat des lumières & des calculs du gouvernement , ont vu que le gouvernement lui-même ne pouvoit en donner l'explication ni la garantie ; & sans être d'accord entre eux sur la quotité des besoins de l'état , parce qu'ils n'étoient appuyés que sur des bases incertaines , ils ont seulement reconnu qu'il existe un déficit très-considérable.

Je ne répéterai pas ici les réflexions que j'ai soumises au bureau sur les distinctions à faire dans cet aperçu du déficit ; mais ce n'est pas m'écarter des opinions de la majorité , que de dire qu'après avoir approuvé la ressource de l'emprunt pour faire face aux remboursemens à époques fixes , sans opiner sur la forme de cet emprunt , qui ne nous est pas soumise , nous avons déclaré que la réduction de la dépense devoit être antérieure à l'augmentation de la recette , & que s'il nous paroïssoit nécessaire de combler le déficit par l'impôt , ce n'étoit qu'après avoir épuisé toutes les ressources possibles de bonifications & de retranchemens.

Le choix de l'administration actuelle a été immédiatement suivi d'une assurance de quarante millions d'économie & bonifications , & d'une espérance annoncée que sa majesté pourroit aller plus loin encore. Toutes les personnes qui ont la confiance du roi y concourront sans doute ; & celles de sa

cour, sur qui les regards du public sont fixés, acquitteront ce qu'ils doivent à la patrie, à leur souverain, & à leur propre honneur; mais lorsque les retranchemens seront faits, lorsque les dépenses de la cour seront comparées à celles des autres cours de l'Europe, il restera peut-être encore de grands moyens de combler le déficit, qui, au défaut d'autres ressources, doit sans doute l'être par des sacrifices du peuple, pourvu que leur durée soit courte & déterminée.

Je crois donc, monseigneur, que la constitution & les connoissances de l'assemblée ne lui permettent d'ajouter, aux précédens avis des bureaux, que des réflexions générales sur les différens impôts, dont le roi prévoit la nécessité & la demande: des conditions indispensables, pour que ces impôts, quelque soit leur quotité, puissent être présentés à l'enregistrement des cours souveraines.

Le roi, regardant comme une maxime tyrannique la prétention du souverain sur une portion constante des biens particuliers, veut abolir le nom de vingtièmes, & il y substitue une subvention inférieure, dit-on, à la quotité de deux vingtièmes exacts, en supposant qu'ils eussent jamais dû être perçus à la rigueur, mais qui ne sera pas moins un énorme accroissement aux charges actuelles. Nous devons, à la vérité, reconnoître que sa répartition

se fera d'une manière moins inégale entre les citoyens , & par conséquent conforme au vœu du bureau ; mais nous devons insister sur l'observation relative aux frais de perception qu'on rejette sur le peuple ; sur l'injuste partage que le roi réclame dans les économies des assemblées provinciales ; sur l'absolue nécessité de soumettre la moitié de la somme substituée aux vingtièmes , aux mêmes engagements qui doivent terminer le second vingtième en 1790 , & de donner à l'autre moitié une forme qui ne suppose pas la perpétuité.

Si l'impôt sur les terres achève d'écraser les malheureux cultivateurs , celui du timbre portera ses vexations sur toutes les classes & sur tous les intérêts de la société.

En me référant au travail de MM. les commissaires sur ces objets , j'insisterai pour que le tarif ne pèse pas sur les propriétaires peu riches ; qu'il ne gêne pas la défense du pauvre , en taxant les mémoires destinés à le justifier ; qu'il ne porte point peine de nullité , parce que la justice ne peut pas être subordonnée à la fiscalité ; qu'il soit rectifié d'après les représentations des provinces & du commerce ; mais je ne craindrai pas de voir l'impôt peser sur ces brevets que la vanité sollicite , sur ces places de la cour , qui occasionnent , nous a-t-on dit , un mouvement de quinze cents mutations par an ,

& sur les charges de ces capitaineries, qui, dans la seule généralité de Paris, coûtent annuellement dix millions à l'agriculture, attendu qu'il n'y a pas de mal à taxer les choses qui sont elles-mêmes un grand mal.

Après ces observations, monseigneur, nous devons solliciter, de la manière la plus précise, en cas que l'établissement de ces deux impôts soit jugé nécessaire :

1°. Que la liste détaillée des économies & améliorations, expliquant en même-temps la nature & le produit de chacune d'elles, & s'élevant au moins à 40 millions, & plus encore s'il est possible, soit mise en tête du premier édit relatif à l'imposition.

2°. Qu'on y joigne la quotité du déficit vérifié sur de nouveaux états, dont l'administration puisse répondre, attendu l'impossibilité où nous avons été de nous en former une idée certaine.

3°. Que sa majesté daigne y fixer, d'une manière précise & détaillée, la diminution graduelle des impôts qui nous a été annoncée.

4°. Que la vérification de la perception du droit sur le timbre soit soumise aux assemblées provinciales, pour qu'elles puissent juger du produit de ces impôts.

Telles sont les précautions que je crois nécessaires d'ajouter à celles que nous avons déjà demandées ;

non que l'administration actuelle m'inspire un sentiment de défiance étranger à mon cœur & à ma raison, & qui seroit encore moins permis à notre bureau qu'à tout autre ; mais les hommes passent, monseigneur, & l'intérêt sacré de la chose publique s'élève au-dessus de ces vicissitudes. Qui sait si la vile intrigue & les petits moyens si forts contre les grandes résolutions n'attendent pas l'instant des réformes. Et n'a-t-on pas vu, trop souvent, le gouvernement, en changeant d'administrateurs, consacrer & démentir tour-à-tour les mêmes assertions, les mêmes engagements & les mêmes principes.

Il est digne de la bonté du roi, monseigneur, de reposer son cœur sur un projet de soulagement des peuples. Pour répondre à cette sollicitude paternelle, nous lui reparlerions de la gabelle & des traites, s'il n'étoit pas convenu que les opérations, proposées par le bureau sur ces deux impôts, peuvent être exécutées sans perte pour le fisc, & que la nation y gagnera des frais immenses, & la suppression de vexations & d'iniquités sans nombre : nous pouvons dénoncer au roi les loteries, ce jeu coupable, dont le gouvernement est le banquier, ce foyer d'une corruption dont il est le solliciteur ; ainsi que la marque des cuirs, qui a perdu les tanneries du royaume, & sur laquelle il est difficile de
distinguer

distinguer l'innocence de la fraude. Mais la dénonciation la plus importante est celle de la taille , impôt inégal , arbitraire & ruineux , dont mes idées sur le déficit momentané , me faisoient espérer une immédiate diminution ; & si le peuple des campagnes ne compte aucun de ses membres dans cette assemblée , nous devons au moins lui prouver qu'il n'a pas manqué d'amis & de défenseurs.

C'est avec empressement , monseigneur , que j'adopte l'opinion de M. de Castillon sur les contributions à demander au luxe & à la faveur , ainsi que sur les secours momentanés , qui , en ne perdant pas de vue le principe de justice & d'égalité dans les répartitions , me paroissent réunir l'intérêt des provinces & celui du gouvernement.

Et pour me résumer , je suis d'avis que l'assemblée n'est pas constituée de manière à pouvoir déterminer les charges publiques ; que le bureau a reconnu avec douleur un déficit très-considérable , dont il voit , avec reconnoissance , que sa majesté comblera une partie par *quarante millions* de retranchemens & de bonifications , & plus encore s'il est possible ; qu'une autre partie relative aux remboursemens à époques fixes devant être remplie par l'emprunt , le reste de ce déficit , après qu'on aura épuisé tous les autres moyens possibles de l'éteindre , doit sans doute l'être

par l'impôt ; mais que le défaut d'exactitude dans les calculs soumis au bureau , & le défaut de connoissances sur le travail des retranchemens & bonifications , ne lui permet pas de donner de conseils à sa majesté sur la détermination des besoins de l'état relativement à l'impôt.

Qu'il a examiné les projets du roi sur la subvention substituée aux deux vingtièmes & sur le droit du timbre , & qu'il présente ses observations à sa majesté , en prenant la liberté d'insister sur les précautions qui lui paroissent devoir être ajoutées aux dispositions demandées contre le déficit , & être mises en tête du premier édit portant impôt.

Que le bureau ajoute à ces réflexions sur la gabelle & les traites , la dénonciation des loteries , de l'impôt sur les cuirs , mais plus particulièrement encore de la taille.

Que, s'en rapportant d'ailleurs aux représentations des provinces & des cours souveraines , le bureau souhaiteroit que l'avis de M. de Castillon fût regardé par le gouvernement comme avantageux dans son exécution , & conforme à l'intérêt des provinces & de la fortune publique.

Mais comme dans tous les cas les travaux de l'assemblée , la salutaire influence des assemblées provinciales , les talens & les vertus de l'administration actuelle , doivent amener un nouvel ordre

de choses, dont l'énumération pourroit être contenue dans un mémoire particulier que je propose de présenter à sa majesté ; comme le crédit doit être transporté sur des bases plus naturelles, que la baisse de l'intérêt de l'argent peut diminuer celui de la dette publique dans le rapport de 7 à 4. Comme la simplification de perception doit livrer l'état des compagnies de finances, dont les engagements finissent dans cinq ans, il me ressemble que cette époque est celle que nous devons supplier sa majesté de fixer, dès-à-présent, pour ramener à elle le compte de toutes les opérations, & en consolider à jamais l'heureux résultat par la convocation d'une assemblée nationale.

N^o. I. I.

LE bureau, pénétré d'une vive & respectueuse confiance dans l'équité & la bonté du roi, croit ne devoir par se séparer sans solliciter son attention pour deux objets étrangers, il est vrai, au travail du bureau, mais si importans à l'humanité, à la justice, au bien de l'état & à la gloire de sa majesté, qu'elle ne peut désapprouver cette dernière démarche dictée par le zèle le plus pur, & conforme aux vœux de la nation.

Une partie de nos concitoyens , qui n'a pas le bonheur de professer la religion catholique , se trouve être frappée d'une sorte de mort civile.

Le bureau connoît trop bien le cœur du roi , pour n'être pas persuadé que sa majesté , désirant faire aimer la religion à tous ses sujets , dont il est le père commun , & sachant que la vérité se suffit à elle-même , & que l'erreur seule a besoin d'employer la contrainte , joint les dispositions d'une tolérance bienfaisante à toutes les vertus qui lui ont mérité l'amour de la nation. Le clergé , pénétré des grands principes que les pères de l'église se sont honorés de professer , applaudira sans doute à cet acte de justice.

Le bureau s'empresse de présenter à sa majesté ses sollicitations , pour que cette portion nombreuse de ses sujets cesse de gémir sous un régime de proscription également contraire à l'intérêt général de la religion , aux bonnes mœurs , à la population , à l'industrie nationale , & à tous les principes de la morale & de la politique.

Le bureau prend encore la liberté de supplier le roi d'ordonner que les ordonnances civiles & criminelles des années 1667 & 1670 , celle des eaux & forêts de 1669 , celle du commerce de 1673 , loix émanées sur les objets les plus intéressans pour la prospérité publique , pour la sûreté des biens ,

de l'honneur & de la vie des citoyens , & pour la liberté de la défense des accusés , soient examinées , afin de donner à la législation française toute sa perfection , par les changemens que la seule ancienneté de ces loix , la différence des temps & des mœurs peuvent exiger , & dont la progression des lumières assurera l'utilité.

N^o. I I I.

J'AI toujours regretté que le travail sur le déficit n'ait pas été concerté entre les bureaux , & sur-tout que les bases sur lesquelles il s'appuie ne soient qu'un sable mouvant , sujet à beaucoup de variations.

Il résulte de ce défaut de concert que les opinions des bureaux , inexactes comme les états remis par le gouvernement , variables comme les questions , & par conséquent les réponses relatives à ces états , ne sont pas même semblables entre elles ; & je crois qu'il est important d'expliquer au public comment les comptes ministériels nous ont conduit à des résultats incertains , & comment les différens efforts , que nous avons fait séparément pour les rectifier , ont dû produire sept apperçus de résultats différens.

La confiance que mérite l'administration des

finances me paroît être la seule excuse qu'ait l'assemblée, pour ne pas demander une prolongation de plusieurs mois, faute de laquelle les bureaux auroient déclaré qu'ils ne peuvent donner aucun apperçu sur des calculs, dont les élémens sont évidemment erronnés.

Mais on a pensé ; avec raison, qu'une administration vertueuse & éclairée, après avoir rectifié ces comptes si informes, ne se serviroit pas, contre les peuples, de la facilité de l'assemblée, & de la singulière situation où elle se trouve.

Il me semble cependant qu'aucuns sentimens personnels ne doivent tellement influencer sur des circonstances si critiques, & des considérations si nationales, que nous perdions de vue l'inconvénient de fixer l'apperçu du déficit au-delà des bornes que nous croyons entrevoir. Ce n'est point en examinant des impôts, auxquels nos observations générales ne peuvent donner aucune sanction, que l'assemblée auroit le malheur de déterminer les charges publiques. Ce triste devoir est celui des représentans de la nation, & en leur absence des cours souveraines; mais c'est en opinant positivement sur la quotité du déficit, que nous engagerions le gouvernement à une première mise d'impôts égale à tout l'espace que nous laisserions entre les emprunts ou retranchemens, & cette barrière du déficit, qu'il est difficile,

mais en même temps très-importante de bien placer.

C'est en comparant les renseignemens que chacun de nous peut donner , en faisant des recherches bien précieuses , si elles diminuent l'impôt , que nous pourrons présenter dans leur véritable point de vue les distinctions que nous avons faites sur le déficit. Il me semble que nous ne connoissons pas assez les rapports entre les recettes & les dépenses momentanées. Pour peu qu'elles se rapprochent entre elles , pour peu qu'on suspende quelques destinations les moins pressantes , ou qu'on fasse à l'emprunt quelque addition presque insensible ; car , comme dit M. le duc de Croy , il ne s'agit pas d'emprunter ou de ne pas emprunter , mais seulement d'emprunter un peu plus ; je ne désespère pas , monseigneur , de voir réduire de beaucoup la partie du déficit qu'on soumet à l'impôt.

Je ne fais , monseigneur , ce que cette réduction paroîtroit , en la comparant à la dissipation & au luxe de la cour , & des premières classes de la société ; mais suivons ces millions , lorsqu'ils se dissipent sur les chaumières des campagnes , & nous y verrons le denier de la veuve & de l'orphelin , la dernière vexation qui force le cultivateur à quitter sa charrue , & une famille d'honnêtes artisans à se vouer à la mendicité. Et pour peu que l'humanité s'arrête sur les détails de cette cruelle récolte , on

sentira la nécessité de comparer les dépenses & les recettes passagères.

Quant au surplus du déficit momentané, s'il existe, je n'allongerai pas mon avis par une répétition des réflexions qui viennent d'être faites ; mais je me référerai à l'opinion que M. le comte de Chatelux a énoncée, parce que je crois, comme lui, que l'on a déjà porté au comble les impositions des peuples, dont les ressources, dans quelques provinces sur-tout, sont à-peu-près épuisées.

N^o. I V.

A la fin du règne du feu roi, monseigneur, temps où la cour n'étoit pas économe, ni le ministre des finances très-scrupuleux, la dépense montoit à 398 millions ; l'abbé Terray lui-même disoit en 1774 :

« Je ne puis plus ajouter à la recette, que j'ai
» augmentée de plus de 60 millions, ni retrancher
» sur la dette, que j'ai réduite de près de 20 mil-
» lions ; & il finissoit son compte rendu, en déclara-
» rant que, si l'on négligeoit les momens de libé-
» ration & d'économie, l'abyme ne tarderoit pas
» à s'ouvrir ».

Depuis cette époque récente , monseigneur , l'accroissement de l'impôt , dans quelques provinces sur-tout , a comblé la misère des peuples ; l'augmentation des dépenses , disproportionnée avec tous les calculs , s'est enflée de près de 200 millions , & l'abyme du déficit , sur lequel étoit suspendu le sort de l'état , n'a plus permis de chercher des expédiens au lieu de ressources.

Tout étoit donc perdu , & même l'honneur , si le roi ne s'étoit pas déterminé à toutes les économies & améliorations qui pourront alléger les nouvelles charges d'un peuple déjà écrasé ; mais comme l'insuffisance du régime actuel n'a que trop été démontré , comme c'est à l'époque d'une administration vertueuse & éclairée qu'il est possible d'élever des barrières , contre la déprédation , & d'introduire la lumière , je crois que nous devons proposer au roi les précautions suivantes , pour empêcher que le déficit ne se reproduise.

1^o. Après avoir porté dans les maisons militaires & domestiques cette économie , qui ne consulte que la véritable utilité , sa majesté seroit suppliée de fixer les sommes nécessaires pour l'entretien de sa maison , & celle de la reine & de la famille royale , pour les bâtimens , les dons particuliers , enfin toutes les dépenses personnelles qui n'ont pas de rapport direct avec la chose publique.

• Quelques bureaux ont sollicité, avec raison, la destruction des capitaineries qui ne sont pas essentielles au plaisir du roi, celle de ces maisons royales, où il paye, sans en jouir, l'entretien des fantaisies des générations passées ; & parmi les occasions fâcheuses de dépenses, j'oserai citer les prisons d'état, que le cœur du roi désavoueroit, autant que les loix du royaume, s'il en connoissoit bien l'inutilité & le danger.

Une précaution importante dans la dépense future, sera de donner à chaque emploi des appointemens fixes, de supprimer tous les droits de place, toutes les faveurs qu'entraîne celle d'une survivance, & d'interdire à tout ordonnateur l'usage personnel de la chose qu'il administre.

2°. L'objet des dépenses royales étant ainsi fixé par sa majesté, celles des départemens seront réglées d'après les bases & les formes dont on conviendra ; & les mêmes formes seront observées pour recevoir les comptes de ces départemens, qui, excepté celui des affaires étrangères, seront communiqués tous les ans au public, par la voie de l'impression. Il suffira de dire au roi que depuis son avènement au trône, la chambre des comptes n'en a reçu aucun du trésor royal, & qu'un grand nombre de comptabilités particulières est resté sans examen, pour qu'il sente la nécessité de faire cesser un abus si

dangereux. Et comme par les divisions proposées nulle dépense utile ne doit être soustraite à l'un des départemens, sa majesté sera suppliée de proscrire les acquits de comptant, dont l'emploi rentre nécessairement dans une de ces classifications.

Je ne puis quitter l'article des départemens sans observer que si celui de la guerre est susceptible de réformes, il n'est pas moins indispensable d'augmenter la nourriture des soldats, insuffisante même à leur conservation.

3°. On a proposé dans quelques bureaux l'établissement d'un comité, pris dans les différens états, que sa majesté admettroit à la reddition de comptes qui lui seroit présentée tous les six mois; ainsi qu'à la fixation des dépenses de l'année suivante, & à l'examen des nouvelles dispositions qui devroient être présentées à l'enregistrement des cours souveraines. La demande de ce comité, sur lequel j'adopte en entier l'avis du bureau de MONSIEUR, ou de tels autres moyens encore plus capables, s'il est possible de répandre la lumière & affermir la confiance, me paroît être une précaution essentielle; mais aucune ne remplaceroit la publicité des comptes dans une forme convenue, qui me semble être absolument nécessaire.

4°. Les pensions & gratifications, attachées aux différens départemens, ne doivent que récompenser

les services ou encourager les talens : publier de tels bienfaits , c'est en doubler le prix, en même temps qu'on écartera les dons abusifs, qu'on rougiroit d'accorder ou d'obtenir. Cet hommage rendu à la magnificence du souverain doit être bien cher aux cœurs reconnoissans de ceux qu'il enrichit.

5°. Le dernier édit de sa majesté donne des assurances si satisfaisantes sur l'hypothèque qu'elle affectera désormais à tout emprunt, & sur la cessation de cet impôt, en proportion de l'extinction ou remboursement, qu'il nous suffira de la supplier de confirmer cette disposition; & quoique nous devions encore moins craindre que les emprunts soient excédés ou étendus, le bureau pourroit prier sa majesté de proscrire désormais ce dangereux stellionat, qu'on ne peut commettre qu'à son insu, en ordonnant à ses cours de le poursuivre suivant la rigueur des ordonnances, & en rendant responsables tous ceux qui y participeront avec connoissance de cause.

6°. Il n'est pas moins essentiel d'arrêter à jamais l'usage des anticipations, cet unique & funeste profit du crédit illusoire, & du jeu des banques particulières, que les compagnies de finances ont usurpé aux dépens de la fortune publique.

7°. Enfin, monseigneur, tandis que le roi effectuera les retranchemens annoncés, ceux qu'il espère

encore, & qu'il nous annoncera des précautions contre la reproduction du déficit, nous tâcherons, dans l'excès de notre zèle, de subvenir au reste du déficit, par le douloureux miracle d'un accroissement d'impôt. Mais comme une partie de ces dépenses a un terme peu éloigné, comme les assemblées provinciales vont s'occuper d'égaliser les charges publiques, de modifier les plus *désastreuses*, & comme il nous est plus naturel & plus doux d'embrasser aujourd'hui une juste espérance que de porter nos regards sur le passé, je crois que les nouveaux impôts, sur lesquels on daigne nous consulter, doivent avoir un terme très-court, pour qu'ensuite sa majesté, adoptant la forme la plus commode pour connoître le succès des essais qu'elle va prescrire dans les différentes provinces, puisse combiner, dans sa sagesse, les réglemens les plus utiles au bonheur de ses peuples.

DISCOURS

DE M. LE MARQUIS

DE LA FAYETTE,

*PRONONCÉ au bureau des notables , présidé par
monseigneur le comte d'Artois , le 24 avril 1787.*

LA dernière séance du bureau , présidé par monseigneur le comte d'Artois , a été un peu vive , & S. A. R. ne put s'empêcher d'en témoigner son mécontentement à M. le marquis de la Fayette particulièrement. Le roi s'étant plaint que les mémoires qu'on lui faisoit passer , sur les divers points de délibération présentés , par M. de Calonne , aux notables , n'étoient pas signés , M. le marquis de la Fayette , dont le patriotisme est aussi épuré & aussi actif que son courage & son habileté furent utiles aux *Américains* , demanda qu'il lui fût permis de lire un mémoire signé de lui , suppliant en même temps monseigneur le comte d'Artois de vouloir bien le porter à S. M. comme venant de lui seul ; tout le bureau s'étant déclaré pour entendre la

lecture du mémoire de M. le marquis de la Fayette, & l'ayant approuvé dans tout son contenu, M. l'évêque de *Langres* promit de rapporter à l'assemblée, d'après *Pâques*, toutes les pièces justificatives des faits y avancés. Voici le contenu authentique de ce mémoire ; avant de le lire, M. de la Fayette s'étoit trouvé dans une circonstance très-délicate : monseigneur le comte d'*Artois* avoit fait connoître que ce mémoire lui paroïssoit trop fort & trop personnel, même dès la première phrase : il faut avoir une présence d'esprit plus qu'ordinaire, & un patriotisme bien désintéressé, pour n'être point intimidé ; M. de la Fayette ne le fut pas, & répondit franchement à S. A. R., *qu'en qualité de gentilhomme, il avoit le droit de porter ses représentations aux pieds du trône*. M. de Castillon, avocat-général au parlement d'Aix, prenant alors la parole, s'adressa à M. de la Fayette, à-peu-près en ces termes : « Je crois pouvoir vous assurer, de la part » de tous les notables de ce bureau, dont aucun » sans doute ne me défavouera, que votre réclamation est juste ; que nous nous ferons tous un » devoir de l'appuyer avec zèle, & qu'en un mot » ce bureau fera cause commune avec vous, pour » obtenir le redressement des griefs dont vous » vous plaignez ». Un autre notable, entraîné par son enthousiasme, dit à M. de la Fayette : « Vos

» exploits en Amérique vous avoient déjà placé
 » parmi les héros ; mais c'est sur-tout maintenant
 » que vous méritez ce glorieux titre. Que ne m'est-
 » il donné d'avoir ici un artiste qui sculpte votre
 » image, dans ce moment où votre zèle patriotique
 » vous met au rang des plus fidèles sujets de sa
 » majesté » ! M. de la Fayette interrompit ces
 louanges ; & s'adressant à S. A. R. , il parla ainsi :

MONSEIGNEUR,

« Le roi nous invite à n'indiquer des abus par-
 » ticuliers, qu'en signant nos avis ; celui que j'ai
 » ouvert samedi dernier (13 mars) nous vaut
 » cette permission ; j'en profiterai , *monseigneur* ,
 » avec le zèle, l'impartialité & la liberté qui sont
 » dans mon cœur.

» J'ai dit qu'il faut attaquer le monstre de l'agio-
 » tage , plutôt que de le nourrir. On croit com-
 » munément que le gouvernement vient de donner
 » plusieurs millions en faveur des agioteurs. Sa
 » majesté a daigné nous assurer qu'elle ne soutient
 » plus l'agiotage ; je n'avois été que l'interprète
 » de l'alarme publique.

» J'ai proposé & propose au bureau, que sa ma-
 » jesté soit suppliée d'ordonner un examen sérieux,
 » par personnes non suspectes , de tous les biens
 du

» du roi pour les domaines, ainsi que des titres des
 » bons, rentes, échanges ou achats, qui sont, ou
 » devroient être à la *chambre des comptes*, de
 » manière que sa majesté puisse connoître la valeur
 » des dons qu'elle a faits, revenir sur les marchés
 » onéreux qui n'ont pas été liquidés, & rompre
 » ceux où, depuis son avènement au trône, elle
 » auroit été lésée d'outre-moitié.

» Et pour appuyer nos craintes de quelques
 » exemples, j'ai cité le marché de l'*Orient*, parce
 » que le public a été scandalisé d'apprendre que,
 » pour la seigneurie de l'*Orient*, & la terre du
 » *Châtel*, ne valant pas ensemble 180,000 livres
 » de rentes, M. le prince de Guéménée ait eu la
 » principauté de *Dombes*, estimée 40,000 livres
 » de rentes, sans compter, *dit-on*, 800,000 livres,
 » payées à M. de l'Aubespine, qui en avoit ob-
 » tenu la concession, & la somme de douze mil-
 » lions 500,000 livres, payables en vingt-cinq
 » ans.

» J'ai cité l'échange du comté de *Sancerre*,
 » parce que j'ai craint qu'il n'ait été payé huit
 » mille arpens de bois, dont trois mille trois ou
 » quatre cents dans le comté de *Blaisois*, valant
 » à eux seuls, *dit-on*, le comté de *Sancerre*, &
 » que le public ajoute à ces huit mille arpens
 » un grand nombre de terres dans différentes

» provinces, & une grosse somme donnée à M. le
» baron d'Espagnac , qui en étoit propriétaire.
» J'ai la douleur de craindre que le roi n'ait
» acquis . depuis son avènement au trône , pour
» environ 700,000 livres de revenu en terres &
» en forêts qu'il a payées avec environ 720,000 liv.
» de rentes , dont 50 à-peu-près de rentes via-
» gères , & qu'il ait accordé à cette occasion ,
» soit comptant , soit à terme , plus de quarante-
» cinq millions.

» Il est possible que je me trompe , mais un grand
» désordre suppose une grande déprédation Je
» demande pourquoi les ministres des finances pro-
» posent au roi des achats & des échanges , qui ,
» n'étant aucunement à sa convenance , ne peu-
» vent servir qu'à la convenance des particuliers.
» Je pourrois peut - être demander aussi pourquoi
» l'on fait acheter des domaines au roi , quand on
» pense qu'il faut vendre ceux qu'il a. Je ne suis
» ni le conseil du roi , ni la chambre des comptes ,
» ni l'administration des domaines , je ne puis donc
» vérifier ce que j'indique ; mais mon patriotisme
» est alarmé , & je sollicite un examen sérieux.

» Et puisque l'avis ouvert & signé par moi ,
» doit être remis à sa majesté , je répète , avec
» une double confiance , la réflexion que j'ai faite
» & soumise à monseigneur , c'est que les millions

» qu'on dissipe , sont levés par impôt , & que l'im-
 » pôt ne peut être justifié que par le vrai besoin
 » de l'état ; c'est que tous les millions abandonnés
 » à la déprédation , ou à la cupidité , sont le fruit
 » des sueurs , des larmes , & peut-être du sang
 » des peuples , & que le calcul des malheureux
 » qu'on a faits pour composer des sommes si légé-
 » rement prodiguées , est un calcul bien effrayant
 » pour la justice & la bonté , que nous savons être
 » les sentimens naturels de sa majesté.

Ce dernier morceau a été imprimé dans le temps.

E X T R A I T

DE la conférence tenue au bureau de Monsieur, par ordre du Roi, & à laquelle assistèrent cinq membres choisis dans chacun des autres bureaux, pour y entendre les éclaircissemens que devoit fournir M. de Calonne.

LA séance s'ouvrit par la lecture d'un mémoire sur l'impôt territorial; cette lecture fut suspendue, & la discussion entamée, dès qu'on entendit que *l'impôt consenti par la nation, érigé par la justice & l'intérêt public, avoit pris la place du devoir de vassalité, dès ce moment & pour toujours.*

Cette phrase amena une longue dissertation. . . . On cita les états-généraux, qui avoient dit *qu'il ne seroit fait aucune levée de deniers qui n'eût été délibérée par les états.*

M. de Calonne, en convenant du fait, prétendit qu'on ne devoit rien conclure de cette énonciation *tolérée*, à laquelle on ne s'est pas arrêté, au moment qu'on obtenoit des états les secours effectifs que le besoin exigeoit. . . . Il ajouta que ce seroit une grande erreur de supposer, que

ce qui a été avancé ainsi, par un petit nombre d'assemblées d'états généraux, avoit été reconnu pour une maxime de la monarchie, tandis que postérieurement plusieurs impôts, & même tous, ont été levés sans le consentement des états généraux, & sans réclamation de leur part;.... qu'il n'y a pas lieu de croire que personne en France voulût contester au roi le droit inhérent à toute souveraineté, de faire contribuer la nation aux dépenses nécessaires pour sa propre sûreté; que ce droit est trop juste en lui-même, trop bien établi dans la main du roi, pour qu'on puisse croire qu'aucun de MM. les notables prétende le révoquer en doute.

Tous les notables, cependant, ne furent pas de l'avis de M. de Calonne;... on lui cita les pays d'états qui s'imposent eux-mêmes.... Il répliqua que le droit d'imposer ne pouvoit être contesté au souverain; qu'il tenoit même au pacte social, qui lie tous les membres à l'intérêt du corps; qu'il se concilie avec les droits & privilèges des pays d'états, puisque ces privilèges ne portent que sur l'exercice du droit, sans altérer le principe.... Il ajouta, à d'autres observations, qui lui furent faites, qu'il ne pouvoit jamais entrer dans l'intention du roi de changer la constitution des pays d'états, mais qu'il n'en résultoit pas moins, que

le roi de France avoit, comme tous les autres monarques de l'univers, le droit d'imposer, inféparable de celui qu'ont les peuples d'attendre de celui qui les gouverne, le maintien de leur sûreté & de leur tranquillité : que le droit de réclamer la protection du souverain suppose nécessairement, de la part des sujets, l'obligation de lui en fournir les moyens : que si les représentans d'un pays d'état refusoient de consentir l'impôt, dès-lors le contrat sur lequel ils se fondent seroit rompu ; que le roi, qui ne pourroit séparer la province du corps de son royaume, ni refuser au peuple, qui n'avoit pas été consulté, la protection qui lui est due, reprendroit le droit d'imposer de sa pleine autorité.

De-là il concluoit que le droit de consentir l'impôt n'est pas le droit de le refuser.

Que dès qu'il existe une société politique, un impôt quelconque est consenti par elle, de droit. . .

La lecture reprise, dès que les évêques entendirent *que le clergé de France est le seul corps qui ne paie pas les vingtièmes*, ils s'élevèrent, avec une indignation mêlée de fureur, contre l'affertion de M. de Calonne Celui-ci, après les avoir complètement battus, en leur prouvant que les *décimes* ne sont pas des *vingtièmes*, que les *décimes* ne sont point versées dans le trésor public,

mais dans la bourse des créanciers du clergé, finit par leur déclarer que sa phrase ne contenoit que l'énonciation d'un fait; que si le clergé croyoit payer l'équivalent des *vingtièmes*, il pouvoit, en consentant à les payer effectivement, rendre cette phrase sans application pour l'avenir; que c'est tout ce qu'on demande de lui; qu'il n'a pas eu envie de blesser le premier ordre de l'état, mais qu'il ne peut convenir qu'il paie ce qu'il doit payer, puisqu'il est sûr du contraire....

La discussion continua avec autant de chaleur sur le mode de l'imposition : comme on invoquoit l'autorité des cadastres, faits ou à faire, pour que ce mode fût un, M. de Calonne démontra que la ressource infiniment trop retardée des cadastres, seroit illusoire, pour opérer le redressement de répartition dont la nécessité se fait sentir de toute part, & dont la prompte exécution est l'unique moyen qui puisse être employé pour rétablir l'équilibre dans les finances, sans surcharger le peuple. Il prouva qu'un cadastre est trop long à faire; ... que l'expérience a montré qu'on ne peut cadastrer que douze paroisses par an; ... qu'il seroit fort dur qu'une injustice onéreuse au peuple put encore durer près d'un demi-siècle, ... qu'il faut de plus pour la perfection d'un cadastre, qu'il n'y ait à répartir qu'une imposition détermi-

née , & qu'encore alors il ne donne point une idée juste du produit des terres , mais seulement de leur rapport entre elles ; qu'il ne peut donc servir qu'imparfaitement à la répartition d'une imposition par *tantième* ;... enfin , sur ce qu'il termina cet article , en disant qu'il y avoit de très-grandes variétés dans les formes usitées , dans les différentes provinces , pour la perception de l'impôt & sur-tout du *vingtième*. Les évêques crièrent en *chorus* , qu'il avoit raison , que c'étoit par une de ces variétés , qu'on appelloit *décimes* ce qui étoit réellement leur *vingtième*.

Il ne s'agit pas de la critique des mots , répliqua le contrôleur général , qui étoit aussi bon logicien qu'eux , mais de l'examen des choses.... Jamais les décimes du clergé n'ont été des vingtièmes.

L'animosité du clergé redoubla à la lecture de cette phrase , *que la puissance publique trouve presque par-tout des obstacles à vaincre ou des sujets à combattre*. Un évêque se leva pour demander *si le roi avoit jamais eu à se plaindre de ses sujets*.

M. de C. répondit que le sens de cette phrase ne s'appliquoit qu'aux prétentions à combattre , & non aux personnes : que quand on dit que la puissance publique a souvent à combattre ses su-

jets , cela ne peut s'entendre que de la nécessité où elle est de réprimer les contrevenans à ses loix..... Les esprits s'électrifoient de plus en plus ; MM. les évêques se croyoient à l'académie françoise ou en sorbonne ; ils ne dispuoient que sur des mots. M. de Calonne les calma , en leur disant : il s'agit ici de discuter les affaires les plus importantes de la nation & du roi ; jamais on n'a traité de plus grandes choses. Laissons donc là les mots ; je vous conjure de ne vous occuper que du fond , pour ne pas perdre un temps précieux..... Un d'eux acheva de calmer la chambre en disant , que c'est à l'article où l'on propose la subvention territoriale que commençoit le grand travail , qu'il falloit rapidement passer sur les autres objets.....

Quand on fut arrivé à l'examen de cette grande question , M. de Calonne dit , que la seule connoissance du produit territorial de tout le royaume , qu'on acquéreroit par la perception en nature , seroit infiniment utile : que par ce moyen le roi apprendroit à quoi monte la masse entière de toutes les productions , ce qui faciliteroit toutes les opérations subordonnées à cette connoissance : qu'il est plus aisé d'établir une approximation équitable des frais de culture , & de la valeur de chaque terre , lorsque le produit total est connu ,

que d'établir des tarifs particuliers avant de connoître le produit total : que si l'on veut faire attention à la distribution générale des impôts pour tout le royaume , on conviendra que pour la rendre juste & pour éviter les principales erreurs , le premier pas à faire est de se procurer la connoissance de ses productions , qu'on peut appeller la matière première imposable : que cette connoissance combinée avec celle des consommations , qui jusqu'à présent manque également , doit être la bouffole de l'administration , non-seulement pour se diriger dans la répartition proportionnelle des impôts , mais aussi pour bien juger de l'approvisionnement du royaume , pour assurer sa subsistance , sans gêner mal-à-propos l'exportation de ses denrées , & pour donner le mouvement aux opérations générales du commerce....

Que toutes les recherches du gouvernement pour connoître la production & la consommation , ont toujours été alarmantes , & par cette raison infructueuses : que l'impôt territorial , perçu en nature , donnera sans efforts , & sans exciter aucune inquiétude , tous les renseignemens principaux dont on a besoin , & qu'il en résultera un très-grand bien pour tout le royaume.

On objecta à M. de Calonne , qu'en imposant le tiers à un vingt-huitième , ce seroit le grever

d'un impôt excessif. Il répondit que l'objection seroit d'un grand poids, si en effet ce mode d'imposition étoit un ; mais que comme l'extention de l'impôt étoit d'un vingt-huitième à un quarantième, en raison de la force, de la valeur & du produit des terres, nul propriétaire ne se trouveroit lésé, ni la culture suspendue ; car il suffiroit de bien classer les terres, pour faire une estimation juste.

On employa, pour les combattre, tout ce que les économistes modernes avoient dit & publié sur les *dixmes* & sur la *demi-dixme* ; il répliqua que si la *demi-dixme* étoit *improposable*, la *dixme* entière étoit insoutenable..... Il reprocha à ses antagonistes d'employer des sophismes qui ne pouvoient attaquer la base de l'opération qu'il proposoit ;... qu'en partageant les terres en différentes classes, selon leur fertilité, selon les frais de culture, & selon la nature de leurs productions, pour en tirer un produit égal, on avoit répondu à toutes leurs objections ;... que la division des classes a été & doit être calculée précisément en raison des plus grands frais de culture qu'exigent les terres ingrates ; que si on n'avoit considéré que la fertilité plus ou moins grande des terres, il eût été inutile de les classer, puisque la perception se seroit proportionnée d'elle-même au pro-

duit ; qu'il n'a été nécessaire de différencier la quotité de l'impôt entre les terres de qualité différente , que pour avoir égard aux frais de culture , qui , par rapport aux mauvaises terres , ne sont pas dans la proportion du produit , & doivent par conséquent être compensées par une diminution sur la quotité de l'impôt ; que c'est par cette considération , qu'il a paru juste de réduire au quarantième la perception sur les terres de la dernière classe , tandis qu'elle est du vingtième sur la première ; ... qu'il sera facile , en multipliant davantage les classes , d'approcher tellement de la plus juste répartition , que personne n'aura lieu de se plaindre , & que les cultivateurs , qui sans connoître les termes de produit *net* & de produit *brut* , savent fort bien ce qui leur est utile , ne tarderont point à reconnoître qu'en faisant payer moins , les terres qui exigent le plus de dépenses , & en ne prenant l'impôt que sur le produit en nature , on le traite mieux que lorsqu'on exige des taxes toujours plus ou moins arbitraires , sur le produit de leurs récoltes , sans savoir si elles ont été bonnes ou mauvaises.....

Toutes ces raisons étoient concluantes , en faveur du système qu'il proposoit & qu'il défendit si bien.... Comme il étoit difficile , pour ne pas dire impossible , de les réfuter , on se rejeta sur

les frais qu'entraîneroit la perception de cette nouvelle imposition : un évêque cita les dixmes des curés ;.... il fit monter leur perception à quinze & même à ving-cinq pour cent ; il conclut de-là , que les premières adjudications seroient défectueuses ; que la perte pour le roi ou pour le peuple seroit plus considérable encore , s'il falloit créer un fermier de district , un fermier provincial , peut-être même un fermier général.

M. de Calonne répondit qu'il n'avoit jamais été question que de créer un fermier paroissial , à qui les assemblées des différentes paroisses feroient l'adjudication ; que tout autre plan étoit contraire aux vues de justice qui animent le roi , ainsi qu'aux lumières utiles & indispensables que sa majesté veut acquérir.

Ces moyens ayant paru *impraticables* à MM. les notables , M. de Calonne les invita , à en suggérer de meilleurs ,.... il leur répéta que le attendoit tout de leur zèle.

Les évêques répondirent suivant leur usage , qu'ils n'avoient rien de bon à offrir , qu'il leur suffisoit d'indiquer les vices des moyens qu'on leur mettoit sous les yeux , qu'ils n'en avoient aucun à proposer.... Ils finirent par demander un an , pour travailler à un plan nouveau.

M. de Calonne , indigné de leur mauvaise foi ,

autant que fatigué de leur plats syllogismes , leur dit qu'en arrêtant sa marche , ils risquoient de tout perdre , & qu'ils exposoient le salut de l'état.

Un d'eux lui répondit que le danger n'étoit pas si grand.

Croyez-vous donc , repart le contrôleur général, que je veuille l'exagérer ? Est-ce mon intérêt ? Et quand j'ai le courage d'en avertir , doit-on me soupçonner un autre motif que la conviction ? J'ai annoncé le *déficit* , ne pas y pourvoir sur le champ , ce seroit perdre toutes les ressources du crédit.

Le même prélat qui convoitoit déjà sa place , & qui étoit bien au-dessous de la réputation de *grand administrateur* que des intrigans lui avoient procuré , lui répondit qu'il falloit agir un an auparavant , qu'il s'y prenoit bien tard.

M. de Calonne prouva qu'il avoit fallu avant tout , courir au plus pressé , commencer par payer les dettes , acquitter une masse énorme d'engagemens , revivifier par ce moyen le crédit qui faiblissoit , & se mettre en état de pouvoir présenter en même temps & le mal & le remède : que cette marche avoit été combinée sous les yeux du roi , qu'il l'avoit approuvée , ... qu'elle n'avoit pu être plus prompte , qu'elle ne pouvoit plus aujourd'hui souffrir de retard , que la résolution prise

de découvrir le vuide , entraînoit celle de le combler promptement ; qu'il seroit aussi contraire aux principes d'une sage administration , que dangereux pour l'état , d'employer des palliatifs , lorsque la nation & l'Europe voyoient dans les finances du roi un *déficit* de plus de 100 millions... Enfin , il engagea toute la chambre à juger l'ensemble de son plan , plutôt que les branches particulières , ajoutant que la nation devoit ardemment désirer que le roi remît de l'ordre dans ses finances , & ne fût plus obligé de faire ce qu'on pouvoit appeller de *mauvaises affaires* , en excédant les bornes des anticipations en recourant à des moyens tous plus onéreux & plus ruineux les uns que les autres,... que pour lui , il n'avoit d'autres vues que de tarir la source de tous ces désordres , que c'étoit pour les rendre en quelque sorte impossibles , qu'il avoit cru devoir manifester la situation des finances , proposé le moyen la rendre susceptible d'un genre d'économie qui est de tous le plus désirable , mais qui n'est praticable que quand elles seront en bon état.

Dans un moment où tous les privilèges & prérogatives honorifiques sont abolis, nos lecteurs auront sans doute quelque satisfaction à comparer ce qui se passoit un an avant la révolution, avec ce qu'il ont vu depuis, & sous ce rapport la pièce suivante est assez piquante.

*Réclamation de Messieurs les maréchaux
de France.*

LES maréchaux de France, qui sont en toute occasion les chefs de la noblesse, n'ont pas cru devoir, au commencement de l'assemblée, réclamer contre la préséance qui y a été accordée aux pairs, le roi ayant déclaré que les rangs qu'on y tiendrait ne tireroient à aucune conséquence.

Les maréchaux de France supplient le roi de vouloir bien ordonner qu'il soit inséré dans le procès-verbal de l'assemblée, que s'ils se sont abstenus de toute réclamation pendant qu'elle a duré, ils ne s'en réservent pas moins tous les droits & prérogatives attachés à leur dignité.

DISCOURS

D I S C O U R S

D E

M. LE GARDE DES SCEAUX,

*Pour annoncer l'édit du roi , portant
rétablissement de la cour plénière.*

M E S S I E U R S ,

Avant même que cette cour fût composée d'un si grand nombre de magistrats, François I, Henri II, Henri IV & Louis XIII, avoient senti le danger d'admettre la jeune magistrature aux délibérations de leurs parlemens, sur les affaires publiques.

Ils avoient considéré, qu'étant exclue du jugement des causes importantes, elle devoit bien moins encore participer à la discussion de celles qui intéressoient l'état, où elle auroit dominé par le nombre.

Frappé des mêmes inconvéniens, le roi exécute aujourd'hui le projet que ses prédécesseurs avoient conçu.

Tome II. Pièces just

I

Sa majesté n'admet de son parlement de Paris, que la seule grand'chambre, à la cour qu'elle rétablit, pour procéder à la vérification & publication de ses loix générales.

Mais, jaloux de rendre cette cour aussi digne qu'il est possible de sa confiance & de celle de la nation, le roi réunit cette portion éminente de la magistrature, aux princes de son sang, aux pairs de son royaume, aux grands-officiers de sa couronne, à des prélats, des maréchaux de France, & autres personnages qualifiés, des gouverneurs de province, des chevaliers de ses ordres, un magistrat de chacun de ses parlemens, des membres choisis dans son conseil, deux magistrats de la chambre des comptes & deux de la cour des aides de Paris.

C'est dans cette forme que le roi rétablit aujourd'hui ce tribunal suprême qui existoit autrefois, & qui, selon les expressions mémorables de Philippe de Valois & de Charles-le-Sage, étoit *le consistoire des seigneurs & des barons, la cour du baronnage & des pairs, le parlement universel, la justice capitale de la France, la seule image de la majesté souveraine, la source unique de toute la justice du royaume, & le principal conseil des rois.*

Cette résolution, messieurs, n'est pas nouvelle dans les conseils de sa majesté; vous n'avez pas oublié qu'elle vous fut annoncée dans la première de ses loix, au moment où vous fûtes rendus à vos fonctions.

Mais il falloit que l'exécution d'un si grand changement fût sollicitée par les circonstances.

Les circonstances l'exigent en effet.

Ce n'est pas, messieurs, que jusqu'à la convocation des états généraux, promise par le roi, sa majesté se propose de rien ajouter aux impôts qui ont déjà reçu leur sanction légale.

Et si, par malheur, une guerre imprévue ou d'autres nécessités urgentes de l'état rendoient indispensables de nouvelles perceptions, ce ne seroit que provisoirement, & jusqu'à l'assemblée de la nation, que le roi demanderoit à la cour plénière d'en vérifier les édits.

Mais il y a d'autres loix que des loix burfales, des loix d'une importance reconnue, dont la résistance des parlemens a diversément contrarié l'exécution, & qui exigent qu'une seule & même sanction les mettent en activité dans tout le royaume.

De l'unité de ce conseil suprême, doivent nécessairement résulter, messieurs, des avantages inestimables pour une grande monarchie.

Déjà les diverses coutumes qui régissent les différentes provinces, & même souvent les différentes villes de chaque province, ont fait un chaos de la législation françoise.

Il entre dans les vues législatives de sa majesté, de simplifier ces coutumes diverses, & d'en réduire le nombre avec tous les ménagemens que méritent d'anciennes loix, lorsqu'elles sont liées aux mœurs locales.

Mais si, à cette diversité de loix particulières, il falloit ajouter encore, dans l'exécution des loix générales, de nouvelles différences, causées dans chaque ressort, tantôt par le refus, tantôt par les clauses de l'enregistrement, il n'y auroit plus ni unité dans la législation, ni ensemble dans la monarchie.

A ces considérations, qui seules auroient rendu indispensable le rétablissement de la cour plénière, se joignent encore, messieurs, des motifs d'un grand poids.

Le roi, sans doute, est loin de supposer que ses parlemens puissent jamais oublier tout ce qu'ils doivent d'obéissance & de fidélité à l'autorité souveraine.

Mais enfin, messieurs, sous l'empire des loix, toutes les classes de citoyens doivent se reconnoître

justiciables d'un tribunal; & les parlemens n'auroient eu jusqu'à présent d'autres juges que le roi seul, dans le cas même de forfaiture.

Ce n'est qu'à la cour plénière que sa majesté peut confier cette fonction rigoureuse, dont l'exercice doit éviter à sa bonté l'usage personnel de son autorité contre les magistrats qu'elle s'est vue plusieurs fois dans la nécessité d'employer.

Pour rétablir cette cour, le roi n'a eu besoin d'aucune innovation; il lui a suffi de remonter au-delà de l'érection de ses parlemens.

C'est dans les monumens de notre histoire, que sa majesté a trouvé le modèle de cette grande institution.

En effet, avant la création des cours dans les provinces, dont la première époque est du quatorzième siècle, il n'existoit encore que le parlement de Paris, qui enregistroit les loix pour tout le royaume.

Ce premier parlement formoit alors la cour plénière dans les occasions importantes; & cette cour plénière étoit composée, comme le roi la compose aujourd'hui.

Quant aux parlemens de province, dont la création successive est postérieure à cette ancienne forme d'administration, ils doivent être d'autant

moins étonnés de perdre le droit d'enregistrement , que nos rois leur ont interdit la connoissance de plusieurs espèces de causes attribuées sans réclamation au seul parlement de Paris.

Cependant , messieurs , pour ne point se priver des connoissances locales qui peuvent avertir sa bonté ou éclairer sa justice , le roi admet à sa cour plénière un magistrat de chacun de ses parlemens.

Ainsi , quand les provinces de leurs ressorts auront des intérêts particuliers à y discuter , elles y trouveront toujours un fidèle interprète de leurs réclamations & de leurs droits.

Pour vous , messieurs , vous serez tous appelés successivement , par ordre d'ancienneté , à cette cour auguste.

Vous ne subirez , pour devenir membres de la cour plénière , que les mêmes délais auxquels vous vous êtes soumis pour siéger à la grand'chambre.

Rendus à vos fonctions naturelles , vous jouirez désormais paisiblement de la considération que méritent vos services.

Vous verrez l'état prospérer sous une administration économique , tranquille & modérée ; vous bénirez le roi , qui se montrera entièrement occupé à réparer , de concert avec la nation , les maux passés , & à préparer les biens à venir , qui ,

loin d'avoir voulu concentrer son autorité dans un seul corps, pour la rendre arbitraire, ne demandera jamais, soit à la nation, soit à ce tribunal patriotique ; qu'un zèle sincère, des conseils éclairés, le respect de la justice, l'amour des peuples, un courageux dévouement au bien public, & qui enfin est aussi décidé à n'abuser jamais de sa puissance, qu'à la maintenir & à la faire respecter.

PR É A M B U L E
D E
L'ÉDIT DU ROI,

Portant rétablissement de la Cour Plénière.

LOUIS , par la grace de Dieu , roi de France & de Navarre : A tous présens & à venir , Salut. Par notre nouvelle ordonnance sur l'administration de la justice , nous avons changé la composition & augmenté les pouvoirs de nos tribunaux du second ordre ; mais , après avoir ainsi établi dans toutes les provinces , des juges qui puissent terminer définitivement le plus grand nombre des procès sur lieux , ou près des lieux qui les voient naître , la législation générale demande encore que nous fassions connoître nos intentions sur le dépôt universel de nos loix & sur leur enregistrement.

Les loix qui intéressent uniquement un ressort ou une partie de notre royaume , doivent incontestablement être publiées & vérifiées dans les cours

supérieures qui sont chargées d'y rendre la justice à nos peuples ; mais si les loix qui doivent être communes à toutes nos provinces , continuoient d'être adressées à chacun de nos parlemens , nous ne saurions nous promettre , dans leur enregistrement , la promptitude & l'uniformité qu'exige leur exécution.

Cet inconvénient devient de jour en jour plus sensible depuis une année. Notre édit concernant les assemblées provinciales désirées par les notables , éprouve encore , dans quelques-uns de nos parlemens , une résistance que l'utilité de ces assemblées & le vœu de la nation ne permettoient pas de présumer.

Plusieurs de nos provinces sont également privées des avantages qui doivent résulter pour elles de la liberté du commerce des grains & de la conversion de la corvée en une prestation pécuniaire.

La prorogation du second vingtième , enregistrée en notre parlement de Paris , déjà adoptée par les états provinciaux & par plusieurs assemblées provinciales , est aussi rejetée par plusieurs de nos cours. La loi même qui fixe l'état civil de nos sujets non catholiques , est devenue l'objet des remontrances de deux de nos cours ; & ces remontrances n'ont pu être arrêtées par notre volonté bien connue de n'y point déferer.

Cette résistance peut sans doute être vaincue par notre autorité , & en la déployant dans toute la force , nous ramènerions nos cours à l'uniformité & à la soumission dont elles n'auroient pas dû s'écarter ; mais ces actes multipliés & continuels de rigueur , quelque nécessaires qu'ils puissent être , répugnent à notre bonté paternelle. Pendant que nous sommes obligés d'y avoir recours , l'inquiétude & l'alarme se répandent , le crédit s'altère , les meilleures opérations restent problématiques ou imparfaites , & il nous devient impossible de suivre dans son universalité le plan d'administration que nous avons arrêté dans nos conseils.

Ces considérations ont long-temps occupé notre sagesse ; elles doivent convaincre nos peuples , comme elles nous ont convaincus nous-mêmes , qu'il est nécessaire que les loix communes à tout le royaume soient enregistrées dans une cour qui soit aussi commune à tout le royaume. La nécessité de cette cour unique est devenue encore plus urgente , par la déclaration que nous ont faite presque tous les parlemens , qu'ils étoient incompétens pour procéder à l'enregistrement de l'accroissement ou de l'établissement d'aucun impôt.

Quoique les mesures que nous avons prises par nos bonifications & nos économies , nous donnent

toute espérance de rétablir l'ordre dans nos finances, sans recourir à de nouvelles impositions, il n'est pas possible que, dans des circonstances extraordinaires, des besoins pressans ne nous obligent d'établir des impôts passagers. La loi de l'enregistrement nous paroît trop conforme à nos intérêts & à ceux de nos peuples, pour n'être pas invariablement maintenue; & il est par conséquent indispensable qu'il y ait habituellement dans nos états une cour toujours subsistante, pour vérifier immédiatement nos volontés & les transmettre à nos peuples.

Malgré tous ces motifs qui nécessitent l'établissement d'une cour unique, nous aurions eu de la peine à nous y déterminer, si cette institution n'eût pas été fondée sur l'ancienne constitution de nos états.

Nous avons reconnu que deux sortes d'assemblées font partie de la constitution françoise : les assemblées momentanées des représentans de la nation, pour délibérer sur les besoins publics & nous offrir des doléances; & les assemblées permanentes d'un certain nombre de personnes proposées pour vérifier & publier nos loix.

Déjà nous avons solennellement annoncé que nous convoquerions la nation avant 1792, & nous n'hésiterons jamais de l'assembler, toutes les

fois que l'intérêt de l'état l'exigera. Les autres assemblées n'ont jamais cessé d'avoir lieu dans notre royaume ; antérieures à nos parlemens , elles subsistoient encore au moment où notre parlement de Paris est devenu sédentaire. Insensiblement les rois nos prédécesseurs ont diminué le ressort de cette cour plénière & suprême , en créant de nouveaux parlemens par des actes de leur autorité. Mais quand ils ont établi ces tribunaux , dont ils ont successivement augmenté les membres , ils n'ont jamais entendu changer la constitution primitive de la monarchie , qui est restée toujours la même.

Nos parlemens ont donc été plus ou moins multipliés : chacune de ces cours a été composée d'un plus grand ou d'un moindre nombre d'officiers : les formes accidentelles ont varié , mais le principe fondamental n'a subi aucun changement. Une cour unique étoit originairement dépositaire des loix ; & , la rétablir , ce n'est pas altérer , c'est faire revivre la constitution de la monarchie.

Le projet de ce rétablissement n'est pas nouveau dans nos conseils. Lorsque par notre ordonnance du mois de novembre 1774 , nous rappelâmes à leurs fonctions les anciens officiers de nos parlemens , l'expérience du passé nous avertit qu'il pourroit arriver encore qu'en s'écartant de l'objet

de leur institution , ils prissent des délibérations contraires au bien de notre service : en conséquence , pour soumettre le jugement des cas de forfaiture à un tribunal juridique , nous en attribuâmes d'avance la connoissance exclusive à notre cour plénière , & nous annonçâmes dès-lors formellement , dans une loi enregistrée , l'intention de la rétablir.

C'est donc pour enregistrer les loix communes à tout le royaume , & en cas de contravention des tribunaux à nos ordonnances , pour leur donner à eux-mêmes des juges , que nous exécutons aujourd'hui le projet annoncé dès notre avènement au trône , de rétablir notre cour plénière , & que nous réglons les objets & la forme de ses délibérations , ainsi que la tenue & l'ordre de ses séances.

Nous révoquons en conséquence le droit que nous avons accordé à nos parlemens , de vérifier toutes nos lettres en forme d'ordonnances , édits , déclarations ou lettres-patentes , tant en matière de législation que d'administration générale ; mais une marque particulière de distinction & de confiance que nous nous plaçons à donner à notre parlement de Paris , c'est d'admettre successivement à notre cour plénière tous les membres qui le composent , à mesure que , par ordre d'ancien-

neté , ils siégeront à la grand'chambre , laquelle en son entier fera partie de la cour plénière. En même temps nous y admettons un député de chacun des parlemens de notre royaume , pour y représenter les intérêts ainsi que les privilèges des provinces de leur ressort.

Nous n'avons négligé d'ailleurs aucune précaution pour nous assurer du zèle éclairé de ce conseil , que nous chargeons expressément de nous faire connoître la vérité. Dans la vue de composer notre cour plénière , de là manière la plus propre à inspirer à nos peuples une confiance universelle , nous y appelons des membres choisis dans les premiers ordres de l'état.

Moyennant ce rétablissement légal & perpétuel de notre cour plénière , il n'y aura désormais pour tous nos états qu'un enregistrement unique & solennel de toutes nos loix générales ; & ces loix ainsi promulguées par une seule cour , ne seront plus exposées à perdre , tantôt par défaut de vérification , tantôt par des modifications particulières , qui en rendent l'exécution incertaine & variable , le caractère d'universalité & d'uniformité qu'elles doivent avoir dans toutes l'étendue de notre royaume.

P É T I T I O N

DES CITOYENS

DOMICILIÉS A PARIS.

Du 8 Décembre 1788.

LE roi assemble la nation. Comme un bon père, il s'entoure de sa famille. Il va chercher le bonheur où il peut uniquement le trouver, dans le bonheur d'enfans chéris qui adorent leur père. Il fait tout pour eux ; ils feront tout pour lui.

Un abyme effrayant s'est ouvert aux yeux du roi & de la nation. Il sera comblé par le zèle, & fermé par la sagesse, de manière à ne jamais se rouvrir. Toutes les lumières, comme tous les vœux, vont se concentrer dans cette assemblée nationale, la plus auguste & la plus puissante qui fût jamais, pour le bonheur de tous, qui seul peut faire le bonheur de chacun.

Graces immortelles soient rendues au meilleur des rois, auteur d'un si grand bienfait. Son nom

chéri , comme celui de Louis XII , le père du peuple , sera gravé à jamais , en caractères ineffaçables , dans le cœur de tous les François.

Mais comment sera composée cette mémorable assemblée ?

Quelle sera la forme des états-généraux ?

Le roi le demande à son peuple. Ce monarque , qui veut le bien , qui désire le mieux , qui craint de se tromper , adresse à tous ses sujets , ces intéressantes questions , avec une invitation paternelle à tous & à chacun , de lui faire part de leurs lumières ; en attendant qu'elles lui parviennent de toutes les parties du royaume , le souverain réunit autour de lui un nombre de citoyens notables , pour avoir leur avis particulier sur cet important objet. Quel prince montra à la fois plus de sagesse & plus de bonté ?

Garder aujourd'hui un coupable silence , seroit trahir à la fois la confiance du roi & de la nation.

Déjà la voix d'un grand nombre de citoyens s'est fait entendre.

Les trois ordres du Dauphiné réunis ont donné l'exemple.

Le tiers-état de la Bretagne & de la Normandie l'a suivi : Lyon , Bordeaux , se sont expliqués.

Un grand nombre de citoyens , dont les ouvrages respirent le zèle le plus pur & le plus éclairé ,

éclairé, ont fait part de leurs connoissances & de leurs vues patriotiques.

Les notables n'ont pas encore donné leur avis ; mais un prince dont on connoît le patriotisme & les lumières, MONSIEUR, & le bureau de ce Prince auguste, ont déjà voté conformément à l'opinion publique, consignée dans les excellens écrits dont nous venons de parler.

Dans ces circonstances, nous citoyens de tous les ordres, domiciliés à Paris, jaloux de l'honneur de la nation françoise, à laquelle nous nous faisons gloire d'appartenir ; animés du désir de voir nos compatriotes heureux ; pleins de respect pour les droits nationaux & individuels, auxquels nous faisons solennellement profession, par les présentes, d'être inviolablement attachés jusqu'au dernier soupir ; pressés par l'honneur, par notre conscience, de répondre dignement à la confiance du monarque, qui a bien voulu nous demander le secours de nos foibles lumières, avons adopté & signé la pétition suivante, comme étant l'exposé fidèle de nos principes, relativement à l'ordre public, dans la formation des états-généraux, & l'expression de nos sentimens & de nos vœux patriotiques.

Les loix, les usages, la raison, voilà la règle des états, comme la règle des particuliers,

Tome II. Pièces just.

K

Les loix , quand elles font bonnes , toujours d'accord avec la raison , & bientôt avec l'usage , doivent gouverner éternellement les empires & les hommes. Ce sont elles qui font la base constitutionnelle des états. Ce seroit un crime à qui-conque d'y toucher.

Les loix quand elles sont mauvaises , contraires à la raison , lors même qu'elles sont d'accord avec l'usage , doivent être changées ; mais elles doivent être respectées & observées jusqu'à ce qu'elles aient été convenablement abrogées , & remplacées par de meilleures loix.

Au défaut de loix , les usages peuvent gouverner les hommes.

Quand les usages sont raisonnables & constants , on peut les conserver ; rien n'empêche cependant qu'on ne les change pour en prendre de meilleurs. Dans l'un & l'autre cas , le mieux est de les consacrer par de bonnes loix , qui ne peuvent jamais être parfaitement remplacées par les usages.

Quand les usages sont mauvais , la raison exige absolument qu'on les change : les suivre est une foiblesse ; mais vouloir qu'ils soient sacrés , uniquement parce que ce sont des usages , c'est véritablement un délire.

La raison seule est invariable : ses droits , aussi anciens que le monde , sont imprescriptibles. Ce sont eux qui , suivant la pensée sublime & féconde

d'un ministre , l'espoir des François , *n'ont ni date , ni époque , ni terme.*

C'est à la raison qu'il appartient de juger souverainement les loix & les usages , de créer , de conserver ou de proscrire.

Heureuse la nation , chez qui la raison , d'accord avec les usages , gouverneroit également le chef & les membres !

Appliquons ces principes.

La loi , l'usage , la raison , devroient présider à la formation des états-généraux.

Il n'y a aucune loi connue , émanée du roi , concernant la formation des états-généraux.

On ne connoît aucune loi délibérée , consentie & sanctionnée par les états-généraux , touchant leur formation.

C'est un grand malheur sans doute , puisqu'il ne peut y avoir dans un état de véritable constitution , sans loix qui en fassent la base.

Mais il faut bien en convenir , puisque cela est vrai , nous ne connoissons point en France de loix sur la formation des états-généraux.

Dans le silence absolu des loix , l'usage nous en apprendroit-il davantage ?

Deux points seulement nous paroissent avoir été constamment suivis dans la formation des états-généraux.

Le premier , qui est important , c'est que les citoyens qui ont assisté aux états-généraux , ont été partagés en trois ordres , sous le nom d'ordre du clergé , d'ordre de la noblesse , & d'ordre du tiers-état.

Le second , très-indifférent en soi , mais qui devient important , à raison des circonstances , c'est que les lettres de convocation ont été adressées au baillis des provinces , & que ces lettres ont toujours été à-peu-près les mêmes.

Sur tout le reste , l'usage se tait ; car il y a eu presque autant de variations que de tenue d'états-généraux. Il n'y a rien eu de constant dans le nombre total des membres des états-généraux , dans le nombre relatif d'ordre à ordre , dans les élections des représentans , dans les qualités des électeurs ni des éligibles , dans la manière de prendre & de compter les voix. Tantôt on a opiné par tête , même du temps de Philippe-le-Bel , & plusieurs autres fois depuis ; tantôt on a opiné par ordre : & on ne peut pas dire que ce qui a été fait dans telle assemblée , dans celle de 1614 , par exemple , soit plus consacré par l'usage que ce qui a été fait dans telle autre : un seul fait ne peut pas constituer un usage , sur-tout lorsqu'il est contredit par plusieurs autres faits du même genre. Lorsque les loix manquent absolument , lors-

que les usages ne disent presque rien , reste la raison pour présider à la formation des états-généraux.

Si les loix & les usages avoient parlé , encore la raison pourroit-elle , & devroit-elle se faire entendre. Mais nous convenons que si les loix , même mauvaises , avoient été délibérées & consenties par les états-généraux , elles ne pourroient être changées que par délibération & consentement d'une nouvelle assemblée des états-généraux.

Nous convenons également que des coutumes consacrées par un usage constant & non interrompu , pourroient avoir , en quelque sorte , force de loi , & besoin de l'intervention des états-généraux , pour être changées , sur-tout si elles étoient importantes.

Ainsi , nous pensons que les états-généraux seuls pourroient changer le nombre des trois ordres qui forment l'assemblée nationale , & en admettre quatre , par exemple , comme les états de Suède.

Mais où les loix , où les usages sont muets , c'est à la raison seule à prononcer , & c'est précisément le cas des états-généraux de France. Il faut l'avouer , les états-généraux sont une chose neuve , malgré leur ancienneté ; c'est presque

comme s'il étoit question de les assembler pour la première fois , & d'en imaginer la meilleure forme possible.

Est-ce trop prétendre , que de demander qu'ils soient formés d'une manière raisonnable ?

Or , que dit la raison sur la formation des états-généraux ?

Les états-généraux sont la représentation de la nation.

Pour que la formation des états-généraux soit régulière , il est donc nécessaire que la représentation y ait tous les caractères de la régularité.

Pour que la représentation soit régulière , il faut premièrement qu'elle soit vraie , secondement qu'elle soit juste , troisièmement qu'elle soit convenable.

1°. La représentation est vraie , lorsque le représentant est choisi librement par le représenté.

Dans les affaires les plus simples & les plus ordinaires de la société , un homme oseroit-il se présenter pour un tiers , parler en son nom , stipuler ses intérêts , prendre des engagements pour lui , disposer de sa propriété , lorsque le tiers ne l'auroit chargé de rien , lorsqu'il n'en seroit pas connu , lors même qu'il n'auroit pas d'intérêts opposés , & qu'il seroit à présumer que les intérêts de l'un seroient sacrifiés aux intérêts de l'autre ?

Comment ce qui paroîtroit si ridicule & si absurde dans le cours ordinaire des affaires , pourroit-il être raisonnable dans la grande affaire de la représentation nationale , où il question des plus grands intérêts publics & particuliers ; de la liberté , de l'honneur , de la propriété , &c. ?

Le choix libre est donc le caractère essentiel de la vraie représentation.

Il n'y a ni liberté , ni choix dans la naissance ; la naissance ne peut donc pas donner le droit de représentation.

Une charge , une place , une dignité quelconque , achetées à prix d'argent , ou conférées par qui que ce soit , ne pouvant donner aucuns titres sur la propriété d'un tiers , ne peuvent par conséquent conférer le droit de le représenter.

Ainsi , nul ne peut être vraiment représenté que par celui qu'il a choisi librement ; & nul ne peut être vraiment représentant , & par conséquent membre des états-généraux , que celui qui a été librement choisi par le citoyen qu'il doit représenter.

2°. Il faut que la représentation soit juste.

Tout François est libre , sous l'autorité sacrée des loix , dans la propriété de ses biens ; & , à la rigueur , tous les François le sont également. Nulle loi n'a jamais osé prononcer le contraire.

Tout François a donc un droit égal à défendre sa propriété, quelle qu'elle soit, par lui-même, ou par son représentant.

Tout François qui n'assiste pas aux états-généraux, a donc le droit d'y être représenté, & nul n'a plus le droit de l'être qu'un autre.

Le grand nombre de citoyens ne permettant pas à chaque individu d'avoir son représentant particulier aux états-généraux, il est nécessaire que plusieurs citoyens réunis aient un seul & même représentant qui porte leur vœu à l'assemblée nationale.

D'où il suit nécessairement qu'un représentant doit représenter un certain nombre déterminé de citoyens, égal au nombre de représentés par un autre représentant quelconque ;

Et que les voix doivent être comptées par têtes de représentans.

Autrement, certains individus influeroient plus sur les délibérations que les autres ; ce qui seroit contraire à l'égalité reconnue des droits des citoyens, & par conséquent contraire à la justice.

Ce n'est pas tout : il ne suffit pas que la représentation soit vraie, qu'elle soit juste ; il faut encore, 3^o. qu'elle soit convenable.

Il convient que le représentant ait le même intérêt que le représenté, & qu'il n'y ait pas un

différent. Autrement, vu la foiblesse humaine, il sacrifiera à son intérêt particulier, l'intérêt de celui qu'il représentera, & celui de tout son ordre.

De-là il suit nécessairement que le représentant doit être exclusivement pris dans l'ordre du représenté, & être absolument indépendant de qui que ce soit d'un autre ordre.

Ainsi un ecclésiastique ne peut être représenté que par un ecclésiastique; un noble, que par un noble; un homme du tiers-état, que par un homme du tiers-état, qui ne soit dans la dépendance d'aucun des deux autres ordres.

Par le même principe de liberté nécessaire, & d'indépendance de tout influence étrangère, il convient d'exclure de la formation des états-généraux, les hommes non-domiciliés, ou qui ne sont pas d'une condition absolument libre, & que leur état met dans une dépendance servile d'autrui.

Tels sont les principes rigoureux, certains & incontestables, d'une représentation vraie, juste, convenable, & par conséquent régulière, d'après lesquels devroient être formés les états-généraux.

Ainsi le veut la raison.

On ne pourroit faire contre cette formation que des objections plus ou moins frivoles, auxquelles il seroit par conséquent au moins superflu de répondre, ou même de s'arrêter.

D'après ces principes , un nombre déterminé de citoyens de tous les ordres , & chacun dans son ordre , ayant droit de voter , cinq mille , par exemple , éliroient un représentant aux états-généraux , ce qui , à raison de trois millions de votans , donneroit fix cents membres des états-généraux.

Dans ce nombre de fix cents membres des états-généraux , feroient compris douze représentans du clergé , élus par environ soixante mille ecclésiastiques , composant cet ordre ; & douze représentans de la noblesse , élus par environ soixante mille nobles , âgés de vingt-cinq ans , ayant droit de voter , ce qui donneroit le nombre de cinq cents soixante & seize pour les membres du tiers-état , dans une représentation strictement régulière.

Ainsi , à ne consulter que le droit naturel de chaque citoyen , dans une assemblée d'états-généraux composée de fix cents membres , & qui seroit vraiment représentative de la nation , douze seroient du clergé , douze de la noblesse , & cinq cents soixante & seize du tiers-état.

Telle seroit la justice.

Mais seroit-ce la convenance ? Nous ne le croyons pas.

Cette justice paroîtroit bien rigoureuse , surtout aux deux ordres privilégiés.

Le tiers-état ne la réclame pas. Ouvrons les pétitions qui se multiplient dans les provinces , & arrivent de toutes parts aux pieds du trône. On y voit par-tout des citoyens , aujourd'hui très-éclairés , qui connoissent leurs droits , qui sentent leurs forces , mais qui ne cherchent point à s'en prévaloir. Non-seulement ils n'élèvent point de prétentions injustes ou ridicules contre leurs concitoyens des ordres du clergé & de la noblesse , mais au contraire ils leur donnent l'exemple de la modération & des égards.

Clergé de France , disent-ils , prêtres d'un Dieu juste , amis d'une liberté sage , dont le devoir est de former les peuples à la vertu , par vos leçons & vos exemples ! & vous noblesse illustre , dont nous sommes accoutumés , dès le berceau , à respecter les membres , comme les défenseurs de la patrie , vous jouissez , à ce titre , de tous les honneurs , de toutes les dignités , de toutes les prérogatives honorables & utiles dans l'église & dans l'état , dans le service de terre & de mer , dans la magistrature , à la cour , à la ville , & dans les campagnes qui sont couvertes de vos châteaux. Ces distinctions qui vous sont réservées uniquement & exclusivement , ne sont-elles donc pas assez grandes & assez belles pour payer vos services & ceux de vos aïeux ? Eh bien ! jouissez-en

paiblement ; nous n'aspirons pas à les partager.

Mais nous désirons sortir de l'état d'oppression dans lequel nous avons gémi trop long-temps. Renfermant dans notre sein un grand nombre de professions aussi honorables qu'utiles , agriculteurs , gens de lettres , magistrats , juriconsultes , médecins , commerçans , fabricans , artistes dans tous les genres , l'ame , le soutien & l'ornement de l'état ; renfermant une foule de citoyens distingués par leurs talens , leurs lumières & leurs vertus , nous ne voulons plus être humiliés par des distinctions avilissantes.

Nous demandons à ne pas supporter seuls , ou presque seuls , le fardeau des charges publiques , comme le tiers-état de la Bretagne l'a démontré pour sa province. Puisque les richesses sont partagées , nous demandons que les charges soient partagées aussi. Puisque la protection de l'état est pour tous , n'est-il pas juste que tous payent pour cette protection ? Puisqu'elle est égale pour tous , ne faut-il pas que tous la payent également ?

Nous savons bien qu'anciennement les fiefs nobles ne payoient rien à l'état ; mais nous n'avons pas oublié pourquoi ils étoient exempts de payer.

Ces fiefs étoient des bénéfices militaires donnés gratuitement à des citoyens , à condition de faire , aussi gratuitement , le service militaire , & de

mener à leur dépens , à la suite de leur souverain , quand ils en seroient requis , un certain nombre de leurs vassaux armés pour la défense de la patrie.

Alors l'entretien des armées ne coûtoit rien à l'état. Il étoit à la charge de la noblesse ; il étoit bien juste que la noblesse en fût dédommée , & elle l'étoit particulièrement par l'exemption des impôts.

Mais les choses sont bien changées ; depuis l'établissement des troupes réglées & des armées permanentes , la noblesse est absolument déchargée de leur entretien ; l'état seul en fait les frais ; & par une progression successive & effrayante , surtout depuis vingt ans , la somme des dépenses militaires de terre & de mer s'élève , cette année , suivant le dernier compte rendu , à la somme énorme de 148,690,000 livres. Cependant la paye du soldat & du matelot est à peine augmentée ; la noblesse presque seule a profité de ce prodigieux accroissement de dépense ; & cette année est une année de paix ! On ne peut même songer sans frémir , à ce que coûte une année de guerre.

Dans ce calcul encore ne sont pas compris 15 millions de pensions , annuellement accordés à la noblesse , à titre de grâces.

Ainsi l'état paie les chefs des forces de terre

& de mer , les nobles , comme il paie les subalternes , soldats & matelots , ou plébéiens , avec cette seule différence qu'il paie peut-être trop les premiers , & pas assez les seconds.

Ainsi , non-seulement les nobles ne paient pas l'armée , mais ils sont payés dans l'armée. Au lieu de dépenser , ils reçoivent. Les fiefs ou bénéfices militaires sont donc aujourd'hui sans objet. Ce n'est plus qu'une affaire tout à-la-fois honorable & utile pour les nobles. L'état n'en retire rien pour sa destination primitive. Cela est-il juste ?

Puisque les nobles sont payés aujourd'hui par l'état comme les plébéiens , ne faut-il pas que leurs biens paient comme ceux des plébéiens ?

Le noble devoit-il recevoir & ne point payer , tandis qu'au contraire le plébéien paieroit toujours , & par-tout , sans être presque jamais payé par personne ?

Voilà le grand abus ; voilà le grand objet des réclamations des provinces & de la Bretagne en particulier , dont les calculs avérés & avoués sont véritablement frissonner.

Nous demandons , disent les membres du tiers-état , que les subsides soient également supportés par toutes les terres , à raison de leur valeur , quels qu'en soient les possesseurs : & afin de n'être plus lésés sur un objet aussi important , afin de

pouvoir défendre nos intérêts dans l'assemblée nationale , nous demandons que les deux ordres privilégiés , ne soient pas en nombre capable d'étouffer nos justes réclamations.

Nous demandons que nos représentans aux états-généraux , soient en nombre au moins égal , à celui des deux ordres privilégiés pris ensemble ; nous ne voulons plus être avilis , ni écrasés.

Ainsi parle le tiers.

Ce langage est certainement celui de la raison , & nous ne pouvons nous empêcher d'adopter les principes qui en font la base ; nous en sentons la justice ; & nous n'y appercevons aucun danger. Nous y voyons les prérogatives de la noblesse intactes , & seulement une répartition d'impôts plus équitable.

Nous pensons donc que n'y ayant que deux grands intérêts dans l'état essentiellement opposés , celui des privilégiés , de quelque ordre qu'ils soient , & celui des non-privilégiés , il est convenable que les états-généraux soient composés de manière que chacune de ses deux classes soit également représentée dans l'assemblée nationale , afin qu'après s'être occupée , avec le patriotisme qui est commun à tous , du grand objet de l'intérêt national , chacune des deux classes des privilégiés & des non-privilégiés , puisse veiller à ses intérêts

particuliers , & les défendre , s'il étoit nécessaire ; contre les entreprises de l'autre ; ce qui pourra se faire avec équité & impartialité , si le nombre des vrais représentans , pris dans les ordres respectifs , est égal de part & d'autre.

Ainsi le nombre des représentans du tiers-état , à raison d'un représentant par cinq mille citoyens , s'élevant à six cents , le nombre des représentans du clergé & de la noblesse réunis sera aussi de six cents ; ce qui donnera au total douze cents membres des états-généraux : nombre qui nous paroît aujourd'hui le plus convenable , à tous égards , pour cette auguste assemblée.

Tel fut , à ce qu'il paroît , l'esprit de l'établissement des états-généraux , & c'est , ce semble , à cette époque , que l'on doit naturellement se reporter , pour bien connoître l'esprit de cette institution mémorable , qui a été si altérée depuis , & par-là rendue presque toujours inutile.

Il s'agissoit alors d'affranchir le peuple de la tyrannie sous laquelle il gémissoit , & de donner aux membres de cette classe , sous le nom de tiers-état , le droit de citoyens , afin de mettre plus d'égalité entre les sujets , & de rétablir la subordination entre le chef & les membres de l'état. C'est ce que fit Philippe-le-Bel ; & afin que le tiers-état eût une force suffisante pour défendre
ses

ses droits contre les ordres privilégiés , intéressés , suivant l'esprit du temps , à empiéter sur les siens , Philippe-le-Bel désira que le nombre des représentans du tiers-état fût en nombre au moins égal , ou même supérieur , au nombre des représentans des deux autres ordres réunis.

Suivant les lettres de convocation adressées par le roi aux baillis , lesquelles , à très-peu de chose près , ont toujours été suivies depuis , le tiers-état fut regardé comme le maître de nommer tel nombre de représentans qu'il jugeoit à propos. Quelquefois le tiers-état a usé de son droit en quelques provinces , & a nommé des représentans en nombre égal & même supérieur à celui des deux autres ordres réunis. Et (ce qui est essentiel) cette nomination a toujours été reconnue de la nation , & sanctionnée par l'admission aux états-généraux des représentans du tiers ainsi élus , sans aucune opposition ni réclamation des deux autres ordres ; d'où il est arrivé que le nombre des représentans du tiers a presque toujours été supérieur au nombre de chacun des deux autres ordres pris séparément , & que même aux états tenus en 1356 , le nombre des représentans du tiers fut exactement égal au nombre des représentans des deux autres ordres réunis. Les états étoient composés de huit cents membres , dont quatre cents du tiers.

L'ambition des uns , l'insouciance des autres , l'intrigue , les circonstances , ont fait évanouir l'esprit de l'institution , & presque toujours les intérêts du tiers ont été sacrifiés ; mais les droits sont restés dans leur intégrité , non-seulement les droits naturels , ils sont imprescriptibles & inaltérables , mais encore les droits acquis ; car , comme nous l'avons déjà remarqué , suivant les lettres de convocation adressées aux baillis , par le roi , lettres qui n'ont jamais essentiellement varié , même en 1614 , le tiers-état , s'il n'en a pas toujours usé , a toujours joui du droit & de la faculté de se choisir tel nombre de représentans qu'il jugeoit à propos.

Mais pour éviter toute discussion , nous pensons que l'on doit établir une règle fixe , & que l'on peut déterminer le nombre des représentans de chaque ordre aux états-généraux dans la proportion suivante , un du clergé , deux de la noblesse , & trois du tiers-état.

Telle est la formation qui paroît aujourd'hui la plus conforme à l'équité , à la convenance , & à l'esprit de l'institution.

Telle est la composition donnée aux assemblées provinciales , disposition déjà adoptée par les trois ordres des états particuliers du Dauphiné , sollicitée par plusieurs provinces pour leurs états par-

particuliers , demandée par toutes les assemblées du tiers-état qui ont pu avoir lieu en Bretagne , en Normandie , à Lyon , à Bordeaux , &c. Ou pour mieux dire , telle est la formation indiquée par la voix publique , non par un esprit d'intrigue & de cabale , mais par le cri général de la justice & de la raison.

C'est à ce sentiment universel que nous nous joignons pour demander :

1°. Que le nombre des représentans du tiers-état aux états-généraux , soit au moins égal au nombre total des représentans des deux autres ordres ensemble.

2°. Que dans toutes les assemblées particulières , bureaux , commissions intermédiaires ou autres , on observe pour chaque ordre la même composition que dans les assemblées générales :

3°. Que toute les fois qu'il sera question de voter dans toutes les assemblées , tant générales que particulières , les voix se comptent par tête , comme cela s'est déjà fait plusieurs fois aux états-généraux , & comme cela se pratique , avec l'approbation universelle , dans toutes les assemblées provinciales.

4°. Que les députés du tiers-état ne puissent être choisis que dans cet ordre , & jamais parmi les ecclésiastiques , les nobles , ou ceux qui jouis-

sent actuellement des privilèges de la noblesse ; à moins que , renonçant à leurs privilèges , ils ne rentrent volontairement dans la classe utile des plébéiens leurs pères , & qu'ils ne se fassent inscrire dans l'ordre du tiers.

5°. Afin que toutes ces précautions ne deviennent pas illusoires , nous demandons que les représentans du tiers-état soient en proportion du nombre des représentés ; qu'il y ait , par exemple , un député par cinq mille citoyens , un élu sur cinq mille électeurs ; qu'il ne soit rien donné à l'arbitraire dans les élections , & que tout s'y passe régulièrement.

Egalité de vraie représentation dans l'assemblée nationale entre l'ordre des non-privilégiés , le tiers-état d'une part , & les deux ordres privilégiés , le clergé & la noblesse réunis , de l'autre part , afin que justice soit faite à tous : tel est l'objet de la demande que nous portons respectueusement aux pieds du trône.

François , divisés par ordres , mais unis par un patriotisme égal , montrons à l'Europe , dont les regards sont aujourd'hui fixés sur nous , le grand & intéressant spectacle de la nation la plus puissante , réunie à son auguste chef , le plus grand des monarques , pour travailler de concert à la régénération publique. Offrons à ce prince bien-

faisant un spectacle digne de son cœur , celui d'une grande famille réunie sous les yeux du meilleur des pères.

Parmi ces enfans , que les uns , pour récompense de leurs travaux utiles , se contentent de l'estime publique ; que les autres , à l'estime publique , dont tous doivent être également jaloux , joignent encore , à titre de droit d'aînesse , les honneurs & les prérogatives attachés à leur naissance & à leur état ; mais que tous ensemble , partageant le poids des charges publiques , travaillent à l'envi au bonheur de tous , & que tous ainsi , sans cesse occupés de la félicité générale , se rendent mutuellement ce qu'ils se doivent , en se souvenant qu'ils sont frères.

Tels sont les vœux que nous faisons pour la gloire & pour la prospérité de l'état , du roi , & de tous les citoyens.

OBSERVATIONS

D' U N

BOURGEOIS DE PARIS,

Sur le règlement de la Municipalité.

CE n'est pas sans étonnement que les bourgeois de la ville de Paris ont observé, dans le règlement rendu d'après les données de messieurs les officiers municipaux de cette capitale, des vestiges de l'ancienne forme de convocation, suivie par cette municipalité, aux états de 1614.

L'origine de la formation du corps de ville de Paris se perd dans la nuit des temps; mais est-ce donc une raison pour que les actes émanés des officiers municipaux de la première ville du monde, qu'on regarde avec raison aujourd'hui comme le centre des lumières du royaume, se ressentent encore de ces siècles d'ignorance, où l'on ne s'occupoit que des besoins grossiers, & où les marchands des objets de première nécessité étoient les seuls qui eussent quelques légères teintures d'instructions? Non, sans doute; l'instant est arrivé, enfin, où l'on sent plus que jamais les besoins de corriger

une institution, qui pouvoit être bonne dans son principe, mais qui, par la succession des temps, est devenue vicieuse.

Aujourd'hui, que les sciences ont enrichi l'agriculture & perfectionné les manufactures, où les lettres ont adouci les mœurs & éclairé les hommes, où les beaux arts ont fait naître le goût, & créé de nouvelles branches de commerce, où une foule de citoyens, très-instruits, de toutes sortes de professions, ou vivans de leurs propriétés, ont des loirs que leur zèle patriotiques désireroient consacrer à leurs concitoyens, seroit-il juste de les écarter des charges municipales? Nous nous plaignons des distinctions avilissantes qui avoient existé jusqu'à ce moment entre les deux premiers ordres de l'état & celui du tiers; & dans ce dernier il existe encore une aristocratie plus avilissante & plus tyrannique. Mais revenons à notre sujet.

Par l'article 19 du règlement, l'assemblée doit être présidée par l'officier du corps municipal, & le procès-verbal rédigé par le greffier ou secrétaire qu'il aura amené; tandis que, par l'article 5 du même règlement, on attribue à la noblesse le droit d'élire son président & son secrétaire. Pourquoi cette distinction révoltante? Une assemblée peut-elle être réputée libre, quand ses chefs

n'ont pas été élus par le suffrage des membres qui la composent ; & si , par hasard , le président se trouvoit être noble , l'assemblée seroit donc présidée par un homme dont les intérêts & les préjugés se trouveroient diamétralement opposés aux siens , tandis que dans l'ordre de la noblesse le magistrat du châtelet , qui assemble chaque division , doit se dispenser de voter s'il n'a pas la noblesse transmissible.

Autre objet de réclamation en 1614 , époque si vantée , & pour laquelle on doit rougir d'avoir tant disputé. Les quartiniers furent chargés d'amener chacun deux bourgeois de leur choix à l'hôtel-de-ville , pour procéder , avec les officiers de la municipalité , à l'élection des députés aux états-généraux ; en 1789 , le président quartinier & le secrétaire-greffier amenèrent aussi quatre notables de leurs amis , pour vérifier les titres des membres de l'assemblée , & vraisemblablement inscrire les noms , & vérifier aussi les scrutins ; indépendamment de l'illégalité de cette forme , vicieuse sous tous les rapports , ne donne-t-elle pas aussi un avantage marqué sur tous les bourgeois présens , aux cinq ou six personnes mises en évidence , qui pourront obtenir facilement ainsi le suffrage de ceux qui ne se feront pas mis en garde contre cette espèce de séduction ? D'ailleurs ,

qu'entend-on par notables , dans une assemblée de bourgeois , animés du même esprit , tous également disposés à déployer leur zèle pour l'état , & à faire éclater leur amour pour leurs concitoyens ? Quoi ! tandis que nous sommes occupés à détruire les barrières que la sottise & le préjugé ont élevées entre les ordres du clergé , de la noblesse & le nôtre , ne nous couvririons-nous pas d'un ridicule éternel , si nous voulions conserver parmi nous des distinctions aussi injustes qu'elles sont puériles.

Par l'article 26 du même règlement , il semble qu'en voulant prévenir les discussions qui pourroient s'élever pour la manière de se placer en entrant dans l'assemblée , on ait fait au contraire tout ce qu'il falloit pour en faire naître : d'ailleurs , comment imaginer d'accorder l'amour-propre de chacun des assistans ? Un marchand de vin & un épicier , qui peuvent parvenir à toutes les charges de la municipalité , ne voudront-ils pas être placés avant un des quarante de l'académie françoise , puisque ce dernier est exclu de ces mêmes charges ? Il étoit donc plus qu'inutile de parler de dignités & de rangs ; il eût mieux fallu dire que chacun prendroit sa place suivant l'heure à laquelle il arriveroit. Le mérite seul & les vertus doivent distinguer les citoyens d'une même ville ; celui qui aura le plus fait pour la patrie aura la pre-

mière place ; mais ce sera l'opinion publique qui la lui donnera. Il n'existe pas d'états avilissans quand ils sont utiles, mais seulement des hommes avilis.

Il semble encore que le terme de vingt-quatre heures est bien court pour dresser les cahiers d'une ville comme celle de Paris, & une journée trop tôt passée pour pouvoir les rédiger. On ne peut pas répondre à cette objection, qu'ils ont été faits d'avance, car il faudroit supposer que le choix des députés auroit aussi été fait d'avance.

C'est la ville de Paris qui est le foyer des rayons lumineux qui doivent éclairer l'illustre assemblée qui décidera du sort de vingt-cinq millions d'hommes existans, & de celui de leur postérité. Si chaque députation apporte aux états le vœu de sa province, ceux de la ville de Paris ont une tâche plus vaste à remplir : c'est cette cité fameuse qui doit tracer l'ensemble du plan régénérateur qui doit revivifier la nation française. On rendra, en quelque sorte, la capitale comptable à la postérité, de l'emploi qu'elle aura fait du nombre de voix qui lui ont été accordées, & c'est sur ces lumières que les provinces se feront, en quelque sorte, reposer. Nos rivaux, les yeux fixés vers nous, attendent en silence, du résultat de cette auguste assemblée, l'opinion nouvelle

qu'ils doivent se former de nous, pour savoir s'il doivent nous estimer & nous craindre, ou bien nous mépriser & nous combattre. C'est donc en vingt-quatre heures qu'il faudra nous préparer sur des objets aussi importants, tandis qu'on a passé trois semaines à disputer sur la forme de nos assemblées préparatoires.

Mais ne nous laissons pas abattre; ne perdons pas courage, ô mes concitoyens! n'employons pas un temps précieux à des disputes oiseuses; gardons-nous d'imiter ces lâches soldats, qui raisonnent tandis qu'il faut combattre. L'instant est enfin arrivé de confondre les vains projets de ces hommes pervers, qui, fondant leurs honteuses jouissances sur le malheur public, ne trouvent rien de bien, que le mal qu'ils peuvent faire. La vérité est parvenue au pied du trône; le meilleur des rois a jeté ses regards paternels sur nous; un ministre vertueux secondra ses intentions; nos efforts & nos sacrifices ne seront pas infructueux. Des écrits immortels ont éclairé l'opinion publique, des hommes sages & instruits, qui ont mérité l'estime générale, nous entourent; nous ne serons embarrassés que pour le choix.

Ce sera moins au génie vif & brillant, à l'élocution facile que vous accorderez votre suffrage, qu'à celui dont l'esprit conciliant, le ju-

gement sain, le caractère prononcé & la probité la plus sévère, vous donnera l'espoir de ramener la paix & l'abondance, & de faire renaître des jours heureux. Vous vous garderez bien cependant de proscrire ces hommes éloquens, dont l'ame de feu est faite pour électriser ces têtes froides, dont l'esprit d'analyse & de calcul devient si utile dans de telles assemblées : mais vous vous garderez aussi de choisir ces hommes dangereux, qui, joignant aux graces de l'élocution le goût des idées paradoxales, sont propres plutôt à porter le trouble dans les assemblées, qu'à éclairer les opinions & à les réunir.

E X T R A I T

D'UN PAMPHLET INTITULÉ, CATÉCHISME DES PARLEMENS.

D. QU'ÊTES-VOUS de votre nature ?

R. Nous sommes des officiers du roi , chargés de rendre la justice à ses peuples.

D. Qu'aspirez-vous à devenir ?

R. Les législateurs , & par conséquent les maîtres de l'état.

D. Comment pourriez-vous en devenir les maîtres ?

R. Parce qu'ayant à la fois le pouvoir législatif & le pouvoir exécutif , il n'y aura rien qui puisse nous résister.

D. Comment vous y prendrez-vous pour en venir là ?

R. Nous aurons une conduite diverse avec le roi , le clergé , la noblesse & le peuple.

D. Comment vous conduirez-vous d'abord avec le roi ?

R. Nous tâcherons de lui ôter la confiance de la nation , en nous opposant à toutes ses volontés , en persuadant aux peuples que nous sommes leurs

défenseurs , & que c'est pour leur bien que nous refusons d'enregistrer les impôts.

D. Le peuple ne verra-t-il pas que vous ne vous êtes refusé aux impôts , que parce qu'il vous les auroit fallu payer vous-mêmes ?

R. Non , parce que nous lui ferons prendre le change , en disant qu'il n'y a que la nation qui puisse consentir les impôts , & nous demanderons les états-généraux.

D. Si malheureusement pour vous le roi vous prend au mot , & que les états-généraux soient convoqués , comment vous en tirerez-vous ?

R. Nous chicanerons sur la forme , & nous demanderons celle de 1614.

D. Pourquoi cela ?

R. Parce que , selon cette forme , le tiers-état fera représenté par des gens de loix , ce qui nous donnera la prépondérance.

D. Mais les gens de loi vous haïssent ?

R. S'ils nous haïssent , ils nous craignent , & nous les ferons plier à nos volontés.

D. Pouvez-vous espérer que le clergé entre dans vos vues , lui qui fait que vous êtes ses ennemis ?

R. Nous ne ferons avec le clergé qu'une alliance passagère ; nous lui persuaderons qu'il est perdu , si le tiers-état a de l'ascendant dans les états-généraux ; nous lui ferons comprendre que

nous nous soucions encore moins que lui de payer les impôts , & qu'il faut nous allier afin de les faire tomber sur le peuple.

D. Comment vous conduirez-vous avec la noblesse ?

R. Nous tiendrons la même conduite , & nous lui permettrons de soutenir ses privilèges.

D. Ne craignez-vous pas que le peuple ne vous pénètre , & qu'il ne s'indigne de ce que vous le sacrifiez sous prétexte de le défendre ?

R. Non , parce que notre marche est de ne rien craindre , & d'aller toujours en avant ; c'est ainsi que nous sommes parvenus à nos fins : d'ailleurs le peuple n'a ni consistance , puisqu'il est désuni , ni persévérance , parce qu'il ne fait pas attendre.

D. Vous ne voudrez donc pas sincèrement les états-généraux ?

R. Non ; c'est un prétexte dont nous nous servons pour abuser les peuples & nous faire des partisans ; nous ne voulons les états-généraux qu'autant que nous serons sûrs d'y être les maîtres.

D. Et si le roi & la nation s'accordent à vouloir les états-généraux dans une forme plus populaire que celle de 1614 , que ferez-vous ?

R. Nous persuaderons au clergé & à la noblesse de protester , & nous protesterons nous-mêmes.

D. Que résultera-t-il de-là ?

R. Que le roi sera arrêté , & que les peuples , que nous divisons , ne s'accorderont pas pour vouloir les états-généraux.

D. Ne craignez-vous pas que , dans un siècle aussi éclairé , il ne soit difficile de faire illusion à la nation ?

R. Si nous ne pouvons pas la tromper , nous pouvons nous en faire craindre ; nous avons des émissaires par-tout ; & les peuples savent bien que nos vengeances sont implacables. Nous brûlons les écrits , nous décrétons les auteurs , nous intimidons tous les citoyens par le pouvoir de les accuser nous-mêmes sous le nom de notre procureur-général , de les poursuivre , de les juger , & de les pendre dans les vingt-quatre heures.

D. Si l'on vous dit que vos décrets sont bien plus despotiques que les lettres de cachet , contre lesquelles vous avez tant déclamé , que répondrez-vous ?

R. Nous ne répondrons pas ; nous détournerons la question , en déclamant contre le despotisme , parce que c'est le plus sûr moyen de masquer & couvrir le nôtre.

D. Cependant les peuples crient de par-tout pour demander que le tiers-état aît , aux états-généraux , l'égalité avec les deux autres ordres réunis. Comment ferez-vous pour vous débarrasser de leur clameur ?

R. Nous

R. Nous intriguons , nous brouillerons , nous donnerons des ombrages & des craintes au ministère ; nous dirons que les délibérations & les représentations du tiers-état sont des libelles féditieux ; que ses assemblées sont des attroupemens , & que ses protestations sont une révolte.

D. C'est fort bien ! Et comment vous conduirez-vous avec le roi ?

R. Comme nous sommes les états-généraux réduits au petit-pied , il est évident que nous serons souverains au petit pied ; nous réglerons donc les impôts ; en nous exemptant nous-mêmes , nous déchargerons le clergé qui nous aura soutenu , pour charger le peuple qui vouloit secouer ses fers ; nous referons alors un code de loix à notre guise , sans consulter le roi ni la nation ; nous affermirons notre puissance à jamais ; & voilà la constitution.

D. Comment vous y prendrez-vous pour étouffer les lumières qui , tôt ou tard , concourront à vous démasquer ?

R. Nous prônerons la liberté de la presse en faveur des adhérens ; nous proscrireons ceux qui auroient l'audace de fronder nos prétentions ; nous crierons sans cesse , la *constitution* , les *loix fondamentales* , & nous finirons par défendre de parler.

D. Mais ne craignez-vous pas le clergé ?

R. Nous le flattons aujourd'hui , parce que nous nous servons de lui ; mais comme toute puissance rivale seroit à craindre pour nous , nous l'abaïsserons quand nous serons affermis.

D. Comment cela ?

R. C'est qu'étant légistateurs , & voulant l'être seuls , nous ne soutiendrons d'autres loix que les nôtres , nous incorporerons le code ecclésiastique dans le code civil. Le clergé a de la puissance & des richesses ; en permettant l'aliénation de ses biens , nous le dépouillerons de son autorité & de son argent.

D. Les bonnes dupes ! Mais la noblesse , si haute & si fière , ne la craigniez-vous pas ?

R. Nous n'étions pas sans alarmes , à cause de sa générosité naturelle & de la supériorité que l'épée affectoit sur la robe ; mais heureusement nous l'avons aveuglée.

D. Et comment ?

R. En lui laissant croire qu'il s'établiroit une aristocratie d'épée qui accroîtroit le pouvoir de la haute noblesse..... Quant aux simples gentils-hommes & aux possesseurs de fiefs , nous leur avons persuadé que leurs fiefs seroient toujours exempts d'impôts.

AVIS AU PUBLIC,

*Et principalement au tiers-état , de la part
du commandant du château des isles
de Sainte-Marguerite , du médecin ,
& du chirurgien , du même lieu.*

Nous croyons devoir avertir le public , que vers les derniers jours du mois de septembre de la présente année 1788 , nouveau style , il s'est évadé de notre château des Isles Sainte-Marguerite , un pauvre fou qu'on y détenoit depuis quelques mois , pour travailler à sa guérison que déjà même nous osions espérer.

Nous nous contenterons donc de bien caractériser la folie de notre fugitif : c'est un moyen de le reconnoître moins équivoque que le meilleur portrait ; car le visage de notre fou est très-mobile , au lieu que sa folie est très-fixe.

Cette folie est des plus extraordinaires. Il paroît d'abord , pour peu qu'on l'observe , que c'est la vanité qui a tourné la tête de ce pauvre homme : ses yeux & sa manière de regarder fièrement : son front & sa manière de le plisser par

forme d'insolence : sa bouche à lèvres dédaigneuses , tout annonce , avant qu'il parle , le caractère de sa démence.

Mais à peine a-t-il parlé , que la cause de sa folie éclate à chaque parole. Tantôt il soutient qu'il est Démosthène : d'autres fois , mais plus rarement , il se croit Cicéron. Il lui arrive fréquemment d'avancer qu'il est un grand-homme d'état , & il parle comme s'il avoit un vaste empire à gouverner , & même à réformer.

Dans ces accès de folie , il s'explique avec une chaleur violente & une abondance funeste : tant qu'il parle , le pauvre homme est profondément persuadé que tout le monde admire , & toujours il confond l'admiration avec la pitié.

Mais la plus étonnante folie , celle qui lui est le plus propre , qui le quitte rarement , & qui le caractérise singulièrement , c'est de se croire M. d'Eprémefnil , ce fameux conseiller au parlement de Paris , si célèbre par sa sagesse profonde , par sa modération imperturbable , sa douce majesté , son patriotisme modeste , son courage prudent , le Caton du sénat de Paris , & l'Aristide de l'aréopage de la France ; que dirai-je encore ? Cet homme si distingué par ses connoissances ineffables dans les mystères des Schwendenborg & des Cagliostro ; cet homme enfin orné de

toutes les qualités qui font la perfection du magistrat , & le *nec plus ultra* de la sagesse humaine.

Mais la folie ne fut jamais plus remarquable qu'à souper chez M. M*** , intendant de la marine. Le repas étoit nombreux ; les officiers les plus distingués de la marine , les premiers citoyens de ville invités d'avance , s'étoient rendus avec l'empressement de la plus vive curiosité. Tous attendoient en silence les oracles du prétendu M. d'Eprémefnil. Mais pourroit-on se figurer l'étonnement des convives , quand tout-à-coup on entendit sortir de la bouche de l'oracle une déclamation violente contre M. Necker , l'espoir de la France , l'ami du peuple ; & bientôt après des éloges pompeux de la convocation des états-généraux sur le pied de 1614 , demandés par le parlement de Paris ? Convocation qui a perdu pour toujours le parlement dans l'esprit de la nation , & qui peut perdre dans le plus long avenir la nation elle-même.

A ces propos , les convives se regardent ; on croit rêver ; on écoute encore , on entend les mêmes discours. On se regarde de nouveau : quelques-uns lèvent les épaules ; d'autres , plus discrets , se contentent de sourire. On entendit des convives qui disoient : ah ! le pauvre grand-homme ! Mais le plus grand nombre , plus sincère , disoit : le maître

fou ! enfin , tous se demandèrent à l'oreille : est-ce bien là M. d'Eprémefnil ? Ce doute circulant & croissant , déjà quelques officiers de marine , qui s'étoient retirés dans un coin , jugeoient qu'il seroit très - expédient de profiter de la commodité du voisinage pour jeter ce quidam dans la mer , attendu qu'il y avoit évidemment un peu de rage envieuse dans son fait : mais heureusement l'haleine lui manqua , il se retira , & ne se jettta que dans son lit.

A Aix , ville capitale de Provence , comme on fait , & ville de parlement , mêmes méprises , mêmes folies , même étonnement , & ce qui est bien remarquable , le parlement même y fut attrapé : on prétend que notre fou y siégea en robe & en bonnet quarré. Notre étonnement à nous , c'est qu'un tel vêtement né l'ait pas guéri sur l'heure & rendu sage pour toujours : il faut assurément que sa folie soit enracinée.

C'étoit au fond une chose bien plaisante , il faut en convenir , de voir un fou , sous le nom d'un magistrat célèbre , se faire regarder & suivre dans les rues , attirer la foule aux spectacles , qui pis est , y recevoir publiquement des couronnes avec les applaudissements d'un sage & judicieux parterre.

Malgré le chagrin que cette déplorable & ridicule aventure nous a causé , nous avouons que nous ne pouvons nous empêcher de rire toutes

les fois que nous pensons un peu de suite au singulier personnage de notre prisonnier , à tout ce que disoit & faisoit ce faux d'Eprémefnil , tandis que le véritable d'Eprémefnil , simple & modeste comme le vrai mérite , fuyant le tumulte & les vains applaudissemens , comme il convient au sage , dédaignant sur-tout ceux d'une populace de jeunes insensés , & satisfait de sa propre conscience , citoyen généreux , & bien supérieur aux petits intérêts de corps , où les grandes ames ne se renferment jamais , pleurant sans doute amèrement sur la plaie mortelle que la main de son parlement venoit de faire au tiers-état avec le poignard de 1614 , se prépare , sans doute , à la rentrée prochaine de ce parlement , à désavouer , à foudroyer , avec son éloquence extraordinaire , cette odieuse démarche , travaillant , méditant , écrivant dans le secret ; en un mot , aussi caché que sa gloire est publique. Nous le répétons , quel homme assez grave auroit pu se retenir de rire en songeant au singulier contraste entre le faux & le véritable d'Eprémefnil , entre le rôle de notre fou & la conduite du vrai sage ? Voilà , nous disons-nous , (car l'habitude de garder des fous nous a rendu raisonnables , & même un peu philosophes) voilà les jugemens humains : tel est cru fou , qui cependant est sage ; & bien plus souvent , tel est

cru sage , qui cependant n'est qu'un grand fou.

Mais poursuivons l'histoire de celui-ci , & ne laissons rien ignorer qui puisse le faire connoître. Nous avons appris , qu'après avoir proprement recueilli , rangé & fait un paquet de ses couronnes de Provence , à peu près comme un botaniste scrupuleux recueille , range & plie dans son herbier les feuilles de ses plantes , notre prisonnier partit avec son petit butin qu'il ne perdoit pas de vue.

D'Aix à Lyon , nous n'avons rien pu recueillir de certain. Mais si nous avons été peu instruits des folies de sa route , nous ne le sommes que trop en récompense de celles qu'il a faites à Lyon : ce fut son plus grand théâtre , & tout ce qu'on nous en a rapporté , a bien augmenté nos remords pour notre malheureuse imprudence

Si pourtant quelque chose pouvoit nous consoler en nous excusant , c'est , après tout , la précipitation & le peu de discernement de cette ville , qui devrait bien y regarder à deux fois avant de distribuer des couronnes en plein théâtre. Car on saura que notre malade , (toujours en qualité de M. d'Eprémefnil (fut couronné à la comédie de Lyon avec plus d'éclat encore qu'à celle de la ville d'Aix.

Nous prendrons ici la liberté , puisque nous y

sommes ; de faire une petite digression , & de rappeler à messieurs les Lyonnais le mot d'un ancien , lequel disoit , si la mémoire ne nous trompe , qu'il n'aimoit point les statues en escadrons. Nous doutons beaucoup que cet ancien eût aimé davantage les lauriers : car nous les supplions de se rappeler qu'ils ont couronné M. le Kain , qu'ils ont couronné M^{lle}. Sainval , qu'ils ont couronné M. Larive , qu'ils ont couronné M^{lle}. Saint-Huberti , qu'ils ont couronné M^{me}. Dugazon , &c. ; qu'après avoir couronné tant de comédiens , couronner un magistrat à la comédie.... tant de couronnes ne couronnent plus.

Nous ferons encore , à ce sujet , très-respectueusement observer au parterre de la même ville de Lyon , que nous ne connoissons qu'un seul personnage que des hommes sages puissent couronner de lauriers , sans examen & sans contestation ; c'est un jambon.

On observa que le simple contact de la couronne , sur la surface extérieure & supérieure de son crâne , lui causa presque subitement un redoublement sensible de folie. D'abord il sembloit que ce n'étoit qu'une douce ivresse ; mais bientôt les vapeurs attirées au sommet de la tête par le magnétisme de ces feuilles de laurier , lequel est très-violent , y formèrent sans doute comme un nuage épais

qui vint à se résoudre incontinent en un torrent de paroles, à peu près comme les vapeurs qui s'élèvent de la terre, se résolvent en pluie, & forment des torrens qui ravagent nos campagnes.

Le torrent des paroles de notre écervelé auroit bientôt ravagé toutes les campagnes de la France, si le roi l'eût voulu laisser faire; car il se mit à prêcher à Lyon, comme ailleurs, contre M. Necker, & pour ce funeste évangile de 1614, selon le parlement de Paris. On fait assez qu'il y a certains évangiles, appelés évangiles de l'enfance, généralement réprouvés comme apocryphes & dangereux : de même l'évangile de 1614 est regardé, par les trois quarts & demi des hommes sensés du royaume, comme l'évangile de l'enfance de la nation, & par conséquent comme très-apocryphe & rempli des plus funestes erreurs....

On nous écrit aussi qu'un jour à Bordeaux on l'a vu en plein midi se promener dans les rues, sur un char magnifique, où il avoit placé un énorme baquet rempli d'eau. L'insensé s'étoit fourré dans ce baquet jusques au cou; ses bras étoient en l'air, & gesticuloient avec violence. D'une main il tenoit une longue baguette de fer en guise de sceptre; de l'autre, avec ses doigts étendus, il menaçoit le soleil de l'arrêter tout court. On l'entendoit crier à pleine tête : qu'on

m'amène des boiteux, & je les ferai marcher ; des aveugles, & je leur rendrai la lumière ; des pulmoniques, & je les ferai respirer ;... des morts, & je les ressusciterai. Il ajoutoit qu'il feroit sauter les montagnes.

Que tout dépendoit de notre volonté, & que pour lui, à force de vouloir être le premier homme du monde, il l'étoit incontestablement devenu. Et il ajoutoit encore, en renflant sa voix : or, messieurs, si je suis, comme je vous l'ai prouvé ci-dessus, le premier homme du monde, n'est-il pas évident que vous devez croire tout ce que je vous dirai ci-dessous.

Et pour lors il se mettoit à dire des choses tellement extravagantes, que tous les gascôns s'en alloient en riant du grand-homme ci-dessus, & des vérités ci-dessous.....

Voici maintenant les principales questions qu'il feroit à propos de faire, afin de reconnoître notre fou à des indices certains ; car il feroit bien fâcheux de se méprendre, & de compromettre un homme de bon sens.

D'abord on peut sans risque demander à tout inconnu suspect s'il se croit l'homme de la terre le plus célèbre ? Et s'il dit ou fait entendre nettement qu'il le croit ainsi, c'est déjà un préjugé très-fort que cet inconnu pourroit bien être notre fou.

On peut ensuite lui faire une question, qui lui fera plus agréable, lui demander par exemple, s'il se croit plus d'esprit que Voltaire? Si l'inconnu suspect ajoute vivement : & plus que Jean Jacques, & plus que Montesquieu, & plus que M. Necker, & plus que... qu'on ne lui en laisse pas dire davantage, car il nommeroit toute la terre : mais on peut bien se dire qu'il y a cent contre un à parier que c'est l'homme que nous cherchons.

Voici une autre question bien délicate & bien décisive. Il s'agit de demander au personnage qu'on soupçonne, s'il n'auroit point quelque affinité, ou s'il n'est point ami ou débiteur du bourgeois de Paris, qui coupa la tête de M. de Lally, sur un petit théâtre en place de Grève?

Après cette question, nous supplions messieurs les magistrats de police d'examiner & d'écouter soigneusement leur inconnu;.... si, au nom seul de M. de Lally, il entame un plaidoyer mortel, pour démontrer que rien n'est si inutile au corps que la tête, soutenant que son ami le bourgeois de Paris a très-bien fait de retrancher celle de M. de Lally, ajoutant encore qu'il est prêt à donner la sienne pour le maintien de cette vérité, oh ! pour le coup, ce sera notre insensé ; le fait est sûr ; & nous supplions messieurs les magistrats d'en avoir pitié, & de faire, sur le champ, ré-

pandre sur son crâne à nud quelques pintes d'eau très-fraîche, afin d'appaîser cet accès de folie barbare, & de lui rendre un peu l'usage de la tête qu'il veut faire couper aux autres.

Si, malgré ces indices pressans, la prudence de messieurs les magistrats exigeoit une plus grande conviction, il leur seroit bien facile de l'acquérir par d'autres interrogations péremptoires.... Les plus décisives seront celles qui roulent sur le roi, le gouvernement, les parlemens, ce qu'on appelle la grande politique : ce sont là les principaux points de la folie de notre échappé.

Par exemple, nous prenons la liberté d'exhorter messieurs les magistrats de police à lui demander ce qu'il pense de la nature du gouvernement françois, s'il le croit despotique, ou monarchique, ou démocratique.

On observera bien sa réponse : & dans le cas où l'inconnu répondroit que notre gouvernement n'est ni despotique, ni monarchique, ni démocratique, mais aristocratique, on peut dire, à coup sûr, qu'on le tient.

Cependant, ne fût-ce que pour réjouir un peu messieurs les magistrats, ils peuvent le pousser & demander encore, mais en gardant bien leur sérieux, ... si cette aristocratie françoise ne réside pas uniquement & essentiellement dans les treize

parlemens de France , dont celui de Paris est le chef-d'œuvre ?

Alors on verra son visage s'épanouir comme celui d'un bienheureux. Cette question seule le transportera : il sautera d'allégresse ; messieurs les magistrats riront en eux-mêmes , & se diront : le voilà.

Mais , pourroit-on ajouter (toujours pour s'amuser innocemment), cette aristocratie des treizes parlemens , n'étant ni élective , ni héréditaire , est donc purement vénale ; d'où il suit , qu'au moyen de cinquante ou soixante mille livres de prix d'office , & six ou sept mille pour frais de provisions , on est pourvu très-légitimement d'une charge de souverain des trente gouvernemens de France , charge même qui anoblit en cas de besoin , ce qui est toujours bien agréable pour un roturier.

Si messieurs les magistrats interrogeans veulent bien s'étudier à tenir leur sérieux , en faisant cette comique question , ils verront le fou dont il s'agit relever la tête & le menton , prendre le maintien majestueux , le sourcil de Jupiter dont parle Homère : notre fou croira régner ; mais , je le répète , il faut bien se garder de rire , sans quoi la majesté se changeroit en fureur , & le seigneur Jupiter prendroit son tonnerre.

Nous devons même , à ce propos , faire observer

à messieurs les magistrats qu'il seroit bien dangereux de parler à notre malade de certains sujets & sur certaines matières, tels, par exemple, que de la cour plénière, & de M. Brienne, futur cardinal, & de M. Lamoignon, garde des sceaux passé.

Du moins, si l'on veut essayer de l'interroger sur ces sujets, il faut prendre de bonnes précautions, avoir des gardes sûrs, de forts liens; car dans sa fureur, c'est un Samson

Mais on pourroit sans péril se donner le plaisir d'une expérience fort innocente. Il s'agiroit seulement, quand on le verroit passer dans une rue, de le faire suivre par un espion intelligent (comme il y en a beaucoup), lequel, à une distance raisonnable, prononceroit derrière lui, à haute voix, les mots Brienné & Lamoignon. Ce petit stratagème badin, qui sert à découvrir les masques dans un bal, servira merveilleusement à reconnoître cette homme, qui s'est avisé de se masquer en d'Eprémefnil; car s'il se retourne subitement, aux mots de Brienne & de Lamoignon, avec des yeux ardens comme des charbons, avec une bouche écumante & convulsive, avec des bras qui s'agitent dans tous les sens, assurément la preuve est parfaite. Les parlemens, qui sont si sages, ont fait souvent pendre à moins; & l'on peut, sans marchandier davantage, arrêter ce vagabond.

Seroit-il possible qu'on voulût encore une autre indice ? Qu'on lui parle de M. Necker ; & si l'on voit soudain s'allumer dans ses yeux creux le feu sombre de l'envie ; s'il assure qu'il a dans son cœur mille fois plus de vertu , & dans sa tête un million de fois plus d'arithmétique & de logique que M. Necker , hélas ! c'est bien notre malade , c'est le d'Eprémefnil apocryphe.

DÉCLARATION

DÉCLARATION DU ROI,

*Concernant la présente tenue des états-généraux ;
lue à la séance royale du 23 Juin 1789.*

LE roi veut que l'ancienne distinction des trois ordres de l'état soit conservée en son entier, comme essentiellement liée à la constitution de son royaume ; que les députés librement élus par chacun des trois ordres, formant trois chambres, délibérant par ordre, & pouvant, avec l'approbation du souverain, convenir de délibérer en commun, puissent seuls être considérés comme formant le corps des représentans de la nation. En conséquence, le roi a déclaré nulles les délibérations prises par les députés de l'ordre du tiers-état, le 17 de ce mois, ainsi que celles qui auroient pu s'ensuivre, comme illégales & inconstitutionnelles.

Sa majesté déclare valides tous les pouvoirs vérifiés ou à vérifier dans chaque chambre, sur lesquels il ne s'est point élevé ou ne s'élèvera point de contestation ; ordonne sa majesté qu'il en sera donné communication respective entre les ordres.

Tome II. Pièces just.

N

Quant aux pouvoirs qui pourroient être contestés dans chaque ordre, & sur lesquels les parties intéressées se pourvoiroient, il y sera statué pour la présente tenue des états-généraux seulement, ainsi qu'il sera ci-après ordonné.

Le roi casse & annulle, comme anti-constitutionnelles, contraires aux lettres de convocation & opposées à l'intérêt de l'état, les restrictions de pouvoirs, qui, en gênant la liberté des députés aux états-généraux, les empêcheroient d'adopter les formes de délibération prises séparément par ordre ou en commun, par le vœu distinct des trois ordres.

Si, contre l'intention du roi, quelques-uns des députés avoient fait le serment téméraire de ne point s'écarter d'une forme de délibération quelconque, sa majesté laisse à leur conscience de considérer si les dispositions qu'elle va régler, s'écarteront de la lettre ou de l'esprit de l'engagement qu'ils auront pris.

Le roi permet aux députés qui se croiront gênés par leurs mandats, de demander à leurs commettans un nouveau pouvoir; mais sa majesté leur enjoint de rester, en attendant, aux états-généraux, pour assister à toutes les délibérations sur les affaires pressantes de l'état, & y donner un avis consultatif.

Sa majesté déclare que dans les tenues suivantes d'états-généraux, elle ne souffrira pas que les cahiers ou les mandats puissent être jamais considérés comme impératifs; ils ne doivent être que de simples instructions confiées à la conscience & à la libre opinion des députés dont on aura fait choix.

Sa majesté ayant exhorté, pour le salut de l'état, les trois ordres à se réunir pendant cette tenue d'états seulement, pour délibérer en commun sur les affaires d'une utilité générale, veut faire connoître ses intentions sur la manière dont il pourra y être procédé.

Seront nommément exceptées des affaires qui pourront être traitées en commun, celles qui regardent les droits antiques & constitutionnels des trois ordres, la forme de constitution à donner aux prochains états-généraux, les propriétés féodales & seigneuriales, les droits utiles & les prérogatives honorifiques des deux premiers ordres.

Le consentement particulier du clergé sera nécessaire pour toutes les dispositions qui pourroient intéresser la religion, la discipline ecclésiastique, le régime des ordres & corps séculiers & réguliers.

Les délibérations à prendre par les trois ordres

réunis, sur les pouvoirs contestés, & sur lesquels les parties intéressées se pourvoiroient aux états-généraux, seront prises à la pluralité des suffrages ; mais si les deux tiers des voix, dans l'un des trois ordres, réclamoient contre la délibération de l'assemblée, l'affaire sera rapportée au roi, pour y être définitivement statué par sa majesté.

Si dans la vue de faciliter la réunion des trois ordres, ils désiroient que les délibérations qu'ils auront à prendre en commun, passassent seulement à la pluralité des deux tiers des voix, sa majesté est disposée à autoriser cette forme.

Les affaires qui auront été décidées dans les assemblées des trois ordres réunis, seront remises le lendemain en délibération, si cent membres de l'assemblée se réunissent pour en faire la demande.

Le roi désire que, dans cette circonstance, & pour ramener les esprits à la conciliation, les trois chambres commencent à nommer séparément une commission composée du nombre de députés qu'elle jugeront convenable, pour préparer la forme & la distribution des bureaux de conférence, qui devront traiter les différentes affaires.

L'assemblée générale des députés des trois ordres

sera présidée par les présidens choisis par chacun des ordres, & selon leur rang ordinaire.

Le bon ordre, la décence & la liberté même des suffrages, exigent que sa majesté défende, comme elle le fait expressément, qu'aucune personne, autre que les membres des trois ordres composant les états-généraux, puissent assister à leurs délibérations, soit qu'ils les prennent en commun ou séparément.

Déclaration des intentions du roi.

Aucun nouvel impôt ne sera établi, aucun ancien ne sera prorogé au-delà du terme fixé par les loix, sans le consentement des représentans de la nation.

Les impositions nouvelles qui seront établies, ou les anciennes qui seront prorogées, ne le seront que pour l'intervalle qui devra s'écouler jusqu'à l'époque de la tenue suivante des états-généraux.

Les emprunts pouvant devenir l'occasion nécessaire d'un accroissement d'impôts, aucun n'aura lieu sans le consentement des états-généraux, sous la condition toutefois, qu'en cas de guerre, ou d'autre danger national, le souverain aura la faculté d'emprunter, sans délai, jusqu'à la concur-

rence d'une somme de *cent millions* ; car l'intention formelle du roi est de ne jamais mettre le salut de son empire dans la dépendance de personne.

Les états-généraux examineront avec soin la situation des finances, & ils demanderont tous les renseignemens propres à les éclairer parfaitement.

Le tableau des revenus & des dépenses sera rendu public chaque année, dans une forme proposée par les états-généraux, & approuvée par sa majesté.

Les sommes attribuées à chaque département seront déterminées d'une manière fixe & invariable, & le roi soumet, à cette règle générale, les fonds mêmes qui sont destinés à l'entretien de sa maison.

Le roi veut que, pour assurer cette fixité des diverses dépenses l'état, il lui soit indiqué par les états-généraux les dispositions propres à remplir ce but, & sa majesté les adoptera, si elles s'accordent avec la dignité royale & la célérité indispensable du service public.

Les représentans d'une nation fidelle aux loix de l'honneur & de la probité, ne donneront aucune atteinte à la foi publique, & le roi attend d'eux que la confiance des créanciers de l'état

soit assurée & consolidée de la manière la plus authentique.

Lorsque les dispositions formelles annoncées par le clergé & la noblesse, de renoncer à leurs privilèges pécuniaires, auront été réalisées par leurs délibérations, l'intention du roi est de les fonctionner, & qu'il n'existe plus dans le paiement des contributions pécuniaires, aucune espèce de privilèges ou de distinctions.

Le roi veut que, pour consacrer une disposition si importante, le nom de *taille* soit aboli dans son royaume, & qu'on réunisse cet impôt, soit aux vingtièmes, soit à toute autre imposition territoriale, ou qu'il soit enfin remplacé de quelque manière, mais toujours d'après des proportions justes, égales, & sans distinction d'état, de rang & de naissance.

Le roi veut que le droit de franc-fief soit aboli du moment où les revenus & les dépenses fixes de l'état auront été mis dans une exacte balance.

Toutes les propriétés, sans exception, seront constamment respectées, & sa majesté comprend expressément, sous le nom de propriétés, les *dimes, cens, rentes, droits & devoirs féodaux & seigneuriaux*, & généralement tous les droits & prérogatives utiles ou honorifiques, attachés aux terres & aux fiefs, ou appartenans aux personnes.

Les deux premiers ordres de l'état continueront à jouir de l'exemption des charges personnelles : mais le roi approuvera que les états-généraux s'occupent des moyens de convertir ces sortes de charges en contributions pécuniaires, & qu'alors tous les ordres de l'état y soient assujettis également.

L'intention de sa majesté est de déterminer, d'après l'avis des états-généraux, quels seront les emplois & les chages qui conserveront à l'avenir le privilège de donner & de transmettre la noblesse. Sa majesté néanmoins, selon le droit inhérent à sa couronne, accordera des lettres de noblesse à ceux de ces sujets qui, par des services rendus au roi & à l'état, se seroient montrés dignes de cette récompense.

Le roi, désirant assurer la liberté personnelle de tous les citoyens d'une manière solide & durable, invite les états-généraux à chercher & à lui proposer les moyens les plus convenables de concilier l'abolition des ordres connus sous le nom de *lettres de cachet*, avec le maintien de la sûreté publique & avec les précautions nécessaires, soit pour ménager, dans certains cas, l'honneur des familles, soit pour réprimer avec célérité les commencemens de sédition, soit pour garantir l'état des effets d'une intelligence criminelle avec les puissances étrangères.

J U S T I F I C A T I V E S. 207

Les états-généraux examineront & feront connoître à sa majesté le moyen le plus convenable de concilier la liberté de la presse, avec le respect dû à la religion, aux mœurs & à l'honneur des citoyens.

Il sera établi, dans les diverses provinces ou généralités du royaume, des états-provinciaux composés de deux dixièmes de membres du clergé, dont une partie sera nécessairement choisie dans l'ordre épiscopal, de trois dixièmes de membres de la noblesse, & de cinq dixièmes de membres du tiers-état.

Les membres de ces états-provinciaux seront librement élus par les ordres respectifs, & une mesure quelconque de propriété sera nécessaire pour être électeur ou éligible.

Les députés à ces états-provinciaux délibéreront en commun sur toutes les affaires, suivant l'usage observé dans les assemblées provinciales que ces états remplaceront.

Une commission intermédiaire, choisie par ces états, administrera les affaires de la province, pendant l'intervalle d'une tenue à l'autre, & ces commissions intermédiaires, devenant seules responsables de leur gestion, auront pour délégués des

personnes choisis uniquement par elles , ou par les états-provinciaux.

Les états-généraux proposeront au roi leurs vues pour toutes les autres parties de l'organisation intérieure des états-provinciaux , & pour le choix des formes applicables à l'élection des membres de cette assemblée.

Indépendamment des objets d'administration dont les assemblées provinciales sont chargées, le roi confiera aux états-provinciaux l'administration des hôpitaux, des prisons, des dépôts de mendicité, des enfans-trouvés, l'inspection des dépenses des villes, la surveillance sur l'entretien des forêts, sur la garde & la vente des bois, & sur d'autres objets qui pourroient être administrés plus utilement par les provinces.

Les contestations survenues dans les provinces où il existe d'anciens états, & les réclamations élevées contre la constitution de ces assemblées, devront fixer l'attention des états-généraux, & ils feront connoître à sa majesté les dispositions de justice & de sagesse qu'il est convenable d'adopter, pour établir un ordre fixe dans l'administration de ces mêmes provinces.

Le roi invite les états-généraux à s'occuper de

la recherche des moyens propres à tirer le parti le plus avantageux des domaines qui sont dans ses mains , & de lui proposer également leurs vues sur ce qu'il peut y avoir de plus convenable à faire relativement aux domaines engagés.

Les états-généraux s'occuperont du projet conçu depuis long-temps par sa majesté, de porter les douanes aux frontières du royaume, afin que la plus parfaite liberté règne dans la circulation intérieure des marchandises nationales ou étrangères.

Sa majesté désire que les fâcheux effets de l'impôt sur le sel & l'importance de ce revenu, soient discutés soigneusement, & que dans toutes les suppositions, on propose, au moins, des moyens d'en adoucir la perception.

Sa majesté veut aussi qu'on examine attentivement les inconvéniens des droits d'aides & des autres impôts ; mais sans perdre de vue la nécessité absolue d'assurer une exacte balance entre les revenus & les dépenses de l'état.

Selon le vœu que le roi a manifesté par sa déclaration du 23 Septembre dernier, sa majesté examinera, avec une sérieuse attention, les projets qui lui seront présentés relativement à l'administration de la justice, & aux moyens de perfectionner les loix civiles & criminelles.

Le roi veut que les loix qu'il aura fait promulguer pendant la tenue & d'après l'avis ou selon le vœu des états-généraux , n'éprouvent pour leur enregistrement aucun retardement , ni aucun obstacle dans toute l'étendue de son royaume.

Sa majesté veut que l'usage de la corvée , pour la confection & l'entretien des chemins , soit entièrement & pour toujours aboli dans son royaume.

Le roi désire que l'abolition du droit de main-morte , dont sa majesté a donné l'exemple dans ses domaines , soit étendue à toute la France , & qu'il lui soit proposé les moyens de pourvoir à l'indemnité qui pourroit être due aux seigneurs en possession de ce droit.

Sa majesté fera connoître incessamment aux états-généraux les réglemens dont elle s'occupe pour restreindre les capitaineries , & donner encore dans cette partie , qui tient de plus près à ses jouissances personnelles , un nouveau témoignage de son amour pour ses peuples.

Le roi invite les états-généraux à considérer le tirage de la milice sous tous ses rapports , & à s'occuper des moyens de concilier ce qui est dû à la défense de l'état , avec les adoucissimens que sa majesté désire pouvoir procurer à ses sujets.

Le roi veut que toutes les dispositions d'ordre public & de bienfaisance envers ses peuples, que sa majesté aura sanctionnées par son autorité, pendant la présente tenue des états-généraux, celles entr'autres relatives à la liberté personnelle, à l'égalité des contributions, à l'établissement des états-provinciaux, ne puissent jamais être changées sans le consentement des trois ordres, pris séparément. Sa majesté les place à l'avance au rang des propriétés nationales, qu'elle veut mettre, comme toutes les autres propriétés, sous la garde la plus assurée.

Sa majesté, après avoir appelé les états-généraux à s'occuper, de concert avec elle, des grands objets d'utilité publique & de tout ce qui peut contribuer au bonheur de son peuple, déclare, de la manière la plus expresse, qu'elle veut conserver en son entier & sans la moindre atteinte, l'institution de l'armée, ainsi que toute autorité, police & pouvoir sur le militaire, tels que les monarques françois en ont constamment joui.

Fin du Tome second.

La suite est sous presse.

T A B L E

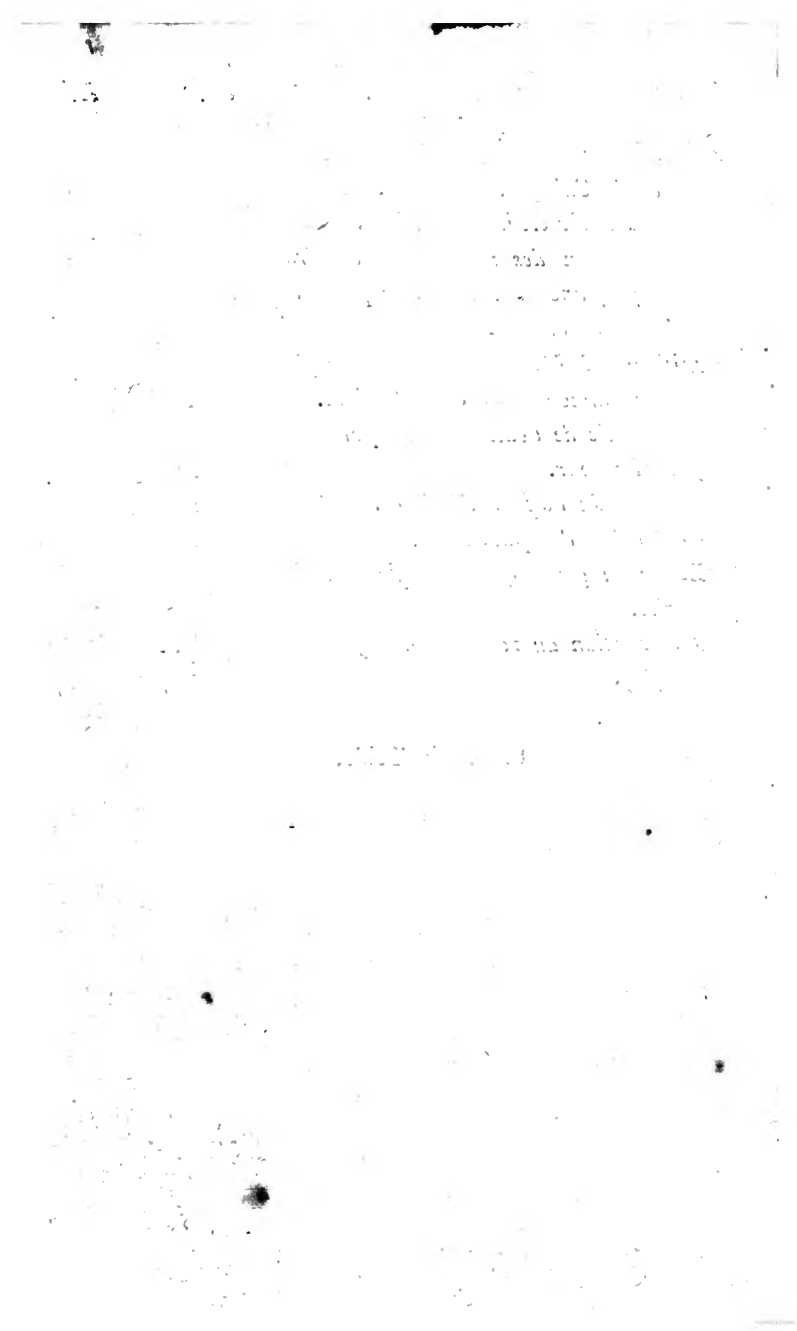
DES PIÈCES JUSTIFICATIVES.

<i>DÉCLARATION du roi pour l'assemblée des notables , en 1787.</i>	Page 1
<i>Composition & liste des bureaux.</i>	4
<i>Discours du roi.</i>	11
<i>Discours du garde des sceaux (Miromesnil).</i>	12
<i>Discours de M. de Calonne.</i>	16
<i>Mémoire sur l'imposition territoriale.</i>	54
<i>Mémoire sur le remboursement des dettes du clergé.</i>	69
<i>Mémoire sur la taille.</i>	77
<i>Mémoire sur le commerce des grains.</i>	80
<i>Mémoire sur la corvée.</i>	84
<i>Extrait des différens mémoires lus par M. de la Fayette , à la même assemblée des notables.</i>	89
<i>Idem n^o. II.</i>	99
<i>Idem n^o. III.</i>	101
<i>Idem n^o. IV.</i>	104
<i>Discours de M. de la Fayette , prononcé le 24 avril.</i>	110
<i>Extrait de la conférence tenue au bureau de Monsieur , par ordre du roi , à laquelle assistèrent cinq membres des autres bureaux , pour y</i>	

TABLE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES.	207
<i>entendre les éclaircissmens que devoit fournir M. de Calonne. Cette pièce, absolument originale, n'a été imprimée dans aucun recueil.</i>	116
<i>Réclamation des maréchaux de France, contre la préséance accordée aux pairs dans l'assemblée des notables.</i>	128
<i>Discours de M. le garde des sceaux (Lamoignon), pour annoncer la cour plénière.</i>	129
<i>Préambule de l'édit du roi, portant création de ladite cour.</i>	136
<i>Pétition du docteur Guillotin.</i>	143
<i>Catéchisme des parlemens.</i>	174
<i>Lettre du gouverneur de l'isle de Sainte-Marguerite.</i>	179
<i>Déclaration du roi, lue à la séance du 23 juin 1789.</i>	193

Fin de la Table.

VAL
1535706



141 8.20





